Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 27 AVRIL 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 27th, 1946

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Adress all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.
Exemplaire séparé: 30 cents chacun.
Feuilles volantes: $1 la douzaine.
Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.
Single copies: 30 cents each.
Slips: $1. per dozen.
Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

A. P. Côté Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de mars 1946, constituant en corporation: Paul-E. Côté, électro-technicien, Joseph-Fleuriot Lalanne, comptable, et Joseph-Ovide Lalanne, industriel, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les négoces respectifs de plombiers, manufactriers et entrepreneurs d'appareils et d'accessoires de plomberie, d'appareils électriques ou à air comprimé, matériel et accesscires spéciaux de chauffage et de ventilation, tuyaux, ajustements, appareils et réparations pour l'éclairage, le chauffage, le gaz ou l'eau;

Exercer en outre les négoces de raffineurs et de manufacturiers, importateurs et exportateurs, de marchands en gros ou en détail, d'huile, de

Letters Patents

A. P. Côté Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1946, incorporating: Paul-E. Côté, electro-technician, Joseph-Fleuriot Lalanne, accountant, and Joseph-Ovide Lalanne, manufacturer, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the respective businesses of plumbers, manufacturers of and contractors for plumbing apparatus and accessories, electrical or compressed air apparatus, material and special accessories for heating and ventilation, pipes, fittings, apparatus for and repair of lighting, heating, gas or water;

Moreover, to carry on the business of refiners and manufacturers, importers and exporters, wholesale or retail merchants of oil, petroleum,

pétrole, de gaz, de toutes les différentes sortes de produits provenant du pétrole et des huiles à moteur ou autres et de combustibles de tous genres et descriptions; de manufacturer et faire le commerce de graisse, de lubrifiants de toute nature et description, sous le nom de "A. P. Côté Ltée", avec un capital total de $10,000.00, divisé en 100 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13672-o L. DÉSILETS.

gas, and motor or other oils, every kind of products derived from petroleum, motor or other oil and fuel of all kinds and descriptions; to manufacture and deal in grease, lubricants of all kinds and descriptions, under the name of "A. P. Côté Ltée" with a total capital stock of à10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13672 Deputy Attorney General.

"Blue Bird Shoe Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de mars 1946, constituant en corporation: Jules d'Anjou, cordonnier-machiniste, Robert Blondeau, constable, tous deux de Charlesbourg, et Charles-H. Gagnon, comptable, de la cité de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, posséder, échanger, transférer, vendre, exporter ou autrement acquérir, négocier, faire le commerce et le négoce en gros ou en détail de peaux brutes, de peaux vertes, de cuirs, de coton, de toile, de tissus de tous genres, de teinture, d'acides, d'huiles ou de tout autre corps ou substance, sans aucune distinction, pouvant servir, de près ou de loin, ou être utilisés dans la fabrication de chaussures, bottines, souliers, sandales, bottes et pantoufles de toutes sortes.

Exercer, l'industrie de la préparation et de la transformation des peux vertes et brutes en cuir.

Acheter, fabriquer, manufacturer, importer ou autrement acquérir, détenir, posséder, changer, céder, transférer, vendre, exporter aliéner, négocier, faire le commerce ou le négoce en gros ou en détail de chaussures de toutes sortes, souliers, bottines, pantoufles, bottes, sandales, sous le nom de "Blue Bird Shoe Company", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 15½, avenue Jacques-Cartier, cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13673-o P. FRENETTE.

"Blue Bird Shoe Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1946, incorporating: Jules d'Anjou, shoemaker-machinist, Robert Blondeau, constable, both of Charlesbourg, and Charles-H. Gagnon, accountant, of the city of Quebec, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, import or otherwise acquire, hold, own, exchange, transfer, sell, export or otherwise acquire, trade and deal wholesale and retail in raw hides, pelts, leather, cotton, linen, fabrics of all kinds, dyes, acids, oils and any other matter or substance, without any distinction, which may serve, closely or remotely, or be used in the making of footwear, boots, shoes, sandals, high boots and slippers of all sorts.

To carry on the industry of preparing and transforming raw hides and pelts into leather.

To buy, make, manufacture, import or otherwise acquire, hold, own, change, cede, transfer, sell, export or alienate, trade and deal in and with wholesale and retail, all sorts of footwear, shoes, boots, slippers, high boots, sandals, under the name of "Blue Bird Shoe Company", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 15½ Jacques Cartier Avenue, city of Québec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13673 Assistant Deputy Attorney General.

"Cameron & Johl Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1946, constituant en corporation: William B. Cameron, ingénieur, Anto Johl, surintendant, Irwin B. Cohen, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire, dessiner, produire, acheter, importer, exporter, modifier, réparer, vendre, louer, arrenter, exploiter et faire le commerce de machinerie et accessoires de toutes sortes et d'appareils, dispositifs, instruments, outillage, machines, pièces de machines et leurs accessoires et améliorations de toutes sortes se rapportant à la machinerie d'aucune sorte et tous matériaux y

"Camreon & Johl Inc."

Noice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1946, incorporating: William B. Cameron, engineer, Aton Johl, superintendent, Irwin B. Cohen, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, make, devies, produce, purchase, import, export, alter, repair, sell, lease, hire, operate and deal in machinery and supplies of all kinds, and apparatus, appliances, implements equipment, machines, machine parts and accessories thereof and improvements of all kinds in connection with machinery of any kind and all material used thereon, under the name of

utilisés, sous le nom de "Cameron & Johl Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13674 L. DÉSILETS.

"Cameron & Johl Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13674-o Deputy Attorney General.

"Canabel Limitée"
"Canabel Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Marcel-G. Robitaille, Gaston Pouliot, avocats, et Claudine Dulong, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et exercer comme une industrie et un commerce actif et prendre l'industrie exploitée à Montréal, sous le nom de "Sévère Lamothe";

Manufacturer, assembler, construire, manier, préparer pour le marché et faire commerce comme manufacturier, grossiste, commissionnaire, agent, facteur, courtier, détaillant, importateur, exportateur d'accessoires électriques ou électroniques, appareils, fournitures et articles électriques de toutes sortes, nature et description, ou de tout appareil ou article ayant rapport directement ou indirectement à l'électricité, enfin de tous articles, fournitures, accessoires, produits, marchandises compris dans la quincaillerie ou ayant trait à la quincaillerie;

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneur-plombier, ferblantier poseur d'appareils de chauffage à la vapeur à l'eau chaude, au gaz, à l'air chaud, à l'électricité ou de toute manière quelconque et faire le commerce et les travaux d'électricien et de poseur d'appareils et de fournitures électriques de toutes sortes, sous le nom de "Canabel Limitée — Canabel Limited", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13675-o P. FRENETTE.

"Canabel Limitée"
"Canabel Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February 1946, incorporating: Marcel G. Robitaille, Gaston Pouliot, advocates, and Claudine Dulong, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase and carry on as an industry and a going concern and take over the industry carried on in Montreal under the name of "Sévère Lamothe";

To manufacture, assemble, build, handle, prepare for market and deal in as manufacturer, wholesaler, commission agent, agent, factor, broker, retailer, importer and exporter of electric or electronic accessories, apparatus, electric supplies and effects of all kinds, nature and description, or any apparatus or article connected directly or indirectly with electricity, in short all articles, supplies, accessories, products, merchandise included in hardware or anything related to hardware;

To carry on the trade and works of plumbing contractor, tinsmith, fitters for steam, hot-water, gas, hot-air, electric or any other description of heating systems, and undertake the business and works of installers of electric apparatus and supplies of all sorts, under the name of "Canabel Limitée — Canabel Limited", with a total capital stock of $20,000 divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1946.

P. FRENETTE,

13675 Assistant Deputy Attorney General.

"Centrale Indépendante Catholique"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de mars 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Lacoste, Jacques Duquette, avocats, Maurice Tanguay, courtier en assurances, Marcel Côté, notaire, tous quatre de la cité de Montréal, Roger Lacoste, avocat, le Révérend père Raymond Dunn, S.J., aumônier, Ivanhoe Hogue, agent d'assurances, tous trois de la cité d'Outremont, Jacques Viau, avocat, de Lachine et Alice Cadieux, institutrice, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Montréal-Nord, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, maintenir, administrer avec pouvoir d'emprunt et d'hypothèque des biens im-

"Centrale Indépendante Catholique"

Notice is hereby given that, under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Marc Lacoste, Jacques Duquette, advocates, Maurice Tanguay, insurance broker, Marcel Côté, notary, all four of the city of Montreal, Roger Lacoste, advocate, Reverend Father Raymond Dunn, S.J., chaplain, Ivanhoe Hogue, insurance agent, all three of the city of Outremont, Jacques Viau, advocate, of Lachine, and Alice Cadieux, teacher, spinster and in use of her rights, of the city of Montreal-North, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, own, maintain, manage, with power to borrow and hypothecate, the immovable pro-

mobiliers connus sous le nom de "Centrale Indépendante Catholique", y établir et maintenir un service de librairie, le tout pour l'usage et le bénéfice de la Jeunesse Indépendante Catholique, de la Jeunesse Indépendante Catholique Féminine, de la Ligue Indépendante Catholique, de la Ligue Indépendante Catholique Féminine, et leurs services auxiliaires, mouvements d'Action Catholique dûment reconnus par l'autorité ecclésiastique, sous le nom de "Centrale Indépendante Catholique";

La majorité des membres et des directeurs de la corporation devront être des personnes membres soit de la Jeunesse Indépendante Catholique, de la Jenuesse Indépendante Catholique Féminine, de la Ligue Indépendante Catholique, de la Ligue Indépendante Catholique Fénimine;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de Cinquante mille ($50,000.00) dollars.

Le siège social de la Corporation sera à Outremont, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de mars 1946.

L'Assiatant-procureur général,

13676-o L. DESILETS.

perty known under the name of "Centrale Indépendante Catholique", there to establish and maintain a library service, the whole for the use and benefit of the "Jeunesse Indépendante Catholique", "Jeunesse Indépendante Catholique Féminine", "Ligue Indépendante Catholique", "Ligue Indépendante Catholique Féminine" and their auxiliary services, Catholic Action movements duly recognized by Ecclesiastical Authority, under the name of "Centrale Indépendante Catholique";

The majority of the members and of the directors of the corporation must be persons who are members either of "Jeunesse Indépendante Catholique", "Jeunesse Indépendante Catholique Féminine", "Ligue Indépendante Catholique" "Ligue Indépendante Catholique Féminine";

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars ($50,000).

The head office of the corporation will be at Outremont, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13676 Deputy Attorney General.

"Horseshoe Club Inc."
"Club du Fer-à-Cheval Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions : Edmond Lachance, employé des Postes, Robert Brissette, Roger Angers, comptables, et Georges Drolet, pompier, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants :

Les réunir et grouper ainsi que les autres personnes qui voudraient se joindre à eux en cercle ou club dans un but social, littéraire, artistique, sportif et autre du même genre mais sans intention de faire un gain pécuniaire, sous le nom "Horseshoe Club Inc. — Club du Fer-à-Cheval.'

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.00.

Les pouvoirs octroyés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard ou d'habileté et la croporation n'est pas autorisée à détenir un permis de club de la Commission des Liqueurs de Québec.

Le siège social de la corporation sera à Notre-Dame-des-Laurentides, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13677-o L. DÉSILETS.

"Horseshoe Club Inc."
"Club du Fer-à-Cheval Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1946, to incorporate as a corporation without share capital : Edmond Lachance, Postal employee, Robert Brissette, Roger Angers, accountants, and Georges Drolet, fireman, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes :

To unite and assemble them as well as others who desire to join them in a circle or club for social, literary, artistic, sporting and other purposes of a like nature but without intention of any pecuniary gain, under the name of "Horseshoe Club Inc. — Club du Fer-à-Cheval."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is $100,000.

The powers conferred shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill, and the corporation shall not be authorized to hold a club license from the Quebec Liquor Commission.

The head office of the corporation will be at Notre-Dame-des-Laurentides, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13677 Deputy Attorney General.

"Comex Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Liutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de mars 1946, constituant en corporation : Jacques Flynn, avocat, Marie Benoit et Arline Goundrey, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Faire généralement le commerce d'importation et d'exportation de toutes marchandises avec tous pays ;

"Comex Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1946, incorporating: Jacques Flynn, advocate, Marie Benoit and Arline Goundrey, secretaries, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on in general the business of importing and exporting all kinds of merchandise from and to all countries ;

Agir comme représentant de fabricants, manufacturiers, producteurs, distributeurs, vendeurs, acheteurs et commerçants ·

Agir comme voiturier par eau, terre ou air pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, sous le nom de " Comex Inc. "

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de $100,000.00, divisé en 2000 actions ordinaires de $5.00 chacune et en 900 actions privilégiées de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général, suppléant,
13678-o P. FRENETTE.

"Commercial Enterprises Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1946, constituant en corporation : Cyril E. Schwisberg, avocat, Ethel E. Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Harold Singer, agent, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Acheter et vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, négocier et faire le commerce, soit comme mandants ou comme agents, de toutes sortes de propriétés immobilières ·

Agir comme agents et courtiers pour l'achat ou la vente d'aucun et toutes sortes de commerces, soit comme des industries en exploitation ou seulement leur actif physique, et agir comme mandants pour lesdits achats et ventes ·

Exercer le commerce de construction de tous genres de bâtisses, usines et fabriques, sous le nom de " Commercial Entreprises Inc. ", avec un capital total de $20,000. divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jours de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13679 L. DÉSILETS.

"Compagnie de Construction de St-Guillaume, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de mars 1946, constituant en corporation : Roméo Fafard, Georges-Henri Pontbriand, commerçants, et Camille Desrosiers fille majeure et usant de ses droits, tous trois de St-Guillaume-d'Upton, district de Richelieu, province de Québec, dans les buts suivants :

Construire un ou des immeubles, acheter les terrains nécessaires à cette fin en vue de favoriser aider et attirer des industries à Saint-Guillaume, dans l'intérêt public et ainsi contribuer à l'avancement général, sous le nom de " Compagnie de construction de St-Guillaume, Ltée "; avec un capital total de $30,000.00, divisé en 300 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Guillaume, comté d'Yamaska, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jours de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13680-o L. DÉSILETS.

To act as representatives of manufacturers, manufacturers, producers, distributors, salesmen, buyers and traders ·

To act as forwarder by water, land or air, for its own account or for the account of others, under the name of " Comex Inc. "

The amount of capital stock of the company will be $100,000, divided into 2000 common shares of $5 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13678 Assistant Deputy Attorney General.

"Commercial Enterprises Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1946, incorporating : Cyril E. Schwisberg, advocate, Ethel E. Schwisberg, secretary, spinster of the full age of majority, both of the City of Outremont, and Harold Singer, agent, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec for the following purposes :

To buy and sell, improve, manage, develop, exchange, lease, deal in and deal with, whether as principals or as agents, all kinds of immovable property ·

To act as agents and brokers for the purchase or sale of any and all kinds of businesses, whether as going concerns or solely of their physical assets, and to act as principals in the said purchases and sales ·

To carry on the business of construction of all manner of buildings, plants and works, under the name of " Commercial Enterprises Inc. ", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13679-o Deputy Attorney General.

"Compagnie de Construction de St-Guillaume, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1946, incorporating : Roméo Fafard, Georges-Henri Pontbriand, traders, and Camille Desrosiers, spinster and in use of her rights, all three of St-Guillaume-d'Upton, district of Richelieu, Province of Quebec, for the following purposes ·

To build one or more immovables, purchase the lands required for such purpose, in view of promoting, aiding industries and attracting them to Saint-Guillaume, in the interest of the public, and thus contribute to general advancement, under the name of " Compagnie de Construction de St-Guillaume, Ltée ", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Guillaume, county of Yamaska, in the district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13680 Deputy Attorney General

"Compagnie Immobilière de Montcalm Nord Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de mars 1946, constituant en corporation : Henri-Avila Gauthier, comptable, Roland Gauthier, commerçant, et Philippe Boyer, courtier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Construire, bâtir, acheter, louer, ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, changer, vendre ou autrement en disposer, des hôtels, restaurants, cafés et salles de rafraîchissements; exercer le commerce d'hôteliers licenciés, marchands de tabac, bière et vins, importateurs et manufacturiers de tuile, d'eaux gazeuses, minérales, artificielles, le commerce de pourvoyeurs, fournisseurs pour des amusements publics d'une manière générale · le commerce de propriétaires d'automobiles, carrosses, voitures, équipages, propriétairees de garages, agents d'immeubles, messagers et gardiens d'entrepôts, sous le nom de " Compagnie Immobilière de Montcalm Nord Ltée ", avec un capital total de $99,000.00, divisé en 990 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13681-o P. FRENETTE.

"Compagnie Immobilière de Montcalm Nord Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1946, incorporating : Henri Avila Gauthier, accountant, Roland Gauthier, trader, and Philippe Boyer, broker, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To erect, build, purchase, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, change, sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés and refreshment rooms · to carry on the business of licensed hotel-keepers, dealers in tobacco, beer and wine, importers and manufacturers of title aerated waters, mineral, artificial, the business of purveyors, caterers for public amusements in general, the business of automobile, coach, carriage, team owners, garage owners, real estate agents, messengers and warehousemen, under the name of " Compagnie Immobilière de Montcalm Nord Ltée ", with a total capital stock of $99,000, divided into 990 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1946.

P. FRENETTE,

13681 Assistant Deputy Attorney General.

"Construction Probec Construction Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de mars 1946, constituant en corporation : Louis-Philippe Couture, ingénieur constructeur, Madeleine Thérien et Jeannine Gauthier, sténographes, tous des cite et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce, les opérations et les affaires de constructeurs et d'entrepreneurs en général et toutes affaires s'y rapportant, pour le compte de particuliers, de corporations ou d'institutions publiques ou privées ou de gouvernements, et dans ce but soumissionner, accepter et exécuter des contrats pour tels travaux ·

Exercer les opérations suivantes : manufacturier, exploitant, marchand de gros ou détail, importateur, exportateur, distributeur, agent, négociant, expéditeur, opérateur et exploitant de moulin, d'usine, de raffinerie, de carrière, de mines, de sablière, sous le nom de " Construction Probec Construction Inc. "

Le capital-actions de la dite compagnie sera de quarante-neuf mille neuf cents dollars (49,900.00) divisé en deux cent cinquante actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars chacune ($100.00) et deux mille quatre cent quatre-vingt-dix actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars chacune (10.00) ·

Les transferts d'actions sont sujets aux conditions suivantes :

Le droit des actionnaires de transférer toute action dans la compagnie sera sujet à l'approbation des directeurs, exprimée par résolution du bureau de direction ·

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

"Construction Probec Construction Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1946, incorporating : Louis-Philippe Couture, building engineer, Madeleine Thérien and Jeannine Gauthier, stenographers, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business, operations and affairs of builders and contractors in general and all business connected therewith, for individuals, corporations, public or private institutions or governements, and for such purpose to tender for, accept and carry out contracts for such works ·

To engage in the following operations : manufacturer, dealer, wholesale or retail merchant, importer, exporter, distributor, agent, jobber, forwarder, operator and worker of a mill, plant, refinery, quarry, of mines, sand pits, under the name of " Construction Probec Construction Inc. "

The capital stock of the said company will be forty-nine thousand nine hundred dollars ($49,900), divided into two hundred and fifty preferred shares of a par value of one hundred dollars ($100) each and two thousand four hundred and ninety common shares of a par value of ten dollars ($10) each.

Transfers of shares will be subject to the following conditions :

The right for shareholders to transfer any share in the company will be subject to approval of the directors, expressed by resolution of the board of directors ·

The number of shareholders of the company will be limited to twenty (20).

Toute invitation au public pour la souscription des actions ou débentures de la compagnie sera interdite.

Le siège de la compagnie sera à Québec, dans les district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13682-o L. DÉSILETS.

Any invitation to the public to subbirces for shares or debentures of the company will be prohibited.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13682 Deputy Attorney General.

"Coronet Robes Inc."

Avis est par les présentes,, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1946, constituant en corporation : Jack Rudner, avocat, Lewis A. Haber, comptable, et Bena Godlovitch, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Manufacturer des robes, robes de maison, vêtements de sport, blouses, chemises, lingerie, vêtements de repos, robes, manteaux et costumes pour hommes, dames et enfants ·

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes ; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements d'aucune description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de corsets, brassières, manteaux, sarreaux et vêtements de toutes sortes en général, sous le nom de " Coronet Robes Inc",. avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13683 L. DÉSILETS.

"Coronet Robes Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1946, incorporating : Jack Rudner, advocate, Lewis A. Haber, accountant, and Bena Godlovitch, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To manufacture men's ladies'- and children's robes, house-coats, sportswear, blouses, shirts' lingerie, leisure wear, dresses, cloaks and suits

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of corsets, brassieres, coats, smocks, and generally clothing of all kinds, under the name of " Coronet Robes Inc. ", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13683-o Deputy Attorney General.

"Dansereau & Poirier Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de mars 1946, constituant en corporation: Bernard LeBel, Gaston Dubreuil, avocats, et Fernand Loyer, gérant de crédit, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter en gros et en détail le commerce de bois, charbon et huile à chauffage, importer et exporter ces produits bruts ou ouvragés, et exploiter le commerce de portes et châssis, maisons préfabriquées et généralement tout ce qui sert à la construction des maisons, et en faire le commerce en gros et en détail, importer et exporter ces dits produits·

Exploiter et vendre au détail ou en gros du bois de chauffage, du bois de construction, du bois de finition et généralement toutes espèces de bois, sous le nom de "Dansereau & Poirier Ltée", avec un capital total de $49,000.00, divisé en 490 actions de $100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt avec les spécifications suivantes

Les actions de la compagnie se seront transférables que sur le consentement et l'approbation de la majorité des directeurs·

"Dansereau & Poirier Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1946, incorporating: Bernard LeBel, Gaston Dubreuil, advocates, and Fernand Loyer, credit manager, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, wholesale and retail, the lumber business, deal in coal and fuel oil, import and export these products, whether raw or processed, and carry on the business of doors and sashes, pre-fabricated houses, and generally everything which is used in the construction of houses, and deal therein wholesale and retail, import and export the said products.

To deal in and sell, wholesale or retail, firewood, lumber, finishing wood and, generally, wood of every kind, under the name of "Dansereau & Poirier Ltée", with a total capital stock of $49,000, divided into 490 shares of $100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty, with the following restrictions:

The shares of the company will be transferable only upon the consent and approval of the majority of the directors·

Toute invitation au public pour souscrire des actions ou obligations de la compagnie est prohibée.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Saint-Laruent, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13684-o L. DÉSILETS,

Any appeal to the public for subscription to the shares or bonds of the company, is prohobited.

The head office of the company will be in the parish of Saint-Laurent, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1945.

L. DÉSILETS,

13684 Deputy Attorney General.

Delorimier, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de mars 1946, constituant en corporation: Philippe Dandurand, avocat, Claire Goyette, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et René Reeves, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

S'occuper de placer et disposer les deniers et biens de la compagnie dans toutes valeurs quelconques, mobilières ou immobilières, industrielles ou commerciales, ou autres, consentir, souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir, la vente, la livraison, le transport ou autrement disposer ou négocier des bons, obligations, débentures, hypothèques ou autres preuves de dettes, stocks, actions ou autres valeurs de tout gouvernement, corporations municipales ou scolaires, de banques, compagnies d'utilités publiques, commerciales ou industrielles ou autres et de corporation, individu ou personne ou association;

Faire le commerce de marchands et d'agents d'immeubles sous toutes ses formes, posséder, vendre, arrenter, améliorer, gérer, échanger, louer, disposer ou faire valoir ou autrement faire le commerce de terrains et bâtisses y dessus érigées et de tous droits et intérêts en iceux;

Tenir un bureau de renseignements concernant le commerce et l'industrie et l'immeuble en général; se procurer les services d'experts en affaires commerciales, industrielles et d'immeubles et en fournir les services moyennant rémunération ou commission, conduire un bureau de recherches et de renseignements commerciaux, sous le nom de "Delorimier, Limitée", avec un capital total de $98,000.00, divisé en 980 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13685-o L. DÉSILETS.

Delorimier, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1946, incorporating: Philippe Dandurand, advocate, Claire Goyette, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, and René Reeves, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the investment and disposal of the monies and properties of the company in any securities whatsoever, movable or immovable, industrial or commercial or otherwise, to consent to, subscribe for, guarantee and otherwise acquire by purchase, exchange or other legal title, and hold absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and sell, guarantee the sale, delivery, transfer or otherwise dispose of and deal in bonds, obligations, debentures, hypothecs or other evidences of indebtedness, stock, shares or other securities of any government, municipal or school corporation, bank, public utility company, commercial or industrial or other establishments, and corporation, individual, person or association;

To carry on the business of real estate dealers and agents in all lines of same, own, sell, rent, improve, manage, exchange, lease, dispose of or turn to account or otherwise deal with lands and buildings thereon erected and any rights and interests in same;

To operate an information bureau concerning business, industry and real estate in general; procure the services of experts in commercial, industrial and real estate business, provide services for remuneration or commission, conduct an office for commercial research and information, under the name of "Delorimier, Limitee", with a total capital stock of $98,000, divided into 980 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13685 Deputy Attorney General.

"D. & L. Frosted Foods, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1946 constituant en corporation: Leonard Silver, marchand, de la cité d'Outremont, David Silver marchand, Robert Silver, surveillant, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de produits alimentaires, préparations alimentaires, bonbons, confiserie et produits chi-

"D. & L. Frosted Foods, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1946, incorporating: Leonard Silver, merchant, of the city of Outremont, David Silver, merchant, Robert Silver, supervisor, both of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in foods, food preparations, candy, confectionery, and chemical products, meats, meat products, fish, fish

miques, viandes, produits de la viande, poisson, produits du poisson, extraits et tous autres articles convenables à la consommation et diriger chacun et tous ces commerces comme grossistes ou détaillants;

Couper ou manufacturer et faire le commerce de glace naturelle ou artificielle et exploiter et construire des usines de fabrication de glace, sous le nom de "D. & L. Frosted Foods, Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13686 L. DÉSILETS.

"Edward Smith Typewriters Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1946, constituant en corporation: Thomas Arthur McCulloch, Charles Louis Starr, distributeurs, June Kirlin, sténographe, et Rola Heller, commis, toutes deux filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Négocier, manufacturer, produire, posséder, acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter ou autrement disposer ou faire le commerce comme grossistes et détaillants ou l'un ou l'autre, de dactylographes, accessoires de dactylographes, outillage et machines pour bureaux et usines, meubles, dispositifs de maison, nouveautés et tous articles faits en métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc, sous le nom de "Edward Smith Typewriters Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13687 L. DÉSILETS.

"English Transcontinental (Canada) Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1946, constituant en corporation: Stanley Stanger, de la cité de Hampstead, Ralph C. Tees, J. Ogilvy Harris, John Haworth, tous trois de la cité de Montréal, et George L. Hale, de la cité de Verdun, tous officiers de compagnie de fiducie, et Jean Insleay, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme exportateur, importateur et expéditeur et courtier et agent à commission et marchand de produits agricoles et légumineux, animaux et produits d'animaux, fibres et textiles, bois et ses produits, papier, fer et ses produits, métaux non-ferrugineux, minéraux, produits chimiques et les produits connexes, et marchandises diverses, comprenant la machinerie, moteurs et outillage pour des fins industrielles, automobiles et aéroplanes et accessoires, moteurs, ressorts, engins, machines, carbura-

products, extracts, and all other articles of commerce suitable for consumption and to conduct each and every of such businesses as wholesalers or retailers:

To harvest or manufacture and deal in natural or artificial ice and to operate and build ice and ice manufacturing plants, under the name of "D. & L. Frosted Foods, Limited", with a total capital stock fo $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Comapny will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thriteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13686-o Deputy Attorney General.

"Edward Smith Typewriters Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1946, incorporating: Thomas Arthur McCulloch, Charles Louis Starr, distributors, June Kirlin, stenographer, and Rola Heller, clerk, both spinters, all fo the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To trade, manufacture, produce, possess, buy, import or otherwise acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of or deal as wholesaler and retailer or either, in or with typewriters, typewriter accessories, office and factory equipment and machines, furniture, household appliances, novelties and all articles made out of metal, aluminum, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "Edward Smith Typewriters Inc.", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 400 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13687-o Deputy Attorney General.

"English Transcontinental (Canada) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1946, incorporating: Stanley Stahger, of the City of Hampstead, Ralph C. Tees, J. Ogilvy Harris, John Haworth, all three of the City of Montreal, and George L. Hale, of the City of Verdun, all Trust Company officers, and Jean Insleay, secretary, spinster, on the City of Montreal all in the District of Montréal Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as exporter, importer and shipper of, and broker and commission agent of, and dealer in agricultural and vegetable products, animals and animal products, fibres and textiles, wood and its products, paper, iron and its products, non-ferrous metals, minerals, chemicals and allied products, and miscellaneous merchandise, including machinery, motors and equipment for industrial purposes, automobiles and aeroplanes and equipment, motors, springs, engines, machines, carburetors, accessories, parts

teurs, accessoires, pièces et machinerie, accessoires électriques, instruments, appareils, lubrifiants, ciments, gazoline, huile, solutions et dispositifss'y rapportant; accessoires commerciaux pour magasins et restaurants, comprenant des appliques; outils manuels et mécaniques; ferronnerie; réceptacles; ameublement de maison et de bureau, machines, ustensiles et appareils; savons, composés pour le lavage et préparations de nettoyage, polis et cire; montres, bijouterie, bijouterie de costumes, pierres précieuses et semi-précieuse horloges, valises, malles, et toutes autres choses faites en cuir, instruments de musique, radios, phonographes, disques de phonographe, musique en feuilles, peintures et vernis et pinceaux à peinture; insecticides et désinfectants; accessoires de plomberie et de chauffage, comprenant des fournaises, brûleurs à l'huile et accessoires; articles de sport, accessoires de gymnase et de récréation intérieure, jouets et jeux, comprenant des bicyclettes de toutes sortes; nouveauté et bibelots; articles en caoutchouc, appareils et dispositifs électriques, chirurgicaux et scientifiques, sous le nom de "English Transcontinental (Canada) Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de $99,000, divisé en 1,000 actions catégorie A d'une valeur au pair de $1 et en 98,000 actions catégorie B de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13688 L. DESILETS.

and machinery, electrical equipment, implements, apparatus, lubricants, cements, gasoline, oil, solutions and appliances pertaining thereto; commercial equipment for stores and restaurants, including fixtures; hand and power tools; hardwares; containers; household and office furniture machines, utensils and appliances; soaps, washing compounds and cleaning preparations, polishes and wax; watches, jewellery, costume jewellery, precious and semi-precious stones, clocks, luggage, trunks, and all other things made of leather, musical instruments, radios, phonographs, phonograph records, sheet music, paints and varnishes and paint brushes; insecticides and disinfectants; plumbing and heating equipment including furnaces, oil burners and fixtures; sporting goods, gymnasium and indoor recreational equipment, toys and games, including bicycles of all kinds; novelties and notions; rubber goods, electrical, surgical and scientific apparatus and appliances, under the name of "English Transcontinental (Canada) Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be $99,000.00, divided into 1,000 Class A shares of $1.00 Par value and 98,000 Class B shares of $1.00 each.

The head of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1946.

L. DESILETS,

13688-o Deputy Attorney General.

"Fort Construction Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de mars 1946, constituant en corporation: Tous saint Lefort, constructeur, Joseph-A. Allard, notaire, tous deux de la cité de Montréal, et Alphonse Senay, notaire, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, importer, exporter, manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction.

Faire affaires comme agents et courtiers d'immeubles.

Construire, améliorer, réparer tous genres de bâtisses et constructions, entreprendre des travaux pour la construction de barrages, chemins et autres entreprises publiques ou privées de toute description, sous le nom de "Fort Construction Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de $100,000.00, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00 chacune, et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sixième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13689-o P. FRENETTE.

"Fort Construction Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1946, incorporating: Tous saint Lefort, builder, Joseph A. Allard, notary, both of the city of Montreal, and Alphonse Senay, notary of the city of Longueuil, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, import, export, manufacture and deal in building materials.

To carry on business as real estate agents and brokers.

To build, improve, repair all kinds of buildings and structures, undertake works for the building of dams, roads and other public or private undertakings of every description, under the name of "Fort Construction Limited".

The amount of capital stock of the company will be $100,000 divided into 800 preferred shares of a par value of $100 each, and 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1946.

P. FRENETTE,

13689 Assistant Deputy Attorney General.

"Freeman Eggertson Crushes Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars

"Freeman Eggertson Crushes Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province Quebec bearing date the twenty-second day of March 1946 incorporating: John J.

1946, constituant en corporation: John J. Wasserman, Harry L. Arnonovitch, avocats, et Freda Pomerance, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, négocier, importer, exporter et généralement faire le commerce de brosses à dent, brosses, époussettes, vadrouilles, balais, balais mécaniques, articles pour cheveux, poudres et pâtes dentifrices, savons, cosmétiques, crèmes, poudres, articles de toilette articles d'hygiène personnelle, avec ensemble tous les sous-produits résultant de leur fabrication et autres substances semblables, sous le nom de "Freeman Eggertson Brushes Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera de $99,000, divisé en actions privilégiées et en actions ordinaires, chaque action d'une valeur au pair de $100. Il y aura 490 actions ordinaires d'une valeur de $100. Il y aura 500 actions privilégiées d'une valeur de $100.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13690 L. DÉSILETS.

Wasserman Harry L. Aronovitch advocates and Freda Pomerance stenographer spinster of the full age of majority all in the City and District of Montreal Province of Quebec for the following purposes:

To manufacture buy sell trade import export and generally deal in tooth brushes brushes, dusters mops brooms sweepers. hair goods dentifrices soaps cosmetics creams, powders, toilet articles, and articles of personal hygiene, together with all by-products resulting from the manufacture thereof and other like substances, under the name of "Freeman Eggertson Brushes Limited".

The capital stock of the Company shall consist of $99,000.00, divided into preferred shares and common shares, each share of the par value of $100.00. There shall be 490 common shares of the value of $100.00. There shall be 500 preferred shares of the value of $100.00.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13690-o Deputy Attorney General.

"Georgana Dress Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1946, constituant en corporation: Harold Lande, David Gilbert, avocats, et Emma Kwalwasser, secrétaire, tous des cité et district de Montreal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'un magasin de détail pour la vente de vêtements pour dames, manteaux pour dames, robes pour dames, et toutes sortes de vêtements féminins;

Exercer le commerce d'un magasin de détail pour la vente de chaussures pour hommes et dames, fourrures pour dames et manteaux de fourrure pour dames, sous le nom de "Georgana Dress Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13691 L. DÉSILETS.

"Georgana Dress Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1946, incorporating: Harold Lande, David Gilbert, advocates, and Emma Kwalwasser, secretary, all of the city and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a retail store for the sale of ladies' garments, ladies' coats, ladies' dresses, and all kinds of female apparel;

To carry on business as a retail store for the sale of men's and ladies' shoes, ladies' furs and ladies' fur coats, under the name of "Georgana Dress Inc.", with a total capital sotck of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Comapny will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13691-o Deputy Attorney General.

"Hi-Test Cement Blocks Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de mars 1946, constituant en corporation: René Foisy, médecin, Bruno Foisy, électricien, et J.-Henri Foisy, comptable, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre, exercer, maintenir et opérer le commerce en gros ou en détail de matériaux de construction de toutes sortes, blocs de ciment brique, tuile, patrons, moules, moteurs, engins, accessoires, machines, pièces et toutes sortes de machineries, outillages et de toutes matières ou entreprises susceptibles de se rattacher à l'une ou à l'autre des objets ci-dessus:

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou autrement acquérir et faire le commerce d'appareils

"Hi-Test Cement Blocks Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1946, incorporating: René Foisy, physician, Bruno Foisy, electrician, and J. Henri Foisy, accountant, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake, carry on, maintain and operate the wholesale and retail business of building materials of all sorts, cement blocks, brick, tile, patterns, moulds, motors, engines, accessories, machines, parts and all sorts of machinery, equipment and all materials or undertakings capable of being incidental to one or the other of the foregoing objects;

To manufacture, buy, sell, lease or otherwise acquire and deal in mechanical and electrical

et dispositifs mécaniques et électriques, pour économiser les combustibles, sous le nom de "Hi-Test Cement Blocks Company Limited", avec un capital total de $50,000.00, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de $25.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13692-o L. DÉSILETS.

fuel-saving apparatus and devices, under the name of "Hi-Test Cement Blocks Company Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13692 Deputy Attorney General.

"I. & M. Holdings Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1946, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer de conventions d'achat et de vente et aussi d'obligatios, débentures, titres actions et autres valeurs, lettres de change, effets de commerce, récépissés d'entrepôts de tout gouvernement ou municipalité ou corporation scolaire ou de toute compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, administrer et vendre, louer, transporter, échanger ou autrement disposer de tous genres d'immeubles, droits immobiliers et réels; développer, améliorer, construire, ériger, réparer, modifier et organiser ces immeubles que la compagnie peut posséder de temps en temps, sous le nom de "I. & M. Holdings Inc."

Le capital de la compagnie consistera en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13693 L. DÉSILETS.

"I. & M. Holdings Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1946, incorporating: Samuel Chait, advocate, Freda Pomerance, secretary, fille majeure, both of the City of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, hold, sell or otherwise dispose of purchase or sale agreements and also bonds, debentures, stocks, shares and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouse receipts, of any Government or municipality or school corporation, or of any banking, public utility, commercial or other company or corporation;

To purchase or otherwise acquire and to hold, administer, and sell, lease, convey, exchange, or otherwise dispose of all manner of real estate, immoveables and real rights; to develop, improve, construct, build, repair, alter and equip such real estate buildings as the Company may from time to time possess, under the name of "I. & M. Holdings Inc."

The capital of the company shall consist of 300 common shares of a par value of $100.00 each, and 100 preferred shares of a par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13693-o Deputy Attorney General.

"Labrie Automobile Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de mars 1946, constituant en corporation: Pierrette Gauvin, sténographe, fille majeure, de Cap Rouge, Thérèse Sirois, sténographe, fille majeure, de Lauzon, et Jacques de Billy, avocat, de Lévis, tous du district de Québec province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter un ou des garages, un ou des ateliers de réparations et un ou des postes de service, acheter, vendre, faire le commerce de gazoline, huile, liquide pour enlever le carbone, liquide pour polir, et un ou plusieurs de leurs substituts.

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, échanger, importer, exporter, louer, céder et transférer ou autrement aliéner, placer négocier, faire le commerce et le négoce d'automobiles, autocars, camions, bateaux-moteurs, d'avions, d'hydravions, d'hélicoptères, de "snow-

"Labrie Automobile Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1946, incorporating: Pierrette Gauvin, stenographer, spinster, of Cap Rouge, Thérèse Sirois, stenographer, spinster, of Lauzon, and Jacques de Billy, advocate, of Lévis, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate one or more garages, one or more repair shops and one or more service stations, to buy, sell, deal in gasoline, oil, carbon removing fluid, polishing fluids, and one or more of their substitutes.

To buy or otherwise acquire, hold, own, sell, exchange, import, export, lease, assign and transfer or otherwise alienate, invest in, trade in and deal with automobiles, motor cars, trucks, motor boats, planes, hydroplanes, helicopters, snowmobiles, tractors, autobuses, farm imple-

mobiles", de tracteurs, d'autobus, de machines agricoles, de compresseur, de machinerie et équipement pour faire et entretenir les chemins, de machineries pour l'enlèvement, le soufflage et le déblayage de la neige, de malaxeurs, et autres véhicules et leurs pièces et accessoires, sous le nom de "Labrie Automobile Limitée", avec un capital total de $39,000.00, divisé en 390 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13694-o P. FRENETTE.

ments, compressors, machinery and equipment for building and maintaining roads, machinery for the removal, blowing and clearing of snow, mixers, and other vehicles, their parts and accessories, under the name of "Labrie Automobile Limitée", with a total capital stock of $39,000, divided into 390 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Levis, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13694 Assistant Deputy Attorney General.

"La Cie de Bois Lafayette Limitée"
"Lafayette Lumber Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de mars 1946, constituant en corporation: Roger-H. Guertin, Marcel Pigeon, avocats, et Robert Tellier, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce: du bois, sous toutes ses espèces et dans tous ses usages en produits et sous-produits;

de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois;

de toutes les choses qui peuvent être l'objet d'un commerce, négoce ou industrie relativement au bois, sous le nom de "La Cie de Bois Lafayette Limitée — Lafayette Lumber Company Limited" avec un capital total de $10,000.00, divisé en 1000 actions de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13695-o P. FRENETTE.

"La Cie de Bois Lafayette Limitée"
"Lafayette Lumber Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1946, incorporating: Roger-H. Guertin, Marcel Pigeon, advocates, and Robert Tellier, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business and deal in

wood of every kind and for all uses, as products and by-products;

anything in the manufacture where of wood may enter;

anything capable of being the purpose of a business, trade or industry in connection with wood, under the name of "La Cie de Bois Lafayette Limitée — Lafayette Lumber Company Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 1000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13695 Assistant Deputy Attorney General.

"La Company des Immeubles Charlebois Limitée"
(Charlebois Real Estate Company Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de mars 1946, constituant en corporation: Roger Lacoste, de la cité d'Outremont, Jacques Viau, de Lachine, Marc Lacoste et Jacques Duquette, de la cité de Montréal, tous avocats, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles en général;

Exercer les opérations de manufacturier, importateur, détaillant, négociant, producteur et vendeur de verre et verrerie et autres produits semblables; faire généralement toutes les opérations se rattachant à l'installation du verre, de verrerie et autres produits semblables, sous le nom de "La Compagnie des Immeubles Charlebois Limitée" (Charlebois Real Estate Company Limited). avec un capital total de $100,000.00, divisé en 1,000 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13696-o P. FRENETTE.

"La Company des Immeubles Charlebois Limitée"
(Charlebois Real Estate Company Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1946, incorporating: Roger Lacoste, of the city of Outremont, Jacques Viau, of Lachine, Marc Lacoste and Jacques Duquette, of the city of Montreal, all advocates of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general real estate business;

To carry on the business of manufacturer, importer, retailer, merchant, producer and seller of glass or glassware and other similar products; to carry on generally any operations incidental to the installation of glass, glassware and other similar products, under the name of "La Compagnie des Immeubles Charlebois Limitée" (Charlebois Real Estate Company Limited), with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Verdun, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13696 Assistant Deputy Attorney General.

"Laprairie Gold Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1946, constituant en corporation : Joseph-Sinai-Roland Aubuchon, employé civil, de la ville de Noranda, Jean-Joseph-Lucien Bellehumeur, hôtelier, et Michael Paul Cuddihy, conseil en loi du Roi, tous deux de la ville de Rouyn, tous du district de Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants :

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minérais ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits miniers, droits de préemption ou d'aucun intérêt en iceux, dispositifs mécaniques, droits brevetés d'invention ou le droit d'utiliser ces appareils ou droits brevetés aux fins des précédents, sous le nom de " Laprairie Gold Mines Limited " (Libre de responsabilité personnelle).

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de $40,000 ;

Lesdits titres seront divisés en 40,000 actions d'une valeur au pair de $1 chaque action et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $4,000.

Les actionnaires de la compagnie projetée n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour chaque action.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13697 L. DÉSILETS.

"Laprairie Gold Mines Limited"
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1946, incorporating : Joseph-Sinai-Roland Aubuchon, civil servant, in the Town of Noranda, Jean-Joseph-Lucien Bellehumeur, hotel keeper, and Michael Paul Cuddihy, King's Counsel, both of the Town of Rouyn, all in the District of Rouyn-Noranda, Province of Quebec, for the following purpose :

To prospect and explore for mines and minerals ;

(b) To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right of make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes, under the name of " Laprairie Gold Mines Limited (No personal liability). "

The amount of the capital stock of the Comapny is to be $40,000.00;

The said stock is to be divided into 40,000 shares of a par-value of $1.00 each share, and the amount of the capital stock with which the Company will commence its operations will be $4,000.00.

The shareholders of the proposed Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for each share.

The head office of the Company will be at Rouyn, District of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13697-o Deputy Attorney General.

"La Sarre Air Services Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jours de mars 1946, constituant en corporation : Jean Hamel, pilote, de Noranda, district de Rouyn-Noranda, François-Xavier Martel, Willie Létourneau, industriels, Jean-Marie Martel, ingénieur professionnel, et Paul-Henri Martel, comptable, tous quatre de LaSarre, district d'Abitibi, tous de la Province de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail d'avion de tous genres, de pièces et accessoires d'avions, neufs et usagés, tenir garages et entrepôts, importer, exporter, acheter, vendre, troquer et, en général, faire le commerce d'avions, pièces et accessoires d'avions, d'automobiles, pièces et accessoires d'automobiles, camions, tracteurs, bandages pneumatiques, articles en caoutchouc, articles en cuir, carrosseries d'avions et d'automobiles, de camions, débossage, gazoline, pétrole, huiles lubrifiantes, et aussi tous articles, effets, marchandises, outils, outillage et machinerie connexes à l'industrie de l'avion et de l'automobile ;

Porter, transporter et transférer des passagers, fret, bagages, valises et marchandises, après permis de qui de droit, et percevoir une rémunération ;

Porter, transporter et transférer les passagers, fret, bagages, valises et marchandises susdits

"La Sarre Air Services Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1946, incorporating : Jean Hamel, pilot, of Noranda, district of Rouyn-Noranda, François-Xavier Martel, Willie Létourneau, manufacturiers, Jean-Marie Martel, professional engineer, and Paul-Henri Martel, accontant, all four of LaSarre, district of Abitibi, all of the Province of Quebec, for the following purposes :

To deal wholesale and retail in all kinds of aeroplanes, aeroplane parts and accessories, whether new or used, to operate garages and warehouses, import, export, buy, sell, barter and, in general, deal in aeroplanes, parts and accessories for planes, automobiles, automobile parts and accessories, trucks, tractors, pneumatic tires, rubber goods, leather goods, bodies for planes and automobiles, trucks, to remove dents, deal in gasoline, petroleum, lubricating oils, and also any goods, wares and merchandise, tools, equipment and machinery connected with the aeroplane and automobile business ;

To carry, transport and convey passengers, freight, baggage, trunks and merchandise, after securing permits, from the proper authority, and to charge for said services ;

To carry, transport and convey passengers, freight, baggage, trunks and merchandise afo-

avec et au moyen d'avions de tous genres, véhicules, moteurs, et autre énergie motrice, sous le nom de " LaSarre Air Services Ltd. ", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSarre, district d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13698-o L. DÉSILETS.

seraid with and by planes of all kinds, vehicles, motors, cars and other motive power, under the name of " La Sarre Air Services Ltd. ", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at LaSarre, district of Abitibi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth dayof March, 1946.

L. DÉSILETS,

13698 Deputy Attroney General.

"L'Association Athlétique de la Jeunesse de Thurso"
"The Thurso Youth Athletic Association"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'avril 1946, constituant en corporation : Herbert William Jackson, gérant, Ernest William Mockridge, teneur de livres, tous deux de la cité de St-Lambert, William Patrick Creagh, stagiaire, de la ville de Mont-Royal, John Lawrence McCrory, sténographe et Clifford George Meek teneur de livres, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Exercer, diriger et entreprendre, par tout moyen ou manière quelconque, le commerce et les activités d'une association athlétique, sportive, récréative et sociale en général :

Promouvoir et encourager le bien-être de la jeunesse et la bonne camaraderie et la récréation chez les membres de l'association, sous le nom de " L'Association Athlétique de la Jeunesse de Thurso — The Thurso Youth Athletic Association ", avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions de $100 chacune.

Il est stipulé qu'aucun des pouvoirs accordés à l'association ne permettra ou n'autorisera les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le siège social de la compagnie sera à Thurso, district de Hull, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général.

13699 L. DÉSILETS.

"L'Association Athlétique de la Jeunesse de Thurso"
"The Thurso Youth Athletic Association"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1946, incorporating : Herbert William Jackson, manager, Ernest William Mockridge, bookkeeper, both of the City of St-Lambert, William Patrick Creagh, law clerk, in the Town of Mount Royal, John Lawrence McCrory, stenographer, and Clifford George Meek, bookkeeper, the two latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of a general athletic, sporting, recreation and social Association :

To promote and encourage the welfare of youth and good fellowship and recreation among members of the Association, under the name of " L'Association Athlétique de la Jeunesse de Thurso — The Thurso Youth Athletic Association ", with a total capital stock of $5,000.00, divided into 50 shares of $100.00 each.

Provided that none of the powers to be granted to the Association shall authorize or permit games of money, games of chance and games of mixed chance and skill.

The head office of the Company will be at Thurso, District of Hull, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1946.

L. DÉSILETS,

13699-o Deputy Attorney General.

"L'Association Sociale & Sportive du Nord Inc"
"Northern Social & Sportive Association Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de mars 1946, constituant en corporation sans capital-actions : Constant Beauchamp, commis, Jos. Ste-Claire, boucher, Conrad Beauregard, gérant tous de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants :

Former une association pour fournir à ses membres, l'opportunité et l'occasion de se réunir de se récréer, de se distraire et de promouvoir entre eux les relations sociales et sportives, sous le nom de " L'Association Sociale & Sportive du Nord Inc. " — Northern Social & Sportive Association Inc. "

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars ($25,000.00).

Aucun des paragraphes des présentes ne doit cependant être interprété comme permettant les

"L'Association Sociale & Sportive du Nord Inc"
"Northern Social & Sportive Association Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1946, to incorporate as a corporation without share capital : Constant Beauchamp, clerk, Jos. Ste-Claire, butcher, Conrad Beauregard, manager, all of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, Province of Quebec, for the following purposes :

To form an association in order to afford its members the opportunity and occasion of meeting, recreation and amusement and to promote amongst them social and sportive intercourse, under the name of L'Association Sociale & Sportive du Nord Inc. " — Northern Social & Sportive Association Inc. ".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars ($25,000).

However, none of the paragraphs herein may be interpreted as permitting gambling, games of

jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté, s'ils sont joués dans les conditions telles qu' ils viennent en contravention avec les dispositions du Code Criminel du Canada, non plus que la vente des liqueurs alcooliques ;

La présente corporation n'est pas autorisée à détenir un permis de club octroyé par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le siège social de la corporation sera à Rouyn, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13700-o P. FRENETTE.

chance and mixed games of chance and skill, if same be played in such manner that they are an infringement upon the provisions of the Criminal Code of Canada, nor permitting the sale of alcoholic beverages ;

The present corporation is not authorized to hold a club license granted by the the Quebec Liquor Commission.

The head office of the corporation will be at Rouyn, district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13700 Assistant Deputy Attorney General.

"La Voix Populaire, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de mars 1946, constituant en corporation : Jean-J. Mercier, journaliste, Robert-A. Simpson, agent, et Lucienne Germain, sténographe, célibataire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Éditer, acheter, imprimer, publier, diriger, mettre en circulation et vendre tout journal ou tous journaux, livres, brochures, revues ou autres publications, et, généralement, exercer les opérations de propriétaires de journaux et de publicistes généraux ;

Agir comme agents de publicité et en exercer les opérations ; exploiter le commerce de publicité, sous le nom de " La Voix Populaire, Limitée ", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 400 actions de $50.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13701-o P. FRENETTE.

"La Voix Populaire, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1946, incorporating : Jean-J. Mercier, journalist, Robert-A. Simpson, agent and Lucienne Germain, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To edit, purchase, print, publish, direct, circulate and sell any newspaper or newspapers, books pamphlets reviews or other publications, and carry on generally the business of newspaper owners and of general publishers ;

To act as publicity agents and carry on the operations thereof ; to carry on the publishing business, under the name of " La Voix Populaire Limitée ", with a total capital stock of $20,000, divided into 400 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13701 Assistant Deputy Attorney General.

"Le Comité du Bien-être Social de Saint-Rémi de Napierville"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de mars 1946, constituant en corporation sans capital-actions : Jean Brossard, notaire, Joseph-N. Lazure, Maurice Blain et Jean Lazure, marchands, François Myre, boucher, Yvan Ménard, agronome, Léopold Dubuc, docteur en médecine, Adrien Desrochers, gérant de banque, et Léopold Trudel, garagiste, tous de Saint-Rémi, comté de Napierville, province de Québec, dans les buts suivants:

S'occuper du développement de la jeunesse en général, et en particulier du progrès physique, intellectuelle et moral de la jeunesse, sous le nom de " Le Comité du Bien-Etre Social de Saint-Remi de Napierville ".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Rémi, comté de Napierville, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de mars 1946.

L'Assistant procureur général suppléant,
13702-o P. FRENETTE.

"Le Comité du Bien-être Social de Saint-Rémi de Napierville"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1946, to incorporate as a corporation without share capital : Jean Brossard, notary, Joseph-N. Lazure, Maurice Blain and Jean Lazure, merchants, François Myre, butcher, Yvan Ménard, agronomist, Léopold Dubuc, doctor of medecine, Adrien Desrochers, bank manager, and Léopold Trudel, garage-keeper, all of Saint-Rémi, county of Napierville, Province of Quebec, for the following purposes :

To promote the development of youth in general, and, in particular, the physical, intellectual and moral progress of youth, under the name of " Le Comité du Bien-être Social de Saint-Rémi de Napierville ".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Rémi, county of Napierville, in the district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13702 Assistant Deputy Attorney General.

"Lepine Drive Yourself Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de mars 1946, constituant en corporation : Camille Lépine, garagiste, Richard Lépine, constable spécial, et Roland Légaré, professeur, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Exercer, opérer, administrer, contrôler faire exécuter le commerce de location d'automobiles, camions, voitures et tous autres véhicules de transport en tenant compte de toutes les prescriptions réglementaires provinciales, fédérales ou municipales ;

Acheter, vendre, transiger les moyens de transport mentionnés au paragraphe précédent, posséder un ou plusieurs établissements pour les fins ci-dessus ; opérer un ou des garages dans lesquels se font ou se feront toutes reparations, améliorations ou toutes autres fonctions analogues à ces dernières concernant les véhicules ou objets plus haut mentionnés ; manufacturer, fabriquer, vendre, acheter, à commission ou autrement, les outils ou accessoires nécessaires pour les susdits garages et aux fins des dites opérations, exporter ou importer les dits objets y compris les véhicules mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, sous le nom de "Lépine Drive Yourself Limited", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de mars 1946.

L'Assistant procureur général suppléant,

13703-o P. FRENETTE.

"Lepine Drive Yourself Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1946, incorporating : Camille Lépine, garage-keeper, Richard Lépine, special constable and Roland Légaré, professor, all three of the city and district of Montreal Province of Quebec, for the following purposes :

To engage in, operate, manage, control, carry on, perform the business of renting automobiles, trucks, carriages and any other transportation vehicles, while complying with the provisions of all provincial, federal or municipal regulations ;

To purchase, sell, deal with the means of transportation mentioned in the foregoing paragraph, own any or many establishments for the above purposes ; to operate one or more garages, wherein are made or shall be made any repairs, improvement or any other functions similar thereto concerning the vehicules or objects hereinabove mentioned ; to manufacture, make, sell, buy, on commission or otherwise, the tools or accessories required for the aforesaid garages and for the purpose of the said operations to export or import the said objects, including the vehicles mentioned in above paragraph 1, under the name of "Lépine Drive Yourself Limited" with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1946.

P. FRENETTE.

13703 Assistant Deputy Attorney General.

"Les Ateliers Mécaniques Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mars 1946, constituant en corporation : Jean Allard, industriel, de Métabetchouan, district de Roberval, Joseph-Odilon-Alphonse Dupont, comptable, des cité et district de Québec, et Thomas-Louis Gagnon, comptable, de Bagotville, district de Chicoutimi, tous de la province de Québec, dans les buts suivants :

Posséder et exploiter des fourneaux pour fondre le fer, l'acier, le cuivre, l'aluminium et autres métaux de semblable nature et les alliages de tels métaux ;

Posséder et exploiter des usines et ateliers pour machiner, manufacturer, réparer, remodeler et faire tout article ou objet composé en tout ou en partie en fer, acier, cuivre, aluminium et en autres métaux de semblable nature, ou en bois ou autre matériel ou en alliage de fer, acier, cuivre, aluminium et des autres métaux de semblable nature, sous le nom de "Les Ateliers Mécaniques Inc.", avec un capital total de $100,000.00, divisé en 1,000 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Métabetchouan, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13704-o L. DÉSILETS.

"Les Ateliers Mécaniques Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1946, incorporating : Jean Allard, manufacturing, of Metabetchouan, district of Roberval, Joseph-Odilon-Alphonse Dupont, accountant, of the city and district of Quebec, and Thomas-Louis Gagnon, accountant, of Bagotville, district of Chicoutimi, all of the Province of Quebec, for the following purposes :

To own and operate furnaces for smelting of iron, steel, copper, aluminum and other metals of similar kind and the alloys of such metals ;

To own and operate plants and machine-shops for the processing, manufacturing, repairing, remodelling and making of any object or article composed, in whole or in part, of iron, steel, copper, aluminum and other metals of a similar kind, or of wood or other material, or of alloys of iron, steel, copper, aluminum and other metals of similar kind, under the name of "Les Ateliers Mécaniques Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Metabetchouan, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13704 Deputy Attorney General.

"Les Camps de l'Anse St-Jean, Limitée"
(Anse St. Jean Camps Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de mars 1946, constituant en corporation : Antonio Robert, docteur en médecine, J.-Avila Coderre, ingénieur, J.-Roland Coderre, radio-technicien, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants :

Bâtir ou autrement acquérir, administrer, exploiter des bâtisses, magasins, entrepôts, hôtelleries, de même que construire et entretenir des routes carrossables ou autres constructions avantageuses à la réalisation des entreprises de la compagnie ·

Faire des entreprises de chantiers, de coupe de bois, de flottage de billots, de construction d'écluses, de moulins, prendre les moyens jugés convenables et suivant la loi, pour atteindre les fins d'une entreprise forestière, sous le nom de " Les Camps de l'Anse St-Jean, Limitée " —(Anse St. Jean Camps Limited), avec un capital total de $30,000.00, divisé en 300 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 131, rue Crémazie, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trentième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13705-o P. FRENETTE.

"Les Camps de l'Anse St-Jean, Limitée"
(Anse St. Jean Camps Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1946, incorporating : Antonio Robert, doctor of medecine, J. Avila Coderre, engineer, J. Roland Coderre, radio technician, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes :

To build or otherwise acquire, manage and operate buildings, stores, warehouses, hostelries, likewise to build and maintain carriage roads or other constructions advantageous to the realization of the undertakings of the company ·

To operate lumber camps engage in the cutting of timber, driving of logs, building of dams, mills, and take every means deemed suitable and according to law, to attain the purposes of a forestry undertaking, under the name of " Les Camps de l'Anse St-Jean, Limitée " — (Anse St. Jean Camps Limited), with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 131 Crémazie Street, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day. of March, 1946.

P. FRENETTE,
13705 Assistant Deputy Attorney General.

"Les Développements du Nord-Est, Ltée"
"Northeastern Development, Ltd." ·

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'avril 1946, constituant en corporation: Keith G. Francis, ingénieur civil, Roger-Olier Lafond, ingénieur civil, George Griffin, commis, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de constructeurs de lignes de transmission d'énergie électrique, constructeurs de lignes de tramway, constructeurs de voies ferrées et en général entreprendre tous travaux d'électricité publics ou privés;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour toutes sortes de constructions, la construction de chemins en gravier, le pagave de chemins et passer des contrats pour construire, exécuter, posséder et faire toutes sortes de travaux de pavage, et, aux fins des précédents, exercer le commerce d'une compagnie de construction et de pavage de chemin en général et d'entrepreneurs pour la construction et le pavage de chemins publics et privés, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de produits qui peuvent entrer dans la construction de chemins;

Exercer, sous toutes leurs formes, les différents commerces de marchands de bois de charpente, brique et fer et aussi des marchands d'autres matériaux de construction, sous le nom de "Les Développements du Nord-Est, Ltée — Northeastern Development, Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 79 rue St-Louis, chambre "F", Québec, district de Québec.

"Les Développements du Nord-Est, Ltée"
"Northeastern Development, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1946, incorporating: Keith G. Francis, civil engineer, Roger-Olier Lafond, civil engineer, George Griffin, clerk, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of electrical power transmission lines builders, tramway lines builders, railroad lines builders and generally undertake all public or private electrical works;

To carry on the business of general contractors for all kinds of constructions, the building of gravelled roads, the paving of roads, and enter into contract to construct, perform, own and carry on all kinds of paving works, and, for the foregoing purposes, to carry ou the business of a general road construction and paving company and of contractors for the building and paving of public and private roads, and to manufacture, purchase, sell, import, export and deal in all kinds of products which may enter into the construction of roads;

To carry on, under all the forms thereof, the various businesses of lumber, brick and iron merchants and also of dealers in other building requisites, under the name of "Les Développements du Nord-Est, Ltée — Northeastern Development, Ltd.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at 79 St-Louis Street, room "F", Quebec, in the District of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général,

13706 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1946.

L. DÉSILETS,

13706-o Deputy Attorney General.

"Les Entreprises Modernes, Limitée"
(Moden Enterprises Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de mars 1946, constituant en corporation: Roger-O. Lafond, capitaine, R.C.E., des cité et district de Montréal, Joseph-R. Michaud, commis majeur, et J.-Antonio Robert, médecin, ces deux derniers des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux pour des constructions de tout genre et construction de chemins gravelés et en pavage et être partie à des contrats pour construire, exécuter, posséder et faire toutes sortes de travaux de pavage et exercer pour les fins susdites l'industrie d'une compagnie de construction de chemins et pavage en général, et d'entrepreneurs pour la construction de chemins et pavage publics et privés, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de produits qui entrent dans la construction;

Creuser des canaux, ruisseaux, rivières et faire tous travaux d'excavation généralement quelconques;

Exercer sous toutes ses formes, diverses industries comme marchands de bois, brique et fer ainsi que d'autres matériaux nécessités pour la construction, sous le nom de "Les Entreprises Modernes, Limitée — (Modern Enterprises Limited)", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 131, rue Crémazie, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13707-o P. FRENETTE.

"Les Entreprises Modernes, Limitée"
(Modern Enterprises Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1946, incorporating: Roger O. Lafond, captain, R.C.E., of the city and district of Montreal, Joseph R. Michaud, senior clerk, and J. Antonio Robert, physician, these two latter of the city and district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations of general contractors for constructions of all kinds and the building of gravelled and paved roads, and be a party to contracts, to build, perform, own and undertake all kinds of paving works, and, for the aforesaid purposes to carry on the industry of a general road building and paving company and that of contractors for the building of public and private roads and pavements, and to manufacture, buy, sell, import, export and deal in all kinds of products which enter into construction work;

To dig canals, dredge streams and rivers and undertake, in general, all kinds of works of excavation;

To carry on in all branches of same, the various industries such as lumber, brick and iron merchants and dealers in all other kinds of building requisites, under the name of "Les Entreprises Modernes, Limitée — (Modern Enterprises Limited)", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 131 Crémazie Street, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1946.

P. FRENETTE,

13707 Assistant Deputy Attorney General.

"Les Produits d'Aluminium de Chicoutimi Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de mars 1946, constituant en corporation: Albert Trottier, mécanicien, Jean-Berchmans Boivert, comptable, David Pednault, professeur, et Rodrigue Lépine, vendeur, tous de Chicoutimi, district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, exporter, importer, acheter, vendre, trafiquer et faire le commerce d'articles en aluminium, en argenterie, fer, autres métaux, bois et plastique;

Manufacturer, exporter, importer, trafiquer, faire le commerce de navires, chaloupes, yachts, embarcations en métal ou en bois;

Manufacturer des meubles en bois, en métal ou plastique, sous le nom de "Les Produits d'Aluminium de Chicoutimi Limitée", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13708-o L. DÉSILETS.

"Les Produits d'Aluminium de Chicoutimi Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1946, incorporating: Albert Trottier, mechanic, Jean-Berchmans Boisvert, accountant, David Pednault, professor, and Rodrigue Lépine, salesman, all of Chicoutimi, district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, export, import, purchase, sell, trade and deal in articles of aluminum, silver, iron, other metals, wood and plastic;

To manufacture, export, import, trade, deal in ships, boats, yachts, craft, whether of metal or wood;

To manufacture wood, metal or plastic furniture, under the same of "Les Produits d'Aluminium de Chicoutimi Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1946.

L. DÉSILETS.

13708 Deputy Attorney General.

"Les Variétés du Nord Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de mars 1946, constituant en corporation: Léo Richer, restaurateur, Gabrielle Boutin, sténographe, fille majeure, et Ovila Tétrault, notaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce, en gros et en détail, d'épicier, confiseur, boulanger, pâtissier, charcutier et restaurateur;

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches et exercer l'industrie de courtiers d'immeubles, sous le nom de "Les Variétés du Nord Inc.", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant.

13709-o P. FRENETTE.

"Les Variétés du Nord Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1946, incorporating: Léo Richer, restaurant-Keeper, Gabrielle Boutin, stenographer, spinster, and Ovila Tétrault, notary, all of the city and district of Montréal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business, wholesale and retail, as grocer, confectioner, baker, pastry-cook, pork-butcher and restaurant-keeper;

To carry on a real estate business in all the branches thereof, and engage in the business of real estate brokers, under the name of "Les Variétés du Nord Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1946.

P. FRENETTE,

13709 Assistant Duputy Attorney General.

"L'Oeuvre Sacerdotale des Vocations de Beauce"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzieme jour de mars 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Morissette, médecin-chirurgien, Josaphat Poulin, gerant, et Paul-E. Baillargeon, avocat, tous de Saint-Georges, district de Beauce, province de Quebec, dans les buts suivants:

Activer pour la propagande écrite et parlée, le recrutement des vocations religieuses;

Etablir des maisons de retraite et des centres religieux;

Etablir et administrer des institutions d'enseighement et d'education, conformément aux lois de la province, sous le nom de "L'Oeuvre Sacerdotale des Vocations de Beauce."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la Corporation peut posséder, est de $150,000.00.

Le siège social de la corporation sera à St-Georges, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13710-o L. DÉSILETS.

"L'Oeuvre Sacerdotale des Vocations de Beauce"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Morissette, physician surgeon, Josaphat Poulin, manager, and Paul E. Baillargeon, advocate, all of Saint-Georges, district of Beauce, Province of Quebec, for the following purposes:

To stimulate by written and oral propaganda, the recruiting for religious vacations;

To establish houses for retreats and religious centres;

To establish and manage institutions of teaching and education, in conformity with the laws of the Province, under the name of "L'Oeuvre Sacerdotale des Vocations de Beauce."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is $150,000.

The head office of the corporation will be at St-Georges, district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13710 Deputy Attorney General.

"Mademoiselle Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Quebec des lettres patentes, en date du premier jour d'avril 1946, constituant en corporation: Georges-Étienne Moissan, comptable, Zoé Pinsonnault-Moissan, épouse séparée de biens dudit Georges-Étienne Moissan et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux des cité et district de Québec, et Louis-Hector Moissan, vérificateur, des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des vêtements, sous-vêtements d'aucune sorte quelconque, pour dames, hommes et enfants, de lingerie, costumes robes manteaux de sport, et toutes marchandises sèches de toutes catégories;

"Mademoiselle Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1946, incorporating: Georges-Étienne Moissan, accountant, Zoé Pinsonnault-Moissan, wife separate as to property of said Georges-Étienne Moissan, and duly authorized by him for the purposes hereof, both of the city and district of Quebec, and Louis-Hector Moissan, auditor, of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on import, export, wholesale and retail, the business of clothing, underclothing of any kind whatsoever, for ladies, men and children, lingerie, suits, dresses, sport coats and all classes of dry goods;

Exercer toutes ou aucune des opérations de manufacturiers d'habits, vêtements et sous-vêtements de toutes sortes, de tailleurs, drapiers, bonnetiers, corsetiers, modistes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, de drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et fournisseurs en général et marchands de marchandises en caoutchouc et imperméables, parapluies, cannes, ornements et articles de toilette, parfumerie, savon;

Acheter et prendre en exploitation le commerce autrefois connu sous le nom de Mademoiselle Enregistrée;

Le nom corporatif de la présente compagnie est: "Mademoiselle Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général,

13711-o L. DESILETS.

To carry on all or any of the operations of manufacturers of garments, clothes and underclothes of every kind, tailors, drapers, hosiers, corset-makers, milliners, costumers, hatters, furriers, glove dealers, dealers in silk, cotton, cloth and lace, haberdashers, manufacturers of suitcases and general suppliers, and dealers in rubber goods and waterproofs, umbrellas, canes, ornaments, toilet articles, perfume, soap;

To purchase and take as a going concern the business heretofore known under the name of Mademoiselle Enregistrée";

The corporate name of the present company is "Mademoiselle Inc."

The amount of the capital stock of the company will be $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the corporation will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1946.

L. DÉSILETS,

13711 Deputy Attorney General.

"Marché Dallaire Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de février 1946, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz et Jacques Chaloult, avocats, et Madeleine Bilodeau, sténographe, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ou aucune de leurs spécialités tous ou aucun ou plusieurs des commerces suivants: le commerce d'épiciers, marchands de fruits et de légumes, marchands généraux, bouchers, dans toutes ses spécialités, marchands de provisions et importer, exporter, produire, acheter et vendre et faire le commerce de toutes sortes de fruits et légumes en boîtes, conserve, marmés et seches, grains, provisions, viandes, poissons, volaille et venaison et extraits, beurre, lait, œufs et tous autres produits laitiers, agricoles et maraîchers, de toutes sortes, confitures, marmelades, essences, sauces, sauces piquantes, breuvages non-alcooliques, gazeux ou distilés, gelées, cidre, fruits secnes ou déshydratés, conserves, sirops et condiments et toutes boîtes, bouteilles et tous autres recipients et accessoires sous le nom de "Marché Dallaire Limitée", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13712-o L. DÉSILETS.

"Marché Dallaire Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1946, incorporating: Sydney Lazarovitz, and Jacques Chaloult, advocates, and Madeleine Bilodeau, stenographer, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec for the following purposes:

To carry on, in all or any of their specialties, all or any or several of the following businesses: the business of grocers, fruit and vegetable merchants, general merchants, butchers, in all the specialties thereof, dealers in provisions, and to import, export, produce, purchase and sell and deal in all kinds of fruit and vegetables, canned, preserved, pickled and dried, grain, provisions, meat, fish, poultry and venison and extracts, butter, milk, eggs and other dairy, farm and market products of every kind, jam, marmalade, essences, sauces, spicy sauces, non alcoholic, aerated or distillated beverages, jellies cider, dried or dehydrated fruit, preserves, syrup and condiments and all boxes, bottles or any other containers and accessories, under the name of "Marché Dallaire Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13712 Deputy Attorney General.

"Morrie Heft Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1946, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, Bernard Benno Cohen, avocats, et Ray Goldstein, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, réparer, convertir, louer, arrenter ou

"Morrie Heft Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth fay of March, 1946, incorporating: Moses Samuel Yelin, Bernard Benno Cohen, advocates, and Ray Goldstein, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, repair, convert, let, hire or otherwise deal in or

autrement négocier ou faire le commerce de vêtements, accessoires, jouets, jeux, fournitures, articles de maison, outillage et accessoires, sous le nom de "Morrie Heft Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt. Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions. Aucun transfert des actions de la compagnie ne peut être fait par quelque moyen que ce soit, à moins que le bureau de direction y ait consenti au préalable.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13713 P. FRENETTE.

with wearing apparel, accessories, toys, games, furnishings, household articles equipment and supplies, under the name of "Morrie Heft Inc.", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 250 common shares if the par value of $100.00 each, and 150 preferred shares of the par value of $100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty. No appeal shall be made to the public to subscribe for shares. No transfer of the shares of the company may be made in any manner whatsoever unless the Board of Directors shall previously have consented thereto.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1946.

P. FRENETTE,

13713 Assistant Deputy Attorney General.

"Mt. Royal People's Market Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1946, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, avocats, Max Paiber, comptable et Bernard Diamond, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de fruits, épiceries, légumes, viandes, volailles et poissons de toute nature et description, soit crus, en conserve, congelés ou cuits et de toutes autres choses qui se rapportent généralement à un commerce de cette nature, sous le nom de "Mt. Royal People's Market Inc.", avec un capital total de $49,000, divisé en 490 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Date du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13714 P. FRENETTE.

"Mt. Royal People's Market Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1946, incorporating: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, advocates, Max Paiber, accountant, and Bernard Diamond, advocate, all of the city and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying, selling, importing, exporting and other, wise deal in fruits, groceries, vegetables, meats-poultry and fish of all nature and descriptions, whether raw, canned, frozen, or cooked and all other such things as are generallly connected with a business of such nature, under the name of "Mt. Royal People's Market Inc.", with a total capital stock, of $49,000.00, divided into 490 shares of $100.00 each.

The head officed of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1945.

P. FRENETTE,

13714-o Assistant Deputy Attorney General.

"M. & M. Auto Parts Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de mars 1946, constituant en corporation: Alfred Roy, agent d'assurance, Jean-Paul Roy, gérant, Gaston Roberge, notaire, tous d'Amos, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme mandants, agents, marchands à commission, importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et détaillants des objets, effets et marchandises suivants, à savoir:

De toutes sortes d'automobiles, tracteurs, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, moteurs, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant, directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux;

De charbon, huile à chauffage, en un mot tous combustibles, de tout système de chauffage et accessoires;

"M. & M. Auto Parts Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1946, incorporating: Alfred Roy, insurance agent, Jean-Paul Roy, manager, Gaston Roberge, notary, all of Amos, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as principals, agents, commission merchants, importers, exporters, manufacturers and wholesale and retail dealers in the following goods, wares and merchandise, namely:

All kinds of motor cars, tractors, aeroplanes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggons, motorcycles, motors, as well as all parts, spare parts and pieces incidental thereto, directly or indirectly, and in all things capable of being used in connection with the said objects or for the respective making, maintenance and working thereof·

Coal, fuel oil, in a word all fuel, and heating systems and accessories;

De toutes sortes d'appareils et matériaux et accessoires électriques, magnétiques, galvaniques, ferroviaires, et force motrice requis ou susceptibles d'être employés relativement à la génération, distribution, fourniture d'accumulation et usage de l'électricité;

De tous appareils et accessoires de plomberie, et appareils et accessoires sanitaires, installations et dispositifs de chauffage et ventilation, tuyaux, accessoires, appareils et outillages, pour des installations de chauffage, éclairage, gaz ou aqueduc, sous le nom de "M. & M. Auto Parts Inc.", avec un capital total de $99,900.00, divisé en 999 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13715-o L. DÉSILETS.

All sorts of electric, magnetic, galvanic, railway and motive power apparatus and materials required or capable of being used with respect to the generation, distribution, supply or storage and use of electricity;

All plumbing apparatus and accessories, and sanitary supplies and apparatus, installations and devices for heating and ventilation, pipes and accessories, apparatus and equipment for heating, light, gas or waterworks systems, under the name of "M. & M. Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $99,900, divided into 999 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Amos, district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13715 Deputy Attorney General.

"Nadelle Handbags Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1946, constituant en corporation: Théodore Nadel, manufacturier, Louis Abraham DeZwirek, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Samuel Léon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de cuir et manufacturiers de cuir et manufacturiers de toutes sortes de marchandises composées de cuir ou de cuir et autres matières ou de cuir artificiel et de toutes sortes d'articles de fantaisie et nouveautés composés de quelque matière que ce soit, ainsi que de toutes matières, substances et accessoires utilisés dans la fabrication de marchandises en cuir et en cuirette, sous le nom de "Nadelle Handbags Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13716 L. DÉSILETS.

"Nadelle Handbags Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1946, incorporating: Theodore Nadel, manufacturer, Louis Abraham DeZwirek, advocate, both of the City of Montreal, and Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of leather merchants and leather manufacturers and of manufacturers of all kinds of goods composed of leather, or of leather and materials, or of imitation leather and of all kinds of fancy goods and novelties of whatever material composed as also of all materials, substances and accessories used in manufacture of leather and of leatherette goods, under the name of "Nadelle Handbags Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 100 common shares of a par value of $100.00 each, and 100 preferred shares of a par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13716-o Deputy Attorney General.

"Omicron Jewellery Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1946, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, David Gilbert, avocat, et Fanny Roman, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bracelets, courroies de montres, chaînes de montres, rubans de montres, boîtiers de montres, montres et accessoires, porte-monnaie en cuir, chemises, porte-monnaie, serviettes, ceintures, sacs, malles, valises et toutes sortes d'articles et accessoires en cuir;

Exercer le commerce d'argenteirs, fabricants de montres, horlogers, ainsi que de marchands

"Omicron Jewellery Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifteenth day of March, 1946, incorporating: Lucien Roux, Advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, David Gilbert, advocate, and Fanny Roman, secretary, spinster of the full age of majority, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in bracelets, watch-straps, watch-chains, watch-ribbons, watch-cases, watches and findings, leather wallets, portfolios, pocket-books, brief cases, belts, bags, trunks, valises and all kinds of leather goods and accessories;

To carry on the usiness of silversmiths, watchmakers, clock-makers, as well as dealers in all

de tous matériaux, pièces, outils, accessoires de machinerie et outillage se rapportant auxdites occupations;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce bijouterie, ornements, broches, nouveautés, bric-à-brac, coutellerie, verrerie, porcelaine et articles de fantaisie de toutes sortes, sous le nom de "Omicron Jewellery Inc.".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de $40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de $100 chacune, dont 200 sont des actions ordinaires et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de $20,000 divisé en 200 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13717 L. DÉSILETS.

materials, parts, tools, machinery supplies and equipment of and incidental to the said occupations;

To manufacture, buy, sell, and deal in jewellery, ornaments, brooches, novelties, bric-a-brac, cutlery, glassware, chinaware and fancy articles of all kinds, under the name of "Omicron Jewellery Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be $40,000.00, divided into 400 shares of par value of $100.00 each, of which 200 are common shares and the part of the capital stock to be issued as preferred shares is $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each par value.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13717-o Deputy Attorney General.

"Paramount Club Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1946, constituant en corporation: sans capital-actions: Goerges Bissonnette, agent, Harry Diamond, gérant, tous deux de la cité de Montréal, et Rolland David, musicien de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Former une association ou club pour la récréation et le divertissement du corps et de l'esprit; prendre comme une firme en exploitation tout autre club ayant les mêmes objets que ceux de ce blub, sous le nom de "Paramount Club Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immmobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars ($20,000).

Les pouvoirs accordés n'autorisent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté ni n'autorisent la compagnie à obtenir un permis de club de la Commission des Liqueurs de Québec.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13718 L. DÉSILETS.

"Paramount Club Incorporated"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1946, incorporating without share capital: Georges Bissonnette, agent, Harry Diamond, manager, boht of the City of Montreal, and Rolland David, musician, of the City of Verdun, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To form an association or Club for the recreation and amusement of both body and mind; to take over as a going concern any other club having objects similar to those of this club, under the name of "Paramount Club Incorporated"

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is twenty thousand dollars ($20,000.00).

The powers granted do not authorize gambling games, games of chance, or games of chance and skill mixed nor is the company authorized to obtain a club license from the Quebec Liquor Commission.

The head office of the Corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13718-o Deputy Attorney General.

"Red Rock Cola (Quebec) Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1946, constituant en corporation: Me Lavery Sirois, notaire, Madeleine Bernier, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, et Pauline Davignon, secrétaire, de la ville de Lauzon, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, fabriquer, embouteiller et vendre toutes sortes de liqueurs douces et eaux gazeuses;

Fabriquer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles se rapportant à leur industrie, sous le nom de "Red Rock Cola (Quebec) Limi-

"Red Rock Cola (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1946, incorporating: Me Lavery Sirois, notary, Madeleine Bernier, secretary, both of the city of Québec, and Pauline Davignon, secretary, of the town of Lauzon, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business which consists in manufacturing making: bottling and selling all kinds of soft drinks and aerated beverages;

To manufacture, buy, sell or otherwise deal with, produce, import and export all kinds of articles connected with their industry, under the name of "Red Rock Cola (Quebec) Limited".

ted", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13719-o P. FRENETTE.

"Rigaud — Construction, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de mars 1946, constituant en corporation: Paul-Édouard Dessane, comptable, Irène Bégin et Gaétane Richer, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, conclure, parfaire et acquérir des contrats pour construire, ériger, entreprendre, fournir, aménager et améliorer des bâtisses, structures de toute espèce et catégorie, ponts, chaussées, chemins, cours d'eau, faire des conventions et arrangements avec des constructeurs, propriétaires et autres, exercer sous toutes ses formes, le commerce de constructeur, entrepreneur, débardeur, marchand de pierre, brique, marbre, ciment, granit, tuile, ferronnerie, plomberie, métaux et autres matériaux ou choses indispensables à la construction, et particulièrement exercer l'industrie de constructeur et d'entrepreneur;

Exploiter l'industrie de la fonte, du fer, cuivre, nickel et autres métaux, en faire la transformation sous toutes les formes exigées par le commerce, et en particulier faire le polissage des dits métaux et exercer en général le commerce des dits métaux, sous le nom de "Rigaud — Construction, Limitée", avec un capital total de $20,000.00 divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rigaud, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13720-o L. DÉSILETS.

"Ross-Garrison Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1946, constituant en corporation: Hilmar Ross, manufacturier, Thomas Edward Garrison, administrateur, June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, et Borge Ross, manufacturier, de la ville de Strathmore, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, raffiner, posséder, acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter ou autrement disposer ou négocier ou faire le commerce de bijouterie, métaux précieux, outils de bijouterie, accessoires de bijouterie, ornements, nouveautés, porcelaine, articles en grès, et articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, argile, céramique, bois, caoutchouc ou tissus; exercer le commerce de courtiers à commission, négociants à forfait, agents, exportateurs et importateurs de toutes sortes de produits textiles, marchandises sèches, vêtements et accessoires, parfums, cosmétiques, articles de toilette, accessoires de beauté; produits chimiques naturels, synthétiques ou artificiels et matières premières chimiques, composés,

with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1946.

P. FRENETTE,

13719 Assistant Deputy Attorney General.

"Rigaud — Construction, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1946, incorporating: Paul-Édouard Dessane, accountant, Irène Bégin, Gaétane Richer, stenographers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake, carry out, perform and acquire contracts for building, erecting, undertaking, supplying, furnishing and improving buildings, structures of all kinds and categories, bridges, ditches, roads, watercourses, to enter into agreements and arrangements with builders, proprietors and others, carry on in all its branches the business of builder, contractor, docker, dealer in stone, brick, marble, cement, granite, tile, ironware, plumbing supplies, metals and other materials and things indispensable to construction, and in particular to carry on the trade of builder and contractor;

To deal in cast iron, iron, copper, nickel and other metals, transform them into all forms required for trade, and in particular to polish the said metals and deal generally with the said metals, under the name of "Rigaud — Construction, Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rigaud, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13720 Deputy Attorney General.

"Ross-Garrison Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1946, incorporating: Hilmar Ross, manufacturer, Thomas Edward Garrison, executive, June Kirlin, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, and Borge Ross, manufacturer, of the Town of Strathmore, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, refine, possess, buy, import or otherwise acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of or deal in or with jewellery, precious metals, jewellery findings, jewellery accessories, ornaments, novelties, China, earthenware, and articles made out of metal, aluminium, glass, plastic, clay, ceramic, wood, rubber or fabric; to carry on the business of commission brokers, jobbers, agents, export and import buyers of all kinds of textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, perfumes, cosmetics, toileteries, beauty supplies; natural, synthetic or imitation chemicals and chemical raw materials, compounds, mixtures and similar preparations; household appliances, furniture and furnishings, kitchen utensils, machinery, equipment, fixtures

mélanges et préparations semblables; appareils de maison, meubles et fournitures, ustensiles de cuisine, machinerie, outillage, appliques et accessoires; farine, épices, et en général les accessoires d'épicerie et de boucherie, sous le nom de "Ross-Garrison Incorporated".

Le capital-actions de la compagnie consistera en 1,500 actions privilégiées cumulatives catégorie A à six pourcent d'une valeur au pair de $100 chacune et en 900 actions privilégiées cumulatives catégorie B à six pourcent d'une valeur au pair de $100 chacune et en 9,999 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de soixante-quinze mille dollars ($75,000).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13721 L. DÉSILETS.

and accessories; flour, spices, and grocery and butcher supplies generally, under the name of "Ross-Garrison Incorporated".

The capital stock of the company is to consist of 1500 Class A six per cent cumulative preferred shares of a par value of $100.00 each, and 900 Class B six per cent cumulative preferred shares of a par value of $100.00 each, and 9,999 common shares without nominal or par value.

The capital with which the Company shall commence operations will not be less than seventy-five thousand ($75,000.00) dollars.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13721-o Deputy Attorney General.

"Royaume du Camera Inc."
"Camera Kingdom Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de mars 1946, constituant en corporation: Paul Paré, gérant, des cité et district de Montréal, Roger Proulx, électricien, et Jean-Paul Proulx, étudiant, ces deux derniers des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, manufacturer, importer, exporter, louer, vendre en gros et/ou au détail, tous appareils et machines de cinématographie, de photographie, de télévision, de radio, de rayons X, de tous genres et de toutes descriptions, tous ce qui concerne l'optique; verres, lunettes binoculaires, jumelles, longues-vues, télescopes, microscopes, instruments se rapportant au génie civil, articles d'horlogerie, baromètre, thermomètre, hydromètre, chronomètre, tous les accessoires et pièces des dites machines appareils et instruments, le tout sujet aux dispositions de la loi des optométristes et opticiens, sous le nom de "Royaume du Camera Inc. — Camera Kingdom Inc.", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13722-o L. DÉSILETS.

"Royaume du Camera Inc."
"Camera Kingdom Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1946, incorporating: Paul Paré, manager, of the city and district of Montreal, Roger Proulx, electrician, and Jean-Paul Proulx, student, these two latter of the city and district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, manufacture, import, export, lease, sell, both wholesale and/or retail, all kinds and descriptions of apparatus and machines for moving pictures, photography, television, radio, X-ray, everything concerning optics; glasses, binocular telescopes, magnifying glasses, field glasses, telescopes, microscopes, civil engeering instruments, clocks, barometers, thermometers, hydrometers, chronometers, all accessories and parts for the said machines, apparatus and instruments, the whole in conformity with the Optometrists and Opticians Act, under the name of "Royaume du Camera Inc. — Camera Kingdom Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13722 Deputy Attorney General.

"Saguenay Mining & Smelting Company Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1946, constituant en corporation: Maurice J. Boxer, Samuel J. Smiley, avocats, Gerald Fish, pharmacien, Nathan Fish, notaire, Osias Fish, bourgeois, Sidney Hoffman, agent d'assurance, et J. Severin Auf Der Maur, géologue, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minérais;

"Saguenay Mining & Smelting Company Limited"
(No personnal liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1946, incorporating: Maurice J. Boxer, Samuel J. Smiley, adovcates, Gerald Fish, druggist, Nathan Fish, notary, Osias Fish, gentlemen, Sidney Hoffman, insurance agent, and J. Severin Auf Der Maur, geologist, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter par quelque moyen que ce soit, le sol, la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minérais quelconques donner une valeur marchande à ces minérais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Saguenay Mining & Smelting Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant ou montants du prix ou des prix payés ou convenus de payer à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13723 P. FRENETTE.

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Saguenay Mining & Smelting Company Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of $1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount or amounts of the price or prices paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of February, 1946.

P. FRENETTE,

13723-o Assistant Deputy Attorney General.

"Sanguinet Express Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'avril 1946, constituant en corporation: William Patrick Creagh, stagiaire, de la ville de Mont-Royal, Alexander Gordon Yeoman, stagiaire, et John Lawrence McCrory, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Diriger, exercer et entreprendre les commerces, négoces et activités de voituriers-expéditeurs, charretiers et transporteurs de marchandises, fret et passagers sur terre, sur l'eau et dans l'air, entrepreneurs pour le transport de marchandises, fret et passagers, et l'emmagasinage et l'entreposage de marchandises et fret, gardiens d'anse, gardiens de quais, chantiers, magasins, entrepôts, hâvres, étables et autres lieux;

Exercer le commerce de courtiers en douanes, agents de vente, agents maritimes, agents de voiturage, agents de chemins de fer, agents de fret, agents de transfert et de messageries, agents d'expédition, agents de transport, agents pour le placement de marchandises, agents pour le nolisement de vaisseaux et cargos et généralement passer des contrats pour et en faveur d'expéditeurs, propriétaires de quais, entreposeurs, expéditeurs et transporteurs par terre, par eau et par air;

Négocier, acheter, vendre, louer, utiliser, exploiter, entretenir, arrenter, faire le commerce, disposer, manufacturer et réparer des moyens de transport et véhicules et leurs pièces et accessoires de toute sorte et description;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de caoutchouc, gutta-percha, substances fibreuses, avoine, blé d'inde, paille, fourrage, graisse, suif, gazoline, huile, peaux, cuirs, laine, savons, colle, peinture, vernis, poudres à laver, apprêts, couvertures, selles, harnais, clous, fers à cheval, carrioles, voitures, charrettes et toutes autres catégories de véhicules, et acheter, vendre et faire le commerce de chevaux, bestiaux, moutons, porcs et tous autres bestiaux, sous le nom de "Sanguinet Express Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement d'une majorité des directeurs attesté par une résolution pas-

"Sanguinet Express Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1946, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, in the Town of Mount Royal, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, and John Lawrence McCrory, stenographer, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in, the businesses, trades and activities of carters, forwarders, carriers and transporters of goods, freight and passengers on land, on water and in the air, contractors for the transportation of goods, freight and passengers, and the storage and warehousing of goods and freight, covekeepers, keepers of wharves, yards, storehouses, warehouses, harbours, stables and other places;

To carry on the business of Customs brokers, selling agents, vessel agents, cartage agents, railway agents, freight agents, transfer and express agents, forwarding agents, transportation agents, agents for the placing of cargo, agents for chartering vessels and cargoes, and generally to make contracts for and on behalf of shippers, wharfingers, warehousemen, forwarders and carriers by land, water and air;

To trade in, buy, sell, lease, use, operate, maintain, let for hire, deal with, dispose of, manufacture and repair, conveyances and vehicles and the accessories and parts thereof of every kind and description;

To manufacture, buy, sell and deal in rubber, gutta-percha, fibrous substances, oats, corn, straw, fodder, grease, tallow, gasoline, oil, skins, leathers, wool, soap, glue, paint, varnish, washing powders, dressings, blankets, saddles, harness, nails, horse shoes, sleighs, carriages, carts, and all other classes of vehicles, and to buy, sell and deal in horses, cattle, sheep, hogs, and all other live stock, under the name of "Sanguinet Express Ltd.", with a total capital stock of $50,000.00, divided into 500 shares of the par value of $100.00 each.

The shares of the company shall not be transferred without the consent of a majority of the directors evidenced by a resolution passed by

sée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie.

Le nombre de ses actionnaires n'excédera pas vingt;

Tout appel au public pour souscrire à toutes actions ou débentures de la compgnie est prohibé.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13724 P. FRENETTE.

"Second Gaspé Oil Ventures Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1946, constituant en corporation: Henry Noël Chauvin et Frank Bernard Chauvin, tous deux des cité et district de Montréal, et Jean Martineau, de Ste-Geneviève, dans ledit district, tous avocats et conseils en loi du Roi, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minérais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière, que ce soit, le sol, la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minérais quelconques, donner une valeur marchande à ces minérais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Second Gaspé Oil Ventures Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13725 L. DÉSILETS.

"Sloppy Joe's Steak House Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1946, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Thomas Tansey, procureurs, et Emma Kwalwasser, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montreal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter un restaurant, café ou salle de danse, sujets à la permission ou permis de toute autorité fédérale, provinciale ou municipale requérant cette permission ou permis, sous le nom de "Sloppy Joe's Steak House Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13726 L. DÉSILETS.

them and recorded in the books of the company;

The number of its shareholders shall not exceed twenty;

Any invitation to the poublic to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1946.

P. FRENETTE.

13724-o Assistant Deputy Attorney General.

"Second Gaspé Oil Ventures Limited"
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1946, incorporating: Henry Noël Chauvin and Frank Bernard Chauvin, both of the city and district of Montreal, and Jean Martineau, of Ste-Geneviève, in the said district, all advocates and King's Counsels, in the Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Second Gaspé Oil Ventures Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000.00, divided into 5,000,000 shares of $1.00 each.

The shareholders will incur no personal liability in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

12725-o Deputy Attorney General.

"Sloppy Joe's Steak House Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1946, incorporating: Nathan Letvisky, Thomas Tansey, barristers, and Emma Kwalwasser, secretary, fille majeure, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate a restaurant, cafe or dance hall, subject to the permission or license of any federal, provincial or municipal authority requiring such permission or license, under the name of "Sloppy Joe's Steak House Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13726-o Deputy Attorney General.

"Terminus Central Ltée"
"Central Terminus Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de mars 1946, constituant en corporation: Sarto Fournier, publiciste, Alphonse Langlois, contracteur, et Urgel Fournier, restaurateur, tous trois de la cité de Granby, dans le district de Bedford, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter tout terrain de stationnement, garage public, dépôt de taxis, remisage d'autobus et d'automobiles, un terminus de lignes de transport de tout genre, sous le nom de "Terminus Central Ltée — Central Terminus Ltd."

Le montant du capital total de la compagnie sera de $99,000.00, divisé en 740 actions communes ou ordinaires de $100.00 chacune, et 250 actions privilégiées de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, comté de Shefford, district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13727-o P. FRENETTE.

"Terminus Central Ltée"
"Central Terminus Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1946, incorporating: Sarto Fournier, publicist, Alphonse Langlois, contractor, and Urgel Fournier, restaurant-keeper, all three of the city of Granby, district of Bedford, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate parking grounds, a public garage, taxi stand, autobus and automobile garage, and a transport line terminus, of all kinds, under the name of "Terminus Central Ltée — Central Terminus Ltd."

The amount of the total capital stock of the company will be $99,000, divided into 740 common or ordinary shares of $100 each, and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, county of Shefford, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13727 Assistant Deputy Attorney General.

"Théâtre Bellevue Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de mars 1946, constituant en corporation: Damase Côté, Henri-Paul Lemay, avocats, et Ghislaine Gagné, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public, moyennant rémunération, des représentations théâtrales, des vues animées, du vaudeville, des reproductions photographiques, des chansons illustrées, des verres coloriés pour chansons et en général, des exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes, sous le nom de "Théâtre Bellevue Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00 chacune et 500 actions communes sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $5,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13728-o L. DÉSILETS.

"Théâtre Bellevue Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1946, incorporating: Damase Côté, Henri-Paul Lemay, advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, spinster, all of the city ans district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres and give the public, for remuneration, theatrical performances, moving pictures, vaudeville, photographic shows, illustrated songs, coloured songslides and generally, exhibitions and artistic performances of all sorts, under the name of "Théâtre Bellevue Inc."

The capital stock of the company will be divided into 200 preferred shares of a par value of $100 each, and 500 common shares without par or nominal value and the amount with which the company will begin its operations is $5,000.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13728 Deputy Attorney General.

"Thompson Lumber Limited"
(Thompson Lumber Limitée)"

Ais est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de mars 1946, constituant en corporation: Germain Bock, avocat, Gilberte Chénier et Jeannette Chénier, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et faire en gros et en détail le commerce de bois sous toutes ses formes, et tout autre commerce qui s'y rattache;

"Thompson Lumber Limited"
(Thompson Lumber Limitée)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1946, incorporating: Germain Bock, advocate, Gilberte Chénier and Jeannette Chénier, stenographers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber trade and deal wholesale and retail in lumber in all lines of same, and engage in any other business connected therewith;

Faire des affaires ou opérations forestières, exercer le commerce de manufacturiers, marchands de billes, et de tous produits et sous-produits de l'industrie forestière, tous autres articles ou matériaux dans la confection desquels entre le bois.

Exercer l'industrie de manufacturiers de bois de construction et autres matériaux de construction, sous le nom de "Thompson Lumber Limited (Thompson Lumber Limitée)", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Charlemagne, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13729-o L. DESILETS.

To carry on forest operations and business, engage in the business of manufacturers, dealers in logs and all products and by-products of the forestry industry, and any other article or materials into the making of which wood enters;

To carry on the industry of manufacturers of lumber and other building requisites, under the name of "Thompson Lumber Limited (Thompson Lumber Limitée)", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Charlemagne, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13729 Deputy Attorney General.

"Trans-Continental Films Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mars 1946, constituant en corporation: Paul-Émile Lapointe, architecte, Estelle Tremblay, secrétaire privée, et Edmond W. Mount, vendeur photographique, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires en général comme vendeurs, dépositaires et marchands de tous produits de tous genres et de toutes descriptions, concernant la photographie et la cinématographie;

Produire, fabriquer, inventer et perfectionner des machines à pellicules de phonographes, machines parlantes, machines photographiques et à vues animées, ainsi que toutes machines et appareils d'une nature semblable, scène, marchandises et autres appareils pour les vues animées et les théâtres;

Posséder, acheter, louer, vendre, céder à bail et exploiter des théâtres, théâtres de vues animées, de vaudeville et des édifices pour autres formes d'amusements et généralement exercer toute autre industrie ayant pour objet l'amusement et la récréation du public, sans toutefois autoriser et permettre, en aucune façon, les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté, sous le nom de "Trans-Continental Films Limited", avec un capital total de $15,000.00, divisé en 150 actions d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13730-o P. FRENETTE.

"Trans-Continental Films Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1946, incorporating: Paul-Émile Lapointe, architect, Estelle Tremblay, private secretary, and Edmond W. Mount, photo salesman, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business in general as salesmen, trustees and dealers in products of all kinds and descriptions, concerning photography and moving-pictures;

To produce, manufacture, invent and perfect sound film machines, talking machines, photographic and moving picture machines, as well as all machines and apparatus of a similar nature, scenery, merchandise and other apparatus for moving pictures and theatres;

To own, buy, lease, sell, give on lease and operate theatres, moving -picture theatres, vaudeville and buildings for other forms of amusements and generally carry on any other industry having for its object the amusement and recreation of the public, without, however, in any way authorizing or permitting gambling, gaaes of chance or games of chance and skill combined, under the name of "Trans-Continental Films Limited", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1946.

P. FRENETTE,

13730 Assistant Deputy Attorney General.

"United Continental Engines Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de février 1946, constituant en corporation: Lucien Roux, conseil en loi du Roi, Jean-Paul Verschelden, tous deux avocats, et Paul Lafontaine, huissier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail de toutes sortes de moteurs, au-

"United Continental Engines Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-second day of February, 1946, incorporating: Lucien Roux, King's Counsel, Jean-Paul Verschelden, both advocates, and Paul Lafontaine, bailiff, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, both wholesale and retail, in all kinds of motors, automobiles, trac-

tomobiles, tracteurs, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant, directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux, sous le nom de "United Continental Engines Ltd", avec un capital total de $49,900.00, divisé en 3,990 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10.00 chacune et 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deuxième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,

13731-o P. FRENETTE.

tors, aeroplanes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggons, motor-cycles and also any parts, spare parts, pieces connected therewith, whether directly or indirectly, and anything capable of being used in connection with the said objects or for the manufacture, maintenance and respective working thereof, under the name of "United Continental Engines Ltd.", with a total capital stock of $49,900, divided into 3,990 preferred shares of a par value of $10 each, and 10,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1946.

P. FRENETTE,

13731 Assistant Deputy Attorney General.

"Universal Distributors Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1946, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, tous avocats, et Fred Britan, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands en gros et en détail, commerçants et négociants à forfait de soieries, satins, coton, lainages, fils, draps, textiles, garnitures, doublures, tissus et marchandises sèches d'aucune sorte et description, sous le nom de "Universal Distributors Inc.",

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires avec droit de vote d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-dixième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13732 L. DÉSILETS.

"Universal Distributors Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1946, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K. C., and Louis Feigenbaum, all advocates, and Fred Britan, clerk all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, importers, exporters, wholesale and retail merchants, dealers and jobbers in silks, satins, cottons woollens, yarns, clothes, textiles, trimmings, linings, fabrics and dry goods of every kind and description, under the name of "Universal Distribuors Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be $40,000.00, divided into 200 common shares of the par value of $100.00 each, and 200 preferred shares of the par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13732-o Deputy Attorney General.

"Weir's Garage Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'avril 1946, constituant en corporation: William Patrick Creagh, stagiaire, John Lawrence McCrory, secrétaire, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, bâtir, construire, louer, arrenter, posséder, surveiller, entretenir et exploiter, comme mandants et/ou agents, des garages et ateliers de réparation, magasins, salles de vente, entrepôts, salles d'exposition, lieux de stationnement, terrains d'étalage, postes de service pour la vente, la garde en sécurité, le service, le plein d'essence, le huilage, le graissage, le stationnement, le remisage, le nettoyage, le polissage, la peinture, la réparation et le soin en général de véhicules-moteurs;

Manufacturer, construire, reconstruire, améliorer, réparer, modifier, nettoyer, polir, préparer

"Weir's Garage Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1946, incorporating William Patrick Creagh, law clerk, John Lawrence McCrory, secretary, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, build, construct, lease, hire, own, control, maintain and operate, as principals and/or as agents, garages and repair shops, storehouses, storerooms, warehouses, showrooms, parking places, display lots, service stations for the sale, safekeeping, servicing, fueling, oiling, greasing, parking, storing, cleaning, polishing, painting, repairing, and care generally of motors;

To manufacture, construct, re-construct, improve, repair, alter, clean, polish, prepare for

pour le marché, acheter, importer, louer, donner à bail, arrenter, échanger et autrement acquérir et vendre, exporter, transporter et autrement disposer, exposer, emmagasiner et autrement négocier et faire le commerce par aucun moyen ou manière quelconque comme mandants et/ou comme agents, aucune et toutes sortes et descriptions d'automobiles, véhicules-moteurs, camions, autobus, taxis, fardiers, fourgons, tracteurs motocyclettes, accessoires de bicyclettes, bicyclettes, voitures, chaloupes, canots, bâteaux, yachts, aéroplanes, hydroplanes et autres moyens de transport de toutes descriptions, sous le nom de "Weir's Garage Limited".

Le capital-actions autorisé de la compagnie sera de cinquante mille dollars ($50,000), divisé en cent (100) actions privilégiées non-cumulatives rachetables à 5% d'une valeur au pair de cent dollars ($100) chacune et en quatre cents (400) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars ($100) chacune:

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs attesté par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires n'excédera pas vingt;

Tout appel au public pour souscrire à toutes actions ou débentures de la compagnie est prohibé;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général,
13733 L. DÉSILETS.

market, buy, import, rent, lease, hire, exchange and otherwise acquire and to sell, export, transport and otherwise dispose of, exhibit, store and otherwise deal in and deal with in any way or manner whatsoever as principals and/or as agents, any and all kinds and descriptions of automobiles, motor, cars, trucks, busses, taxicabs, drays, vans, tractors, motor cycles, cycles, bicycles, carriages, launches, canoes, boats, yachts, aeroplanes, hydroplanes and other conveyances of all descriptions, under the name of "Weir's Garage Limited"

The authorized share capital of the Company shall be Fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into One hundred (100) 5% Non-Cumulative Redeemable Preferred shares of the par value of One hundred dollars ($100) each and Four hundred (400) Common shares of the par value of One hundred dollars ($100) each;

The shares of the Company shall not be transferred without the consent of the Directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the Company;

The number of its shareholders shall not exceed twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited;

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1946.

L. DÉSILETS,
13733-o Deputy Attorney General.

"Westmount Grocery Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1946, constituant en corporation: Harry Kishner, marchand, Gertrude Aaron, caissière, épouse séparée de biens de Harry Kishner, et Hyman Kishner vendeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'épiciers en gros et en détail, marchands de grain et provisions dans toutes ses spécialités, et aussi le commerce qui consiste à importer et exporter lesdits produits;

Manufacturer, raffiner, acheter, vendre et faire le commerce d'épiceries, cafés, cocoa, épices, poudre à pâte, essences, catsups, gelées en poudre, moutardes, cirages, savons, composés pour lavage, confiserie, accessoires d'épiciers et confiseurs et autres commodités semblables, et ces autres produits et sous-produits qui sont incidents aux précédents ou d'aucun d'eux, sous le nom de "Westmount Grocery Company", avec un capital total de $49,000, divisé en 490 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Westmount, district fe Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13734 L. DÉSILETS.

"Westmount Grocery Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1946, incorporating: Harry Kishner, merchant, Gertrude Aaron, cashier, wife separate as to property of Harry Kishner, and Hyman Kishner, salesman, all of the City and District of Montreal, Provinec of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of grocers, grain and provision merchants in all its branches, and also the business of importing and exporting said products;

To manufacture, refine, purchase, sell and deal in groceries, coffees, cocoa, spices, baking, powder, flavoring extracts, catsups, jelly powder, mustards, blacking, soaps, washing compounds, confectionery, grocers', confectioners', supplies and other similar commodites, and such other products and by-products as are incidental to the foregoing or any of them, under the name of "Westmount Grocery Company", with a total capital stock of $49,000.00, divided into 490 common shares of a par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Westmount, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13734-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Arpin Gendron Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trentième jour de mars 1946, à la compagnie "Arpin Gendron Ltée", ratifiant un règlement augmentant son capital de $20,000. à $99,000. par la création de 790 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100. chacune.

Donné au bureau du Procureur général, le trentième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13735-o P. FRENETTE.

"Choquette & Compagnie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec. il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour d'avril 1946, à la compagnie "Choquette & Compagnie Limitée", ratifiant un règlement augmentant son capital de $5,000. à $20,000. par la création de 150 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100. chacune.

Donné au bureau du Procureur général, le neuvième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13736-o P. FRENETTE.

"Congress Import & Novelty Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour d'avril 1946, à la compagnie "Congress Import & Novelty Inc.", ratifiant le règlement N° 25 augmentant le capital-actions de la compagnie de $20,000 à $60,000, par la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13737 P. FRENETTE.

"Dominion Transport Company, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour d'avril 1946, à la compagnie "Dominion Transport Company, Limited", ratifiant le règlement spécial "H" diminuant de $147,737.50 à $122,650 le capital payé sur les 16,725 actions émises actuellement en remboursant aux actionnaires une somme de $25,087.50, étant $1.50 par action.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13738 P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

"Arpin Gendron Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of March, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Arpin Gendron Ltée", ratifying a by-law increasing its capital from $20,000 to $99,000, by the creation of 790 additional common shares of a par value of $100 each.

Given at the office of the Attorney General this thirtieth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13735 Assistant Deputy Attorney General.

"Choquette & Compagnie Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of April, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Choquette & Compagnie Limitée", ratifying a by-law increasing its capital from $5,000 to $20,000, by the creation of 150 additional common shares of a par value of $100 each.

Given at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1946.

P. FRENETTE,
13736 Assistant Deputy Attorney General.

"Congress Import & Novelty Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of April, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Congress Import & Novelty Inc.", ratifying By-Law No. 25 increasing the capital stock of the company from $20,000. to $60,000. by the creation of 400 additional common shares of the par value of $100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1946.

P. FRENETTE,
13737-o Assistant Deputy Attorney General.

"Dominion Transport Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of April, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Dominion Transport Company, Limited" ratifying Special By-Law "H" reducing from $147,737.50 to $122,650.00 the capital paid on the 16,725 shares now issued by reimbursing to the shareholders the sum of $25,087.50, being $1.50 per share.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1946.

P. FRENETTE,
13738-o Assistant, Deputy Attorney General.

"La Ligue des Propriétaires de Montréal"
"The Property Owners' League of Montreal"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier jour d'avril 1946, à la corporation "La Ligue des Propriétaires de Montréal" — "The Property Owners' League of Montreal" ratifiant la résolution adoptée à l'assemblée générale des membres de la corporation, tenue le 15 novembre 1945, dans le but d'étendre ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13739-o P. FRENETTE.

"La Ligue des Propriétaires de Montréal"
"The Property Owners' League of Montreal"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of April, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the corporation "La Ligue des Propriétaires de Montréal" — "The Property Owners' League of Montreal", ratifying the resolution adopted at the general meeting of the members of the corporation, held on November 15, 1945, for the purpose of extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1946.

P. FRENETTE,
13739 Assistant Deputy Attorney General.

"LeBel Construction Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huitième jour de mars 1946, à la compagnie "Lebel Construction Limited" étendant les pouvoirs de la compagnie aux objets suivants, savoir:

"Hypothéquer, nantir ou mettre en gage, par acte authentique, pour garantir le paiement des bons, obligations (débentures) et actions-obligations (débenture stock) de la compagnie, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle possède ou possédera dans la province."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13740-o P. FRENETTE.

"LeBel Construction Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-eighth day of March, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "LeBel Construction Limited", extending the powers of the company, for the following purposes, to wit:

To hypothecate, pledge or morthage, by authentic deed, as guarantee for the payment of the bonds, debentures and debenture stock of the company, the movable or immovable property, present or future, which it owns or may own in the Province.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13740 Assistant Deputy Attorney General.

"Lumiray Manufacturing Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sixième jour de mars 1946, changeant le nom de la compagnie "Luminart Manufacturing Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 avril 1945, en celui de: "Lumiray Manufacturing Inc."

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant.
13741 P. FRENETTE.

"Lumiray Manufacturing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of March, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec changing the name of the company "Luminart Manufacturing Inc.", incorporated by letters patent dated April 17th, 1945, into that of: "Lumiray Manufacturing Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1946.

P. FRENETTE.
13741-o Assistant Deputy Attorney General.

"Mica Company of Canada Ltd."
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour d'avril 1946, à la compagnie "Mica Company of Canada Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant son règlement N° 73 consolidant les 2,5000,00 actions d'une valeur au pair de $1 chacune constituant le capital-actions de la compagnie en 250,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune, de manière que ledit capital-actions actuel consiste en 150,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13743 P. FRENETTE.

"Mica Company of Canada Ltd."
(No personal liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of April, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Mica Company of Canada Ltd." (No Personal Liability), ratifying its By-law No. 73 consolidating the 2,500,000 shares of the par value of $1. each, constituting the capital stock of the company, into 250,000 shares of the par value of $10. each, so that said capital stock is now consisting of 250,000 shares of the par value of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1946.

P. FRENETTE,
13743-o Assistant Deputy Attorney General.

"Mafco Corporation Ltd"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huitième jour de mars 1946, à la compagnie "Mafco Corporation Ltd.", ratifiant un règlement augmentant son capital-actions de $20,000 à $60,000, par la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13742 P. FRENETTE.

"Mafco Corporation Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of March, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Mafco Corporation Ltd.", ratifying a by-law increasing its capital stock from $20,000. to $60,000., by the creation of 400 additional common shares of the par value of $100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13742-o Assistant Deputy Attorney General.

"Mountain Realties Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sixième jour de mars 1946, changeant le nom de la compagnie "Laurentian Lodge Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 novembre 1946, en celui de: "Mountain Realties Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13744 P. FRENETTE.

"Mountain Realties Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of March, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Laurentian Lodge Ltd.", incorporated by letters patent dated November 19th, 1945, into that of: "Mountain Realties Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13744-o Assistant Deputy Attorney General.

"Patricia Silkwear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour d'avril 1946, à la compagnie "Patricia Silkwear Inc.", ratifiant son règlement N° 4 augmentant le capital-actions de la compagnie de $20,000 à $50,000 par la création de 300 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13745 P. FRENETTE.

"Patricia Silkwear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of April, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Patricia Silkwear Inc.", ratifying its By-Law No. 4 increasing the capital stock of the company from $20,000. to $50.000. by the creation of 300 additional common shares of the par value of $100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1946.

P. FRENETTE,
13745-o Assistant Deputy Attorney General.

"Specialités Lasalle Specialties Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du sixième jour d'avril 1946, à la compagnie "Spécialites Lasalle Specialties Inc.", ratifiant son Règlement N° 4 augmentant le capital-actions de la compagnie de $20,000. à $55,000 par la création de 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100. chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13746-o P. FRENETTE.

"Specialités Lasalle Specialties Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of April, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Spécialités Lasalle Specialties Inc"., ratifying its by-law No. 4, increasing the capital stock of the the company from $20,000 to $55,000, by the creation of 350 preferred shares of a par value of $100 each and enumerating the privileges to be attached to such preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1946.

P. FRENETTE,
13746 Assistant Deputy Attorney General.

"Wimpy's Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la premières partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres

"Wimpy's Limited"

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of March, 1946, were issued by the Lieute-

patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de mars 1946, changeant le nom de la compagnie "Horn's Restaurant Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 décembre 1944, en celui de: "Wimpy's Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général, suppléant
13747 P. FRENETTE.

nant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Horn's Restaurant Ltd.", incorporated by letters patent dated December 20th, 1944, into that of: "Wimpy's Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13747-o Assistant Deputy Attorney General.

"Young Men's Section of the Montreal Board of Trade"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seizième jour de mars 1946, changeant le nom de "The Montreal Junior Board of Trade", une corporation constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la troisième partie de ladite Loi en date du 10ième jour de juin 1940, en celui de: "Young Men's Section of the Montreal Board of Trade".

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,
13748 P. FRENETTE.

"Young Men's Section of the Montreal Board of Trade"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of March, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "The Montreal Junior Board of Trade", a corporation incorporated by letters patent issued under Part III of the said Act, dated the 10th day of June, 1940, into that of: "Young Men's section of the Montreal Board of Trade".

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of March, 1946.

P. FRENETTE,
13748-o Assistant Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL, CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1336

Québec, 18 avril 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés d'épiceries, de boucheries et de restaurants-épiceries dans la cité de Joliette.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

D'UNE PART :

L'Association patronale catholique des Épiciers et Bouchers de Joliette, inc.,

Et D'AUTRE PART :

Le Syndicat catholique et national des Employés Épiciers et Bouchers de Joliette, inc.,

pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er décembre 1945 ;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les commerces et les occupations visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1336

Quebec, April 18th, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the grocery, butcher shop and restaurant-grocery employees in the City of Joliette.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association patronale catholique des Épiciers et Bouchers de Joliette, inc."

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique et national des Employés Épiciers et Bouchers de Joliette, inc."

for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on December 1st 1945;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderant signification and importance for the establishment of conditions of work in the trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis ;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes ;

ATTENDU QUE le Conseil régional du Travail en temps de guerre de Québec a approuvé ladite requête et a ordonné à tous et à chacun des marchands régis par ladite convention de se conformer à ses dispositions, par décision rendue à sa séance du 26 mars 1946 ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail :

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er décembre 1945.

I.— *Définitions :*— Pour les fins d'application du présent décret les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée.

a) Le mot " boucher " désigne toute personne compagnie, corporation ou association qui vend au détail des viandes d'animaux destinés à la consommation, qui fait l'abattage, l'habillage, le brochage, le dépouillement et le découpage de tels animaux, ainsi que la salaison et le fumage des viandes, Le boucher peut vendre comme accessoires des marinades, du poisson, des légumes, des fruits, des œufs, du beurre et du fromage.

b) Le mot "boucherie" désigne le lieu où se fait la vente au détail des marchandises mentionnées au paragraphe "a" du présent article.

c) Le mot "épicier" désigne toute personne, compagnie, corporation ou association qui vend au détail des épices, conserves alimentaires, légumes, fruits, miel, sucre, café, cacao, thé, savon, vinaigre, pétrole, tabacs, cigarettes, liqueurs en bouteilles, crème glacée, bonbons, poissons, œufs, beurre, lait et crème et autres denrés indigènes, exotiques ou autres qui servent dans l'économie domestique.

d) Le mot "épicerie" désigne le lieu où se fait la vente au détail des marchandises mentionnées au paragraphe "c" du présent article.

e) Le terme "restaurateur-épicier" désigne toute personne, compagnie, corporation ou association qui fait, en plus de la vente de l'épicerie, la vente au détail des fruits, dragées, tabacs, cigarettes, liqueurs en bouteilles, crème glacée, certaines denrées indigènes et exotiques servant dans l'économie domestique, ainsi que les bonbons ; qui prépare et sert, en outre, de légères collations, des rafraîchissements au public consommateur qui en paie le prix.

L'hôtelier et le restaurateur proprement dits, préparant ou servant des repas complets au public consommateur qui en paie le prix, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret.

f) Le terme "restaurant-épicerie" désigne le lieu où se fait la vente au détail des marchandises mentionnées au paragraphe "e" du présent article.

g) Quand, dans une boucherie, une épicerie ou un restaurant-épicerie, il y a plus d'un employeur, ces employeurs ne comptent que pour un seul et même boucher ou épicier au sens et pour les fins du présent décret.

h) Le mot "commis-boucher" désigne tout salarié qui, après avoir fait le stage d'apprentissage prescrit par le présent décret, a obtenu du bureau d'examinateurs créé par le comité paritaire un certificat de qualifications attestant qu'il peut

WHEREAS, as regards the publication notices, the provisions of the Act have been duly observed;

WHEREAS objections have been presented against the said request and have been submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS the Regional War Labour Board of Quebec has approved the said request and, by a decision rendered at its meeting of March 26th, 1946, has ordered each and every merchant governed by the said collective agreement to abide by its provisions;

IT is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), with however, the following new provisions replacing the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on December 1st, 1945.

I.— *Definitions*: — For the purposes of the enforcement of the present decree, the words herein after enumerated shall have the following significance:

a.— The word "butcher" designates any person, company, corporation or association selling, in retail, animals to be consumed and comprises the slaughter, dressing, stitching, skinning and cutting of such animals; comprises further the salting and smoking. The butcher can sell as accessories, pickles, fish, vegetables, eggs, butter and cheese.

b.— The words "butcher shop" designate the place where the merchandise above mentioned in subsection "*a*" of the present section is sold in retail.

c— The word "grocer" designates any person, company, corporation or association selling in retail, spices, alimentary provisions, vegetables, fruits, honey, sugar, coffee, cocoa, tea, soap, vinegar, petroleum, oil, tobacco, cigarettes, soft drinks, ice cream, bonbons, fish, eggs, butter, milk, cream and native, foreign and other provisions which are used in domestic economy.

d.— The word "grocery" designates the place where the merchandise mentioned in subsection "*c*" of the present section is sold in retail.

e.— The words "grocer-restaurant keeper" designate any person, company, corporation or association selling in retail, besides grocery, fruits, sugar-plums, tobacco, cigarettes, soft drinks, ice cream, native and foreign provisions used in domestic economy and bonbons; preparing and serving light lunches, refreshments to the paying customers.

The hotel keeper and the properly so called restaurant keeper, preparing or serving full meals to paying guests are not governed by the present decree.

f.— The words "grocery-restaurant" designate the place where the merchandise above mentioned in subsection "*e*" of the present section is sold in retail.

g.— When, in a butcher shop, a grocery or a restaurant-grocery, there is more than one employer, such employers shall be considered as, and constitude, but on butcher or grocer for the purposes of the present decree

h.— The words "butcher-clerk" mean any employee who has served the apprenticeship period prescribed by the present agreement and has obtained from the Board of Examiners formed by the Parity Committee a certificate of

exercer le métier décrit au paragraphe "a" du présent article comme "commis-boucher".

i) Le mot "apprenti-boucher" désigne tout salarié qui fait un stage d'apprentissage pour exercer le métier décrit au paragraphe "a" du présent article.

j) Les mots "commis-épicier" ou "commis" en général, désignent tout salarié ou toute salariée employé dans une épicerie ou dans tout autre établissement régi par le présent décret, faisant du travail de commis ou préposé à la vente, à l'emballage, à la livraison, au classement, à l'achat, à la caisse, à la surveillance, ainsi qu'à l'étalage de toute chose pouvant faire légalement l'objet d'un contrat de vente d'une manière quelconque avec le commerce ci-dessus défini.

k) Le terme " marchand de gros " désigne les manufacturiers ou marchands qui vendent à des personnes, sociétés ou corporations qui revendent à autrui le même produit, soit sous la même forme, soit après l'avoir préparé pour consommation ; il comprend les fournisseurs vendant leurs produits aux hôtels, clubs, hôpitaux, wagons-restaurants, restaurants ou autres institutions.

II.— *Juridiction : — a) Juridiction commerciale :* — Le présent décret s'applique à toute personne, société, association ou corporation exploitant un commerce d'épicerie, de boucherie ou de restaurant-épicerie, dans les limites de la juridiction territoriale ci-après décrite.

b) Juridiction territoriale : — Le présent décret s'applique exclusivement à la cité de Joliette.

III. — *Heures de travail : — a)* La durée totale régulière de travail hebdomadaire des salariés est de cinquante-sept (57) heures réparties de la façon suivante :

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi : de 8.00 a. m. à 6.00 p. m. ;

Le vendredi : de 8.00 a. m. à 10.00 p. m. ;

Le samedi : de 8.00 à 6.00 p. m.

b) Les employeurs travaillant de leurs propres mains, ainsi que les artisans et les salariés ne doivent pas exécuter de travail de vente de marchandises d'épicerie ou de boucherie en dehors des heures mentionnées au paragraphe "a" du présent article.

c) Nonobstant ce qui précède, dans les restaurants-épiceries, les heures de travail sont celles nécessaires à l'entreprise, mais la vente de l'épicerie est totalement prohibée avant et après les heures de travail mentionnées au paragraphe "a" du présent article.

d) Nonobstant le paragraphe "b" du présent article, toute commande prise avant 6.00 p. m. est livrable.

e) L'employeur peut exiger de ses alariés deux heures de travail supplémentaires par semaine, aux seules fins du nettoyage de l'établissement, sans rémunération additionnelle. L'employeur doit s'entendre avec ses salariés au sujet de la répartition de ce travail supplémentaire.

f) Cependant le travail peut être prolongé :

1.— Les deux (2) jours précédant immédiatement la fête de Noël et les deux (2) jours précédant immédiatement le Premier de l'An — le dimanche n'étant pas compris dans ces deux jours— jusqu'à 10.00 p. m. ;

2.— De plus, les deux jours qui précèdent immédiatement ces deux (2) jours d'ouverture avant Noël et le Premier de l'An, les employeurs ont le droit de requérir les services de leurs salariés entre 7.00 p. m. et 9.00 p. m., dans le but unique de préparer le travail pour les jours suivants, toutes portes closes aux clients.

competency stating that he is qualified for the carrying on of the trade described in subsection "*a*" of the present section as butcher or grocer.

i.— The words "apprentice-butcher" or "apprentice-grocer" mean any person who has served an apprenticeship period to ply the trade described in subsection "*a*" of the present section.

j.— The words "grocer-clerk" or "clerk" in general mean any employee, male or female, employed in a grocery or any other establishment governed by the present decree and doing the work of a clerk or committed to the sales, packing, delivery, filing or sorting out, purchase, cash, supervision, as well as to the display of anything which may legally be the object of a bill of sale in the trade hereabove defined.

k.— The words "wholesale merchant" mean the manufacturers or merchants selling to persons, partnerships or corporations who, in turn, sell the same products to others, whether in the same form or after having prepared same for consumption. They include the tradesmen selling their products to hotels, clubs, hospitals, dining cars, restaurants or other establishments.

II.— *Jurisdiction: — a.— Commercial jurisdiction:* — The present decree applies to any person, partnership, association or corporation operating a grocery, meat or restaurant-grocery trade within the limits of the territorial jurisdiction hereafter designated.

b.— Territorial jurisdiction: — The present decree applies exclusively to the City of Joliette.

III.— *Hours of work: — a.*— The total weekly duration of labour consists of fifty-seven (57) hours distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

On Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

b.— The employers doing actual work, the employees and the artisans shall do no work connected with the sale of groceries or meat outside the hours mentioned in subsection "*a*" of the present section.

Notwithstanding the above clause, the hours of working grocery-restaurants are those required by the concern, but the sale of grocery goods will be strictly prohibited before or after the hours of work mentioned in subsection "*a*" of the present section.

d.— Notwithstanding the provisions of subsection "*b*" of the present section, any order taken before 6.00 p.m. may be delivered.

e.— The employer may require two overtime hours of work from his employees without extra pay for the sole purpose of cleaning the establishment. The employer shall come to an understanding with his employees in respect of the distribution of this overtime work.

f.— However there may be an extension of the duration of labour:

1. The two (2) days immediately preceding Christmas Day and the two (2) days immediately preceding New Year's Day — Sunday not being included in these two holidays — until 10.00 p.m.;

2. Moreover on the two days immediately preceding the two late-opening days before Christmas and New Year's Day the employers are permitted to have work done by their employees between 7.00 p.m. and 9.00 p.m. for the sole purpose of preparing the work for the following days, all doors being closed to customers.

g Les salariés ont le droit de prendre au moins une (1) heure pour leur repas du midi et une (1) heure pour leur repas du soir, quand ils doivent travailler après 6.00 p. m. ;

Jour de fêtes chômés : — h) Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours de fêtes suivants :

1.— *Fêtes religieuses d'obligations :* — Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à 10.00 hres a. m., l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël. Dans le cas où le jour de Noël et le Premier de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant chacune de ces deux fêtes doit être chômé.

2.— *Fêtes légales :* — La Saint-Jean-Baptiste (24 juin) ou le lendemain, si le 24 juin est un dimanche, la fête du Travail et autres fêtes fixées par proclamation.

3.— Le lendemain du Premier de l'An. Dans le cas où le Premier de l'An tombe un vendredi, le samedi suivant cette fête est un jour de travail jusqu'à 10.00 hres p. m.

Réserve : — Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

IV.— *Salaires minima :* — Les taux de salaires ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés :

a)	*par semaine*
1.— 1er commis-boucher en charge de la boucherie (dont l'employeur n'est pas lui-même boucher)	$30.00
2.— 1er Commis-boucher sous la juridiction d'un employeur boucher	25.00
3.— Commis-boucher.	21.00
4.— Apprenti-boucher :	
1ère année	9.00
2ième année.	12.00
3ième année.	15.00
4ième année.	18.00
b)	
1.— 1er Commis-épicier en charge de l'épicerie (dont l'employeur ne travaille pas habituellement comme épicier.	$30.00
2.— 1er Commis-épicier sous la juridiction d'un employeur qui travaille habituellement comme épicier.	25.00
3.— Commis-épicier et commis :	
1ère anne	9.00
2ième année.	12.00
3ième année.	16.00
Après trois (3) années	20.00

c) Pour tout travail en plus des heures permises par l'article III ci-dessus, le salarié doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier ; ce taux horaire devant être calculé au prorata du salaire hebdomadaire.

d) Les livreurs doivent recevoir les salaires suivants :

	Par semaine
Livreur par camion.	$20.00
Livreur sur voiture à traction animale	10.00
Si le livreur prend soin du cheval.	11.00
Livreur à bicyclette :	
Si l'employeur fournit et entretient la bicyclette.	8.00
Si le salarié fournit la bucyclette.	10.00

g.— The employees are entitled to at least one (1) hour for their noon meal and to one (1) hour for their evening meal when they work after 6.00 p.m.

Days kept as holidays: — h.— No work will be performed on Sunday and the following holidays:

1. *Religious holidays:* New Year's Day, Epiphany Day Good Friday until 10.00 a.m. Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. Should Christmas Day and New Year's Day fall on Sunday, the Monday following each one of such holidays shall be considered as a holiday.

2. *Legal holidays:* St. John the Baptist Day (June 24th), or the day after when June 24th falls on Sunday, Labour Day and other holidays so declared by proclamation.

3. The day after New Year's Day. Should New Year's Day fall on Friday, the working hours on Saturday following such holiday may be extended until 10.00 p.m.

Proviso: — Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in the commercial establishments shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the by-laws passed by the authorized municipalities.

IV.— *Minimum Wages:* — The rates of wages shall not be less than the following ones:

a.—	*per week*
1.— 1st butcher-clerk in charge of the butcher shop (when the employer himself is not a butcher)	$30.00
2.— 1st butcher-clerk under the direction of a butcher-employer.	25.00
3.— Butcher-clerk.	21.00
4.— Apprentice-butcher :	
1st hear	$ 9.00
2nd year	12.00
3rd year	15.00
4th year	18.00
b.—	
1.— 1st grocer-clerk in charge of the grocery (when the employer does not work regularly as grocer)	$30.00
2.— 1st grocer-clerk under the direction of an employer working regularty as grocer	25.00
3.— Grocer-clerk and clerk:	
1st year.	$ 9.00
2nd year.	12.00
3rd year	16.00
After three (3) years	20.00

c.— Employees doing work outside the hours permitted by section III above shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate, such hourly rate to be computed at the pro rata of the weekly wages.

d.— Delivery men shall receive the following wages :

	per week
Delivery men on truck	$20.00
Delivery men on horse-drawn vehicles	10.00
Delivery man committed to the care of the horse	11.00
Delivery men on bicycles:	
When the employer furnishes the bicycle and keeps it in repair	8.00
When the employee furnishes the bicycle	10.00

V.— *Apprentissage : a)* Toute personne qui désire faire son apprentissage de boucher doit préalablement réclamer du Comité paritaire un carnet d'apprenti dans lequel seront inscrits ses états de service avec chaque employeur.

b) Aucun apprenti-boucher, ni commis-épicier, ni commis ne peut être accepté avant d'avoir atteint sa seizième année et terminé sa sixième année du cours primaire-élémentaire.

c) L'apprenti boucher doit fournir au Comité paritaire sa photographie dont les dimensions seront déterminées par ledit comité. Cette photographie doit être fixée au carnet d'apprentissage et le sceau dudit comité sera apposé.

d) L'apprenti-boucher doit se présenter au comité paritaire chaque année pour y subir un examen permettant de constater que ledit apprenti fait régulièrement son stage d'apprentissage.

e) La durée de l'apprentissage est de quatre (4) ans dans une boucherie. L'apprenti doit, durant son stage d'apprentissage, suivre un cours d'hygiène spécial, s'il en existe un, et en obtenir un certificat d'étude.

f) A l'expiration des années d'apprentissage déterminées par le présent décret, l'apprenti doit se présenter au comité paritaire pour subir l'examen requis pour l'obtention du certificat de commis-boucher. Au cas d'insuccès, il demeure dans cette catégorie avec droit de reprendre ses examens tous les six mois.

g) Le nombre d'apprentis par boucherie est limité comme suit :

i) un apprenti où il y a un 1er commis-boucher (que celui-ci soit employeur ou salarié) ;

ii) deux apprentis où il y a au moins un 1er commis-boucher (que celui-ci soit employeur ou salarié) et deux autres commis-bouchers.

iii) quel que soit le nombre de salariés de toute catégorie, il ne peut y avoir de deux apprentis.

h) Le nombre de commis-épiciers n'ayant pas plus de trois (3) années de services dans une épicerie est limité de la même façon que le nombre d'apprentis par boucherie, tel que spécifié au paragraphe "g" du présent article.

VI.— Nul n'a le droit de travailler à la vente des produits ordinairement vendus par les bouchers ou les épiciers, à moins d'avoir à cette fin un établissement de commerce régulier et continu, ouvert au public tous les jours non fériés de la semaine dans la juridiction territoriale du présent décret.

Nonobstant les dispositions du précédent, le présent décret ne s'applique pas au marché public hebdomadaire de la Cité de Joliette, sauf aux commerçants qui exploitent dans ledit établissement (édifice où dépendances) un commerce de boucherie ou d'épicerie ouvert au public de façon régulière et continue aux jours non fériés de la semaine.

VII.— Nul ne peut étaler à l'extérieur de son magasin des viandes, des fruits, des légumes ou autres marchandises.

VIII.— Dans un restaurant-épicerie, aucun employeur ou salarié ne peut travailler à la vente de produits ordinairement vendus par l'épicier en dehors des heures de travail déterminées pour les épiceries, à l'exception cependant du lait, de la crème, des pâtisseries, des fruits, des dragées, des liqueurs douces, de la crème glacée et du pain. Tout nouveau restaurateur qui veut vendre des produits d'épicerie ou de boucherie non énumérés dans le présent article doit séparer par une cloison étanche ce commerce d'épicerie ou de boucherie de son commerce de restaurateur.

IX.— Les marchands de gros en épicerie, viandes, poissons, fruits et légumes, grains et fa-

V.— *Apprenticeship* : — *a.*— Anyone wishing to make his apprenticeship as butcher shall first obtain from the Parity Committee an apprentice booklet stating the service records of such apprentice with each employer.

b.— No apprentice-butcher, grocer-clerk or clerk will be accepted before he is sixteen years old and unless he has completed his sixth year of the elementary course.

c.— The apprentice-butcher shall furnish the Parity Committee with his picture the size of which to be determined by the said Committee. Such picture shall be attached to the apprentice booklet and the seal of the said Committee shall be affixed thereto.

d.— The apprentice shall undergo each year, before the Parity Committee, an examination which will prove whether or not the said apprentice serves regularly his apprenticeship period.

e.— The duration of the apprenticeship shall consist of four (4) years in a butcher shop. The apprentice, during his apprenticeship period, shall attend a special hygiene course, if such a course exists, and obtain a study certificate.

f.— After he has served the apprenticeship period determined by the present decree, the apprentice shall undergo before the Parity Committee the examination required for the certificate of butcher-clerk. In case of failure, he shall remain in the same category with the right to undergo another examination every six months.

2. The number of apprentices in a butcher shop is limited as follows:

i.— One apprentice where there is one 1st butcher-clerk (either employer of employee);

ii.— Two apprentices where there is at least one 1st butcher-clerk (either employer of employee) and two other butcher-clerks;

iii.— There shall not be more than two apprentices for any number of employees in any category.

h.— The number of clerk-grocers with a maximum of three (3) years of service in a grocery is limited in the same way as the number of apprentices per butcher shop, as specified in subsection "*g*" of the present section.

VI.— Within the territory covered by the present decree, no one will have the right to sell products sold by the butchers or the grocers unless keeping for that purpose, continously and regularly, a trade establishment opened every working day of the week in the said territory.

Notwithstanding the provisions of the preceding subsection, the present decree does not apply to the weekly public market of the City of Joliette, except in the case of merchants operating in the said establishment (building or outbuildings) a meat or grocery trade regularly and continously opened to the public every working day of the week.

VII.— Outside display of meat, fruits, vegetables or other merchandise is prohibited.

VIII.— No grocery-restaurant keeper will be permitted to sell products ordinarily sold by the grocery outside the hours during which the grocery stores are open for business with the exception, however, of milk, cream, pastries, fruits, sugar-plums, soft drinks, ice cream and bread. Any new restaurant keeper wishing to sell grocery or meat products not mentioned in the present section shall have a partition erected so as to effectively separate such grocery of meat trade from his restaurant.

IX.— The wholesale merchants in grocery, meat, fish, fruits, and vegetables, grain and

rine, beurre, œufs, fromage, ainsi que les manufacturiers de liquers douces de toutes espèces, manufacturiers d'eau de javelle, manufacturiers de crème glacée et de toutes autres marchandises ou denrées visées par le présent décret, dont les produits doivent normalement être distribués au consommateur, par l'entremise des marchands détaillants, n'ont pas le droit de vendre au détail à qui que ce soit, à moins qu'ils n'exploitent bona fide dans ledit territoire, un magasin ou département de détail.

X.— Tout établissement commercial régi par le présent décret doit être situé de façon à être séparé de tout logis, de manière à en faire un réel endroit de commerce. Cette clause n'affecte pas cependant les établissements commerciaux ouverts au public avant la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

Réserve : Les dispositions des articles I, VI, VII, VIII, IX et X du présent décret ne doivent en aucun cas venir en contravention avec les règlements présents ou futurs de la cité de Joliette relatifs aux établissements régis par le présent décret.

XI.— *Vacances payées :* — Après une année de service, tout salarié a droit à six (6) jours consécutifs de vacances par année, payés au taux régulier de salaire déterminé à l'article IV du présent décret. Toutefois, par une entente entre l'employeur et le salarié, lesdites vacances peuvent être prises en deux périodes différentes ainsi réparties : trois (3) jours consécutifs dans une semaine et quatre (4) jours consécutifs dans une autre semaine, un seul dimanche pouvant être compris dans ces sept (7) jours de vacances.

XII.— Tout salarié embauché ou employé de façon intermittente ou spécialement, en plus du personnel régulier, à l'occasion de certaines circonstances ou pour certaines parties de semaine, ou travaillant moins de cinquante-sept (57) heures par semaine, par manque d'ouvrage ou autres raisons, dans l'établissement où ses services sont requis, est considéré comme employé supplémentaire ou surnuméraire et son salaire doit lui être payé pour le temps qu'il a travaillé, au prorata des salaires mentionnés à l'article IV du présent décret et d'après la catégorie à laquelle il appartient.

XIII.— Tour client désirant de la marchandise d'épicerie ou de boucherie (en dehors des heures règlementaires fixées par le présent décret) dans un cas éventuel de décès, de maladie grave, ou de circonstance incontrôlable, doit fournir une preuve par écrit au vendeur.

XIV.— Toute personne, compagnie, corporation ou association faisant exclusivement le commerce du poisson n'est pas assujettie aux dispositions du présent décret.

XV.— Les salaires actuellement supérieurs aux minima fixés par le présent décret demeurent en vigueur pendant toute sa durée.

XVI.— *Durée du décret :* — Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pendant une période d'un (1) an. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention d'y mettre fin, au moins trente (30) jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
13784-o Greffier du Conseil Exécutif.

flour, butter, eggs, cheese and, also, the manufacturers of soft drinks of all kinds, of javel water, ice cream and of all other goods or foodstuffs governed by the present decree, whose products are normally distributed to the public through the medium of the retail merchants, shall not sell in retail to any one unless they are *bona fide* operating, in the said territory, a retail store or department.

X.— A commercial establishment governed by the present decree must be so located as to be separate from any tenement in order to make it a real place of business. This clause does not affect however, the commercial establishments operating before the coming into force of the present decree.

Proviso: — The provisions of sections I, VI, VII, VIII, IX and X of the present decree will never allow any infringment of the present or future by-laws of the City of Joliette relating to the establishments governed by the present agreement.

XI.— *Vacation with pay:* — After one year of service, every employee is entitled to six (6) days consecutive of vacation per year, paid at the regular wage rate mentioned in section IV of the present decree. However, after an agreement between the employer and the employee, the said vacation may be taken in two different periods distributed as follows: three (3) consecutive days in one week and four (4) consecutive days in another week, only one Sunday to be included in these seven (7) days of vacation.

XII.— Any employee hired or employed intermittently or specially, in excess of the regular staff, on particular circumstances or for some parts of the week, or working less than fifty seven (57) hours in any one week, on account for lack of work or some other reasons in the establishment where his services are required, is considered as extra or supernumerary employee and is paid for the time worked at the pro rata of the wages mentioned in section IV of the present decree and according to the category to which he belongs.

XIII.— Any customer wishing to buy grocery or meat (outside the regular hours determined by the present decree) on account of death, serious illness or an emergency will give a proof to that effect, in writing, to the seller.

XIV.— Any person, company, corporation or association dealing exclusively in the fish trade is not governed by the present decree.

XV.— The wages actually higher than the minimum rates established by the present decree remain in force for its entire duration.

XVI.— *Duration of the decree:* — The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective for a period of one (1) year. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party of its intention to have it come to an end at least thirty (30) days before its original expiration or before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
13784-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1330

Québec, le 18 avril 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil:

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs, juridiction de Saint-Hyacinthe a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter une modification au décret numéro 2683, du 9 octobre 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 mars 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a autorisé l'augmentation demandée en ce qui concerne les prix minima des services pour la coupe de cheveux des adultes, en date du 15 février 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2683, soit modifié de la façon suivante:

Les taux de la coupe de cheveux pour adultes dans la zone IV, à l'article VIII (Prix minima des services), sont remplacés par les suivants:

"*Zone IV:* — Les lundi, mardi mercredi, jeudi et vendredi..... 0.40
Le samedi et les veilles de fêtes chômées 0.45"

A. MORISSET,
13791-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1330

Quebec, April 18th, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the privisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers, jurisdiction of St. Hyacinthe, has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2683, of October 9th, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe;

WHEREAS the said request has been published in the issue of March 2nd, 1946, of the *Quebec Official Gazette;*

WEHERAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Wartime Prices and Trade Board has authorized, on February 15th, 1946, the increase requested in respect of the minimum prices of the services for adults haircuts;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2683, be amended as follows:

The price for an adult haircut in zone IV, section VIII (Minimum prices of services), are replaced by the following:

"*Zone IV:* — On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday..... $0.40.
On Saturday and holiday eves.... $0.45."

A. MORISSET,
13791-o Clerk of the Exécutive Council.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1329

Québec, le 18 avril 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des Barbiers et Coiffeurs, juridiction de Québec, a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter une modification au décret numéro 3365 du 1er septembre 1944 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 février 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du travail a approuvé la modification proposée dans ladite

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1329

Quebec, April 18th, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3365, of September 1st, 1944, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the issue of February 23rd, 1946, of the *Quebec Official Gazette,*

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional Labour Board has approved the amendment contained in the said

requête, par décision rendue à sa séance du 19 mars 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3365, soit modifié de la façon suivante:

L'alinéa "Zone V", du paragraphe "*a*" de l'article V, est remplacé par le suivant:

"*Zone V:* — Soixante (60) heures, réparties de la façon suivante:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 4.00 p.m.;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

A. MORISSET,
13790-o Greffier du Conseil Exécutif.

request by a decision taken at its meeting of March 19th, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3365, be amended as follows:

Paragraph "Zone V" of subsection "*a*" of section V is replaced by the following:

"*Zone V:* — Sixty (60) hours, distributed as follows:

On Monday: from 8.00 a.m. to 4.00 p.m.;

On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

On Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

A. MORISSET,
13790-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1328

Québec, le 18 avril 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'abrogation du décret numéro 3134 du 26 novembre 1937 et amendements, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3134 du 26 novembre 1937 et amendements, relatifs à l'industrie du meuble dans la province de Québec, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

A. MORISSET,
13789-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1328

Quebec, April 18th 1946
Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the repeal of the decree number 3134, of November 26th, 1937, and amendments, relating to the furniture industry in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 3134, of November 26th, 1937, and amendments, relating to the furniture industry in the province of Quebec, be annuled and repealed for all purposes of the law.

A. MORISSET,
13789-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1335

Québec, le 18 avril 1946.
Présent: Le Lieutenant Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une prolongation du décret relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, de la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret N° 3723 du 6 octobre 1944 et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans l'île de Montréal et un rayon de cinquante (50) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 1er juillet 1946.

A. MORISSET,
13793-o Greffier du Conseil Executif

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1335

Quebec, April 18th, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Cohncil.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the fur workers, wholesale trade, of the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 3723, of October 6th, 1944, and amendments, ralating to the fur workers, wholesale trade, in the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles from its limits, be extended until July 1st, 1946.

A. MORISSET,
13793-o Clerk of the executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1334

Québec, le 18 avril 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1334

Quebec, April 18th, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments to the decree relating to the tanning and currying industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier le décret numéro 523, du 5 février 1940 et amendements, relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 février 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU QUE les modifications proposées dans ladite requête ont été approuvées par le Conseil régional du Travail, par décision rendue à sa séance du 6 mars 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 523, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe 6 suivant est ajouté à l'article VIII-A:

"6.— *Paiement des vacances:*— La semaine de vacances doit être payée au taux de 1/52 du salaire gagné par le salarié pendant l'année de services continus. Cependant, dans le cas, où le salarié a été absent pour cause de maladie ou autres causes justifiables, on doit ajouter au salaire qu'il a gagné pendant l'année de servics le salaire minimum déterminé par le décret, suivant la zone, catégorie et classe, pour la période pendant laquelle ledit salarié a été absent pour cause justifiable."

2° Les mots "15 octobre 1943", mentionnés à l'article X, sont remplacés par les mots "15 janvier 1946".

3° L'article XVII est radié et remplacé par le suivant:

"XVII:— *Disputes industrielles:*— Dans le cas de dispute, en ce qui a trait à l'interprétation du présent décret, les intéressés doivent soumettre le cas au comité paritaire dans les sept (7) jours de la dispute; ce comité doit entendre les parties et rendre une décision dans les quinze (15) jours de l'audition des griefs."

A. MORISSET,
13792-o Greffier du Conseil Exécutif.

Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 523, of February 5th, 1940, and amendments, relating to the tanning and currying industry in the Province of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the issue of February 16th, 1946, of the *Quebec Official Gazette*,

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the amendments contained in the said request have been approved by the Regional Labour Board, by a decision taken at its meeting of March 6th, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 523, be amended as follows:

1. The following subsection 6 is added to section VIII-A:

"6.— *Vacation pay:*— The week's vacation shall be paid at the rate of 1/52 nd the wages earned by the employee during the year of continuous service. However, when there has been absences due to illness or other justifiable causes, the minimum wages determined by the decree for the zone, category and class of the employee concerned, and for the period of such absences, shall be added, for the purpose of computing the vacation pay, to the wages earned by the said employee during the said year of service."

2. The words "October 15th, 1943", mentioned in section X, are replaced by the words "January 15th, 1946".

3. Section XVII is deleted and the following substituted therefor:

"XVII.— *Industrial disputes:*— In the case of a dispute in the interpretation of the present decree, the interested parties shall submit the case to the Joint Committee within the seven (7) days following the said dispute; the committee will hear the parties and take a decision within the fifteen (15) days following the hearing od the grievances."

A. MORISSET,
13792-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE CLYDE

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité du Canton Clyde, Comté de Labelle, que le Lieutenant-Gouverneur a approuvé, en date du 21 mars 1946, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil Exécutif, le changement de nom de la municipalité du canton Clyde en celui de "municipalité de La Conception".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code Municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

La Conception, 15 avril 1946.

Le Maire,
J.-O. BESSETTE,
Le Secrétaire-trésorier,
13750-o JOS. BÉLANGER.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF CLYDE

Notice is hereby given by the mayor and secretary treasurer of the municipality of the township of Clyde, county of Labelle, that the Lieutenant-Governor has, under date of March 21, 1946, pursuant to a report of a Committee of the Honourable the Executive Council, approved the change of name of the municipality of the township of Clyde, to that of "Municipality of La Conception".

In conformity with the provisions of article 48 of the Municipal Code, said change of name shall come into force from and after the date of publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

La Conception, April 15, 1946.

J.-O. BESSETTE,
Mayor,
JOS. BÉLANGER,
13750 Secretary Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Constructeurs de Navires, Local N° 1", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13751-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Constructeur de Navire, Local No. 1", for the study, defence and promotion of the ecpnomic, social and moral interests of the profession, has beeen authorized by the Provincial Secretary on April 5, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
13751 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Manseau", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Manseau, district de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13752-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Manseau", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Manseau, district of Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI,
13752 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sayabec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 16 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sayabec, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13753-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sayabec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 16, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sayabec, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
13753 Under Secretary of the Province.

Avis est apr les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Étincelle", en date du 1er octobre 1945, dont le siège social est à l'École Supérieure Saint-Edouard, 525, est, rue Beaubien, Montréal, comté de Laurier, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 octobre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13754-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Étincelle" under date the 1st day of October, 1945, whereof the head office is at L'École Supérieure Saint-Edouard, 525 Beaubien street East, Montreal, county of Laurier, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th of October, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
13754 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Téléphone de Roquemaure", en date du 17 mars 1946, dont le siège social est situé à Roquemaure, comté d'Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13772-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Téléphone de Roquemaure" under date the 17th day of March, 1946, whereof the head office is at Roquemaure, county of Abitibi-West, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th of April, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13772 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une association, sous le nom de "The Aircraft Builders' Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisé par le Secrétaire de la Province le 17 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13755 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1946, les règlements comprenant les chapitres I à VI inclusivement de "L'Association des Propriétaires de Kénogami", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 28 janvier 1946, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation (S.R.Q., 1941, chapitre 304) et aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1946.

Le Sous- secrétaire de la Province,
13759-o JEAN BUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de N.-D.-d'Hébertville" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Notre-Dame-d'Hébertville, district de Roberval.

Le Sous-secrétire de la Province,
13760-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Ursule", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Ursule, district des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13761-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Saint-Sixte", en date du 4 avril 1946, dont le siège social est situé à Saint-Sixte, comté de Papineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13788-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association, under the name of "The Air-Craft Builders' Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
13755-o Under Secretary of the Province.

Notice is given that by Order in Council dated March 21, 1946, the By-laws, including chapters I to VI inclusively, of "L'Association des Propriétaires de Kénogami, "as adopted at the the general meeting held January 28, 1946, have been approved, and such in conformity with the provisions of section 8 of the Recreation Clubs Act (R.S.Q. 1941), chapter 304) and with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, March 27, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13759 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de N.-D.-d'Hébertville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 7th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Notre-Dame-d'Hébertville, district of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,
13760 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Ursule" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Ursule, district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,
13761 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Saint-Sixte", under date the fourth day of April, 1946, whereof the head office is at Saint-Sixte, county of Papineau, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of April, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13788 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de la National Hosiery Mill", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Richmond, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13773-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Hélène-de-Chester", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Hélène-de-Chester, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13774-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Jacques-Cartier", en date du 14 mars 1946, dont le siège social est situé au numéro 1287, rue Hart. Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13775-o JEAN BRUCHÉSI.

Paroisse de St-Ambroise
Comté de Chicoutimi

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 58, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100: Nos C-8, 15 et 27.

Dénomination de $500: Nos D-5, 29 et 30.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er juin 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
13779-o (Signé) ART.-E. ASSELIN.

Municipalité du Canton Taché

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 41, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100: Nos C-21, 35, 46, 88, 110, 112, 113, 115 et 123.

Dénomination de $500: Nos D-13, 26, 27, 76 et 83.

Les dites obligations seront remboursables le 1er juin 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
13780-o (Signé) J.-A. TREMBLAY.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de la National Hosiery Mill" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Richmond, district of Saint Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
13773 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Hélène-de-Chester" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 12th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Hélène-de-Chester, district of Arthabaski.

JEAN BRUCHÉSI,
13774 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Jacques-Cartier", under date the fourteenth day of March, 1946, whereof the head office is at No. 1287 Hart Street, Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1946.

JEAN BRUCHESI,
13775 Under Secretary of the Province.

Parish of St-Ambroise
County of Chicoutimi

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 58, were drawn by lots:

Denomination of $100: Nos. C-8, 15 and 27.

Denomination of $500: Nos D-5, 29 and 30.

The said bonds will be redeemable on the 1st of June, 1946, the date upon which they shall cease to bear interest.

(Signed) ART. E. ASSELIN,
13779 Secretary Treasurer.

Municipality of the Township Taché

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 41, were drawn by lots:

Denomination of $100: Nos. C-21, 35, 46, 88, 110, 112, 113, 115 and 123.

Denomination of $500: Nos. D-13, 26, 27, 76 and 83.

The said bonds will be redeemable on the 1st of June, 1946, the date upon which they shall cease to bear interest.

(Signed) J.-A. TREMBLAY,
13780 Secretary Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Gertrude", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Gertrude, district de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13762-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Monique", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Monique, district de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13763-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Épiphane", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Épiphane, district de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13764-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ludger", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Ludger, district de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13765-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Propriétaires de Bateaux à moteur du St-Laurent", en date du 10 avril 1946, dont le siège social est situé à Saint-Joseph-de-la-Rive, comté de Charlevoix, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13805-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Gertrude" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Gertrude, district of Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI,
13762 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Monique", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 10, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Monique, district of Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI,
13763 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Épiphane" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Épiphane, district of Kamouraska.

JEAN BRUCHÉSI,
13764 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ludger", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Ludger, district of Beauce.

JEAN BRUCHÉSI,
13765 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Propriétaires de Bateaux à moteur du St-Laurent", under date the tenth day of April, 1946, whereof the head office is at Saint-Joseph-de-la-Rive, county Charlevoix, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13805 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " L'Union Canadienne des Ouvriers du Textile, Local N° 1 ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13766-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le trosième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif " Syndicat Coopératif de la Fabrique du Village de Notre-Dame-de-Ham ", en date du 21 mars 1946, dont le siège social est à Notre-Dame-de-Ham, comté de Wolfe, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13767-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Vianney ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province de Québec, le 13 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Vianney, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13770-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Félix-de-Dalquier ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Félix, district d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13771-o JEAN BRUCHÉSI.

"Laurentide Inn Incorporated"

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie Laurentide Inn Incorporated tenue le 4ième jour d'avril 1946, à laquelle tous les actionnaires étaient présents.

"Il a été proposé, secondé et unanimement résolu:

Que le règlement N° 6 soit amendé en rayant les mots suivants: "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of " L'Union Canadienne des Ouvriers du Textile, Local No. 1 ", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, district of Saint Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
13766 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate " Syndicat Coopératif de la Fabrique du Village de Notre-Dame-de-Ham ", under date the twenty-first day of March, 1946, whereof the head office is at Notre-Dame-de-Ham, county of Wolfe, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13767 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Vianney ", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 13, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Vianney, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
13770 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Félix-de-Dalquier ", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 10, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Félix, district of Abitibi.

JEAN BRUCHÉSI,
13771 Under Secretary of the Province,

"Laurentide Inn Incorporated"

Extract from the minutes of a special general meeting of shareholders of Laurentide Inn Incorporated, held on the 4th day of April 1946, at which all the shareholders were present.

"It was moved, seconded, and unanimously resolved:

That By-Law No. 6 be amended by deleting the following words: "The affairs of the Company shall be managed by a Board of six Direc-

de six directeurs dont une majorité formera quorum", et en y substituant: "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de trois directeurs dont une majorité formera quorum".

Daté à Montréal, ce 12ième jour d'avril 1946

Copie conforme certifiée.

LAURENTIDE INN INCORPORATED,
Le Secrétaire-trésorier,
13804 HAROLD T. GREETHAM.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 24 avril 1946, approuvé les règlements I à XIX inclusivement, XIXA-B-C-D-E-F et XX à XXXVI inclusivement de "The Quebec Yacht Club", et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation (S.R.Q., 1941, ch. 304) et aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, ch. 276), telles que modifiées par l'article 5 du Bill N° 52, sanctionné le 17 avril 1946.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13803-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Katevale", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Katevale, district de St-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13786-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Propriétaires de Taxis de Régie de Valleyfield", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13821-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'assistant-procureur général, les règlements I à XXXI inclusivement de "Canadian Downhill Ski Runs Association", tels qu'adoptés aux assemblées tenues les 1er et 29 mars 1946, ont été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province le 18ième jour d'avril 1946, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'amendé par 10 George VI, bill N° 52 sanctionné le 17 avril 1946.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 25ième jour d'avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13826 JEAN BRUCHÉSI.

---

tors of whom a majority shall form a quorum", and substituting therefor: "The affairs of the Company shall be managed by a Board of three Directors of whom a majority shall form a quorum".

Dated at Montreal, this 12th day of April, 1946.

Certified true copy.

LAURENTIDE INN INCORPORATED,
HAROLD T. GREETHAM,
13804-o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on the 24th of April 1946, approved by-laws I to XIX inclusively, XIXA-B-C-D-E-F and XX to XXXVI inclusively of "The Quebec Yacht Club", and such, in conformity with the provisions of section 8 of the Amusement Clubs Act (R. S. Q., 1941, chap. 304) and the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chap. 276), as amended by section 5 of Bill No. 52, sanctioned on April 17, 1946.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 24, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13803 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Katevale", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interets of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 4th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Katevale, district of St. Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
13786 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Propriétaires de Taxis de Régie de Valleyfield", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois.

JEAN BRUCHÉSI,
13821 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws I to XXXI inclusive of "Canadian Downhill Ski Runs Association", as adopted at the meetings held on March 1st and 29th, 1946, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 18th day of April, 1946, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act, as amended by 10 George VI, Bill N. 52, assented to April 17th, 1946.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13826-o Under Secretary of the Province.

Avis de changement de nom

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le 24 avril 1946, l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé le "Syndicat National des Employés de la Filature du Saguenay" à changer son nom en celui de "Le Syndicat National du Textile de Chicoutimi", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chap. 162), telles que modifiées au cours de la dernière session par l'article 3 du Bill N° 52, sanctionné le 17 avril 1946.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13822-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice of Change of Name

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that, on April 24, 1946, the Honourable the Provincial Secretary authorized the "Syndicat National des Employés de la Filature du Saguenay" to change its name to that of "Le Syndicat National du Textile de Chicoutimi", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941 chap. 162) as amended in the course of the last session by article 3 of Bill 52, sanctioned April 17, 1946.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 25, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13822 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 18 avril 1946, une autorisation a été accordée à la compagnie "Indemnity Insurance Company of North America" de se porter caution en justice, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de garantie (S.R.Q. 1941, chapitre 285).

Le bureau principal de la corporation dans la province de Québec est établi en la cité de Montréal, et son agent principal dans ladite Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, est M. B. T. Lattimer, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 25ième jour d'avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13825 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated April 18th, 1946, authorization was granted to "Indemnity Insurance Company of North America" to become a judicial surety, pursuant to the provisions of the Guarantee Companies Act (Q.R.S., 1941, Chapter 285).

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established in the City of Montreal, and its chief agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, is Mr. B. T. Lattimer, of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13825-o Under Secretary of the Province.

Chambre du Conseil législatif

Québec, 17 avril, 1946.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

9 Loi concernant la juridiction des tribunaux du district de Richelieu.
18 Loi constituant le département du bien-être social et de la jeunesse.
20 Loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.
31 Loi pour combattre la tuberculose.
33 Loi modifiant la Loi de l'électrification rurale.
35 Loi pour instituer un service provincial de publicité.
38 Loi pour aider à l'établissement d'une école d'hygiène à Montréal.
39 Loi modifiant la Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec.
43 Loi concernant la municipalité de la partie ouest du canton de Romieu et les municipalités du canton de Dalibaire et de la paroisse de Sainte-Félicité.
44 Loi validant certains enregistrements faits dans les divisions d'enregistrement de Joliette et de Dorchester.

Legislative Council Chamber

Quebec, 17 th of april, 1946.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

9 An Act respecting the jurisdiction of the courts in the district of Richelieu.
18 An Act to constitute the Department of Social Welfare and of Youth.
20 An Act to promote mining and industrial development within New Quebec.
31 An Act to combat tuberculosis.
33 An Act to amend the Rural Electrification Act.
35 An Act to institute a Provincial Publicity Service.
38 An Act to contribute to the establishment of a School of Health at Montreal.
39 An Act to amend the Act to establish the Quebec Hydro-Electric Commission.
43 An Act respecting the municipality of the west part of the township of Romieu and the municipalities of the township of Dalibaire and of the parish of Sainte-Félicité.
44 An Act to validate certain registrations made in the registration divisions of Joliette and of Dorchester.

45 Loi pour changer le nom du district judiciaire de Montcalm.

46 Loi modifiant le Code municipal.

47 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.

48 Loi pou assurer le progrès de l'éducation.

49 Loi pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur.

50 Loi concernant la juridiction de la Cour de magistrat de district.

51 Loi concernant les membres du Conseil exécutif, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

52 Loi concernant l'approbation de certaines procédures.

53 Loi pour faciliter l'établissement des jeunes.

54 Loi modifiant la Loi des jurés.

56 Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.

57 Loi modifiant la Loi de la curatelle publique.

58 Loi concernant la Commission des accidents du travail de Québec.

59 Loi modifiant l'article 1213 du Code de procédure civile.

60 Loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

101 Loi modifiant la charte de la cité de Joliette et annexant de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette.

119 Loi modifiant la charte de la cité de Granby.

121 Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville.

123 Loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

125 Loi concernant l'Association des infirmières de la province de Québec.

127 Loi concernant la cité et les commissaires d'écoles du Cap-de-la-Madeleine.

129 Loi concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault.

131 Loi modifiant la charte de Crown Trust Company.

134 Loi modifiant la charte de la ville de Roxboro.

138 Loi constituant en corporation l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec.

139 Loi changeant le nom de famille de George Baranovsky *et uxor* en celui de Bromley.

140 Loi changeant les noms de Joseph Chrzaszcz, Carolina Chrzaszcz, Stéphanie Frances Chrzaszcz, Frank Chrzaszcz, Henry Chrzaszcz, Edward Chrzaszcz, et John Walter, Chrzaszcz, en ceux de Joseph Kross, Carolina Kross, Stephanie Frances Kross, Frank Kross, Henry Kross, Edward Kross et John Walter Kross respectivement.

141 Loi modifiant la charte de la Ville-des-Iles-Laval.

145 Loi relative à la ville de Coaticook.

147 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

150 Loi concernant la succession de dame Léona Masse-Dufresne.

153 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

154 Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre le Dr Samuel David Brigel à

45 An Act to change the name of the judicial district of Montcalm.

46 An Act to amend the Municipal Code.

47 An Act to amend the Courts of Justice Act.

48 An Act to ensure the Progress of Education.

49 An Act to insure the full output of the Central Electric Station of the Province on the Upper Ottawa River.

50 An Act respecting the jurisdiction of the District Magistrate's Court.

51 An Act respecting the members of the Executive Council, of the Legislative Council and of the Legislative Assembly.

52 An Act respecting the approval of certain proceedings.

53 An Act to facilitate the establishing of Youth.

54 An Act to amend the Jury Act.

56 An Act to amend the Quebec Companies Act.

57 An Act to amend The Public Curatorship Act.

58 An Act concerning the Quebec Workmen's Compensation Commission.

59 An Act to amend Article 1213 of the Code of Civil Procedure.

60 An Act to provide for a rational exploitation of certain forest lands.

101 An Act to amend the charter of the city of Joliette and to annex new territories to the school municipality of the town of Joliette.

119 An Act to amend the charter of the city of Granby.

121 An Act to amend the charter of the town of Louiseville.

123 An Act respecting the estate of the late François-Xavier Beaudry.

125 An Act respecting the Association of Nurses of the Province of Quebec.

127 An Act respecting the city and the school commissioners of Cap-de-la-Madeleine.

129 An Act respecting the estate of Joseph Narcisse Perrault.

131 An Act to amend the charter of Crown Trust Company.

134 An Act to amend the charter of the town of Roxboro.

138 An Act to incorporate the Certified General Accountants' Association of the province of Quebec.

139 An Act to change the family name of George Baranovsky *et uxor* from Baranovsky to Bromley.

140 An Act to change the name of Joseph Chrzaszcz, Corolina Chrzaszcz, Stephanie Frances Chrzaszcz, Frank Chrzaszcz, Henry Chrzaszcz, Edward Chrzaszcz, and John Walter Chrzaszcz, to Joseph Dross, Carolina Kross, Stephanie Frances Kross, Frank Kross, Henry Kross, Edward Kross and John Walter Kross, respectively.

141 An Act to amend the charter of the Town of Laval Islands.

145 An Act respecting the town of Coaticook.

147 An Act to amend the charter of the city of Verdun.

150 An Act respecting the estate of Dame Léona Masse-Dufresne.

153 An Act to amend the charter of the city of Trois-Rivières.

154 An Act to authorize The College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit Dr. Samuel David Brigel to the

l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste, après examen.
155 Loi concernant la ville de Mont-Royal.
157 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.
158 Loi concernant la succession de feu l'honorable Lawrence A. Wilson.
159 Loi modifiant la charte de la ville de Forestville.
160 Loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec, à admettre Paul Radakir à la pratique du génie civil après examen.
161 Loi ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile Village, dans le comté de Portneuf, province de Québec.
163 Loi constituant en corporation La congrégation missionnaire des Pères du Saint-Esprit.
164 Loi constituant La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de de la province de Québec.
165 Loi changeant le nom de Ludger Craig Amiot en celui de Ludger Craig Murdock.
166 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre George Borchardt à la pratique de la chirurgie-dentaire après examen.
167 Loi concernant la succession de l'honorable Charles Séraphin Rodier.
168 Loi modifiant la charte de la cité de Lévis.
169 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, dans le comté de Dorchester.
201 Loi pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification.
202 Loi modifiant la Loi du barreau.
205 Loi concernant la cité de Montréal.
206 Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

42 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947 et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill".

practice of the profession of surgeon dentist, after examination.
155 An Act respecting the town of Mount Royal.
157 An Act respecting the Catholic School Commission of Verdun.
158 An Act respecting the estate of the late Honourable Lawrence A. Wilson.
159 An Act to amend the charter of the town of Forestville.
160 An Act to authorize the corporation of professional engineers of Quebec, to admit Paul Radakir to the practice of civil engineering after examination.
161 An Act to ratify certain resolutions of the municipal corporation of Saint-Basile and of the school commissiones for the municipality of Saint-Basile Village, in the county of Portneuf, Province of Quebec.
163 An Act to incorporate La congrégation missionnaire des Pères du Saint-Esprit.
164 An Act to incorporate La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholique de la province de Québec.
165 An Act to change the name of Ludger Craig Amiot to that of Ludger Craig Murdock.
166 An Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit George Borchardt to the practice of dental surgery after examination.
167 An Act respecting the estate of the Honourable Charles Séraphin Rodier.
168 An Act to amend the charter of the city of Lévis.
169 An Act respecting the School Commissioners for the municipality of Sainte-Germaine du Lac Etchemin, in the county of Dorchester.
201 An Act to regulate the practice of accountancy and auditing.
202 An Act to amend the Bar Act.
205 An Act respecting the City of Montreal.
206 An Act to amend the Quebec Dental Act.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills".

42 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year eading on the 31st of March, 1947, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their benevolence and assents to this bill".

DISCOURS DU TRONE

PROROGATION

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La session qui se termine aujourd'hui a été remarquable tant par sa brièveté exceptionnelle que par l'importance des législations fructueuses qui vous ont été soumises et que vous avez adoptées.

Ces lois contribueront, sans aucun doute, au progrès de l'éducation, à la prospérité de l'agriculture et de la colonisation, au bien-être et au

SPEECH FROM THE THRONE

PROROGATION

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

The Session which ends to-day has been remarkable for its exceptional brevity and for the importance of the fruitful legislation which has been submitted to and approved by you.

These laws will no doubt contribute to the progress of Education, to the prosperity of Agriculture and of Colonization, to the wellbeing and

bonheur de la classe ouvrière ainsi qu'à l'établissement de meilleures conditions pour toutes les classes de notre société.

Le vote d'une somme de dix millions pour combattre la tuberculose, la loi pour assurer de saines finances scolaires et l'augmentation des subsides pour les fins du prêt agricole seront particulièrement bienvenus dans des domaines essentiels et vitaux, ceux de la santé, de l'éducation et de l'agriculture.

Au cours des prochaines semaines se continueront les travaux très importants de la Conférence inter-gouvernementale canadienne, à Ottawa. Mon gouvernement est heureux de réitérer son irrévocable décision de veiller au respect intégral et à la sauvegarde des droits et prérogatives qui nous ont été reconnus par la constitution canadienne.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment de proroger la Législature, je forme des vœux pour votre bonheur ainsi que pour celui de vos familles, et je prie la divine Provicence de répandre ses plus abondantes bénédictions sur notre chère province et d'assurer au monde une paix juste et durable, fondée sur les enseignements du Christ.

13783-o

happiness of the labouring class as well as to the establishment of better conditions for all classes of our society.

The voting of a sum of ten million dollars to fight tuberculosis, the Act to ensure sound school finances and the increase of subsidies for the purposes of farm credit, will be particularly welcome in three vital and essential domains, those of Health, of Education and of Agriculture.

During the coming weeks the highly important activities of the Canadian Inter-Governmental Conference will be continued at Ottawa.

My Government is pleased to reiterate its irrevocable decision to see to it that the rights and prerogatives of the Province, which are recognized by the Canadian Constitution, shall be fully safeguarded and protected.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

In the name of His Majesty I thank you for having voted the moneys needed for the administration of the Province.

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,

Gentlemen of the Legislative Assembly,

In proroguing today the Session of the Legislature, I pray Divine Providence to grant you and yours enduring happiness, to bestow benedictions in fullest measure on our dear Province and to bless the world with a just and lasting peace, based on the teachings of Christ.

13783-o

Chartes — Abandon de

La compagnie Payore Consolidated Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle) donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera au au Procureur général, au ministre des affaires municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qui sera fixée.

Daté à Montréal, ce 24ième jour d'avril 1946.

Le Secrétaire,
MORRIS J. CAIRNS.

13809

AVIS

Les Industries Pont-Rouge, Limitée — Pont-Rouge Industries, Limited, corporation ayant obtenu des Lettres Patentes, mais ne les ayant jamais utilisées s'adressera au Procureur général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner les dites Lettres Patentes.

Drummondville, le 23 avril 1946.

Le Procureur de la compagnie,
ANTOINE BIRON.

13811-o

Charters — Surrender of

Payore Consolidated Mines Limited (No Personal Liability) hereby gives notice that it will make application to the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce for acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed.

Dated at Montreal this 24th day of April, 1946.

MORRIS J. CAIRNS,
Secretary.

13809-o

NOTICE

"Les Industries Pont-Rouge, Limitée" — Pont-Rouge Industries, Limited, a securation having secured letters patent but never having made use thereof, will apply to the Attorney General of the Provinec of Quebec, for leave to surrender the said letters patent.

Drummondville, April 23, 1946.

ANTOINE BIRON,
Attorney for the Company.

13811

Département de l'Agriculture

Avis de changement du nom de la "Société Coopérative Agricole de Ste-Martine" en celui de "Société Coopérative Agricole du Comté de Châteauguay."

Avis est par le présent donné qu'il a plu au Ministre de l'Agriculture, à la demande du bureau

Department of Agriculture

Notice of change of name of the "Société Coopérative Agricole de Ste-Martine" to that of "Société Coopérative Agricole du Comté de Châteauguay".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of

de direction de la Société Coopérative Agricole de Ste-Martine, société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publié à la *Gazette Officielle de Québec*, le 22 décembre 1934, de changer le nom de cette société coopérative en celui de "Société Coopérative Agricole du Comté de Châteauguay".

Québec, ce vingt-troisième jour d'avril 1946.
Le Sous-ministre de l'Agriculture,
13810-o JULES SIMARD.

the board of directors of the "Société Coopérative Agricole de Ste-Martine", a cooperative association formed under the Cooperative Agricultural Associations Act, and notice of formation whereof was published in the *Quebec Official Gazette* of December 22, 1934, to change the name of the said cooperative association to that of "Société Coopérative Agricole du Comté de Châteauguay".

Quebec, this twenty-third day of April, 1946.
JULES SIMARD,
13810 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 464-45

Québec, le 23 avril 1946.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Philippe, comté de Laprairie, le territoire ci-dessous décrit, et de l'ériger en municpalité scolaire distincte sous le nom de "la paroisse de St-Philippe", même comté, qui comprendra les lots suivants, tous inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de St-Philippe, savoir:

Les lots 1 à 52 et 54 à 67, 84 à 152, 155, 193 à 298, 298-*a*, 299 à 307 et le lot 1 au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jacques-le-Mineur;

Une partie du lot N° 80, bornée vers le sud-ouest par le lot 391 (chemin de fer); vers le nord-est par les lots 62 et 63; vers le nord-ouest par le lot 77; vers le sud-est par le lot 81;

Une partie du lot 81, bornée vers le sud-ouest par le lot 391 (chemin de fer); vers le nord-est par les lots 63 et 64; vers le nord-ouest par le lot 80 et vers le sud-est par le lot 82;

Une partie du lot 16 bornée vers le sud-ouest par le ruisseau St-André; vers le nord-est par le résidu du lot 165, vers le sud-est par le lot N° 164, vers le nord-ouest par un chemin public;

Une partie du lot 162, bornée vers le sud-ouest par le ruisseau St-André, vers le nord-est par le résidu du lot 162, vers le nord-ouest par le lot 163 et vers le sud-est par le lot 161;

Une partie du lot 159 bornée vers le sud-ouest par le ruisseau St-André; vers le nord-est par le résidu du lot 159, vers le nord-ouest, par le lot 161 et vers le sud-est, par le lot 158;

Une partie du lot 391, bornée à un bout, vers le sud-est, par la ligne de division entre la paroisse de St-Philippe et celle de Ste-Marguerite de Blairfindie et la paroisse de St-Jacques-le-Mineur; à l'autre bout, vers le nord-ouest, par la ligne de division entre les lots 83 et 84; d'un côté vers le sud-ouest par les parties des lots 84, 67, 31, 30, 29, 28, 14, 14 et 15; de l'autre côté, vers le nord-est, par les parties des lots 84, 66 67, 31, 30, 29, 28, 14, 13 et 15;

Une partie du lot N° 391, bornée à un bout vers le nord-ouest par la ligne de division entre les paroisses de St-Philippe et la paroisse de St-Constant; à l'autre bout, vers le sud-est, par le ruisseau St-André; d'un côté vers le sud-ouest par les parties des lots 250, 252, 253, 254, 255, 257, 258; de l'autre côté vers le nord-est, par les parties des lots 250, 252, 253, 254, 255, 257, 258.

Pour le Surintendant,
13802-17-2-o B.-O. FILTEAU.

Department of Education

No. 464-45

Quebec, April 23, 1946.

Application is made to detach from the school municipality of St-Philippe, county of Laprairie, the territory hereinbelow described, and to erect it into a separate school municipality under the name of "the Parish of St-Philippe", same county, which will comprise the following lots, all inclusively, of the official plan and book of reference of St-Philippe, to wit:

Lots 1 to 52 and 54 to 67, 84 to 152, 155, 193 to 298, 298-*a*, 299 to 307 and lot 1 of the official plan and book of reference of the parish of St-Jacques-le-Mineur;

A part of lot No. 80, bounded on the southwest by lot 391 (railway); on the northeast by lots 62 and 63; on the northwest by lot 77; on the southeast by lot 81;

A part of lot 81, bounded on the southwest by lot 391 (railway); on the northeast by lots 63 and 64; on the northwest by lot 80 and on the southeast by lot 82;

A part of lot 165, bounded on the southwest by the St-André stream; on the northeast by the residue of lot 165, on the southeast by lot No. 164, on the northwest by a public road;

A part of lot 162, bounded on the southwest by the St-André stream, on the northeast by the residue of lot 162, on the northwest by lot 163 and on the southeast by lot 161;

A part of lot 159, bounded on the southwest by the St-André stream; on the northeast by the residue of lot 159, on the northwest, by lot 161 and on the southeast by lot 158;

A part of lot 391, bounded at one end, to the southeast, by the division line between the parish of St-Philippe and that of Ste-Marguerite de Blairfindie and the parish of St-Jacques-le-Mineur; at the other end, to the northwest, by the division line between lots 83 ans 84; on one side to the southwest by parts of lots 84, 67, 31, 30, 29, 28, 14, 13 and 15; on the other side, to the northeast, by parts of lots 84, 66, 67, 31, 30, 29, 28, 14, 13 and 15;

A part of lot 391, bounded at one end to the northwest, by the division line between the parishes of St-Philippe and the parish of St-Constant; at the other end, to the southeast, by the St-André stream; on one side to the southwest by parts of lots 250, 252, 253, 254, 255, 257, 258; on the other side, to the northeast, by parts of lots 250, 252, 253, 254, 255, 257, 258.

B.-O. FILTEAU,
13802-17-2 For the Superintendent.

N° 1315-45

Québec, le 23 avril 1946.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire protestante de Mann, comté de Bonaventure, à celle de Shoolbred, même comté. Cette annexion s'appliquera aux contribuables protestants seulement.

Pour le Surintendant,
13801-17-2-o B.-O. FILTEAU.

N° 239-46

Québec, 24 avril 1946.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, comté de Mégantic, le lot 297 du cadastre officiel appartenant à M. Herménégilde Champagne, et de l'annexer à la municipalité scolaire de St-Jean-de-Brébeuf, même comté.

Pour le Surintendant,
13800-17-2-o B.-O. FILTEAU.

N° 837-43

Québec, le 25 avril 1946.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Rose-de-Watford, comté de Dorchester, le territoire qui fut annexé à St-Prosper, au point de vue municipal, par proclamation officielle en date du 15 novembre 1944, publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, du 25 novembre 1944, à la pge 2444, et de l'annexer à la municipalité scolaire de St-Prosper, même comté.

Le Surintendant,
13812-17-2-o VICTOR DORÉ.

No. 1315-45

Quebec, April 23, 1946.

Application is made to annex the Protestant school municipality of Mann, county of Bonaventure, to that of Shoolbred, same county.

This annexation to apply to Protestant taxpayers only.

B.-O. FILTEAU,
13801-17-2 For the superintendent.

No. 239-46

Québec, April 24, 1946.

Application is made to detach from the school municipality of Inverness, county of Megantic, lot 297 of the official cadastre belonging to Mr. Herménégilde Champagne, and to annex the same to the school municipality of St-Jean-de-Brébeuf, same county.

B.-O. FILTEAU,
13800-17-2 For the Superintendent.

No. 837-43

Quebec, April 25, 1946.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Rose-de-Watford, county of Dorchester, the territory which was annexed to St-Prosper, from a municipal viewpoint, by an official proclamation dated November 15, 1944, published in the *Quebec Official Gazette* of November 25, 1944, on page 2444, and to annex the same to the school municipality of St-Prosper, same county.

VICTOR DORÉ,
13812-17-2 Superintendent.

Département des Terres et Forêts

Québec, le 17 avril 1946.

Par décision de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, des examens pour établir la compétence des aspirants à la pratique du mesurage des bois abattus sur les terres de la Couronne, ou sur lesquels la Couronne a des droits à exercer, ou des redevances à percevoir pour fins d'administration ou de revenu, seront tenus, aux dates et endroits suivants:

17 juin, à Giffard (scierie Bélanger & Fils).

Pour les candidats des comtés de Charlevoix, Montmorency, Québec, l'Islet, Montmagny, Bellechasse, Dorchester, Beauce, Lotbinière, Mégantic et Frontenac.

26 juin, à Rimouski (scierie de Price Brothers & Company Limited).

Pour les candidats des comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure, Matapédia, Matane, Rimouski, Témiscouata, Rivière-du-Loup et Côte Nord.

3 juillet, à Trois-Rivières (scierie St-Maurice River Boom, radeau de trillage).

Pour les candidats des comtés des Cantons de l'Est, de St-Maurice, Laviolette, Champlain, Berthier, Joliette, Maskinongé, Montcalm, l'Assomption, etc . . .

10 juillet, à Maniwaki (scierie G. M. Strong Limited).

Pour les candidats des comtés de Terrebonne, Argenteuil, Labelle, Gatineau, Pontiac, Deux-Montagnes, Vaudreuil, et les comtés de Montréal etc . . .

Department of Lands and Forest

Quebec, April the 17th, 1946

By decision of the Honourable Minister of Lands and Forests, examinations to prove the competency of candidates for the scaling of timber cut on Crown Lands or timber liable to Crown duties or administrative fees, will be held at the a following dates and places:

June 17th, at Giffard (sawmill of Bélanger & Fils).

For the candidates of the counties of Charlevoix, Montmorency, Quebec, l'Islet, Montmagny, Bellechasse, Dorchester, Beauce, Lotbinière, Mégantic and Frontenac.

June 26th, at Rimouski (sawmill of Price Brothers & Co. Limited).

For the candidates of the counties of North Gaspé, South Gaspé, Bonaventure, Matapédia, Matane, Rimouski, Témiscouata, Rivière-du-Loup and North Shore.

July 3rd, at Trois-Rivières (St. Maurice River Boom Association, Sorting Boom).

For the candidates of the counties of St. Maurice, Eastern Counties, Laviolette, Champlain, Berthier, Joliette, Maskinongé, Montcalm, Assomption, etc . ..

July 10th, at Maniwaki (sawmill of G. M. Strong Limited).

For the candidates of the counties of Terrebonne, Argenteuil, Labelle, Gatineau, Pontiac, Deux-Montagnes, Vaudreuil and Montreal counties, etc . . .

17 juillet, à Rouyn (scierie McWatters, dépôt Canadian International Paper Co.).

Pour les candidats des comtés de Rouyn-Noranda, Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Témiscamingue, etc. . .

24 juillet, à Chicoutimi (La Cie Industrielle du Saguenay).

Pour les candidats des comtés de Lac St-Jean, Roberval, Chicoutimi, Saguenay, etc . . .

Les candidats sont priés d'être à l'un des endroits précités pour 9 hrs a.m. Aucun candidat qui n'a pas fait de pratique dans le mesurage durant au moins deux exercices, et qui n'est âgé de 21 ans révolus et citoyen canadien, ne sera admis aux examens.

Tout candidat doit faire sa demande d'admission au Bureau du mesurage, Service Forestier à Québec, au moins quatre jours avant la date des examens.

13799-o

July 17th, at Rouyn (sawmill of McWatters depot of the Canadian International Paper Co.)

For the candidates of the counties of Rouyn-Noranda, East of Abitibi, West of Abitibi, Témiscamingue, etc . . .

July 24th, at Chicoutimi (La Cie Industrielle du Saguenay).

For the candidates of the counties of Lac St-Jean, Roberval, Chicoutimi, Saguenay, etc . . .

The candidates must be in attendance at the above mentioned places by 9 a.m. No candidate shall be admitted unless he is 21 years of age, a Canadian citizen and has been engaged in the practice of scaling for at least two seasons.

All candidates must send their application to the Scaling Bureau, Forest Service — Quebec, at least four days before the date set for the examination.

13799-o

Département du Travail

ERRATUM

L'avis d'approbation de règlements, publié dans l'édition du 6 avril 1946 de la *Gazette officielle de Québec*, page 1033, concernant le Comité paritaire des barbiers du district de St-François, est corrigé de la façon suivante:

Dans la version française à la dixième ligne, le chiffre 4864 doit se lire "4684".

Dans la version anglaise, à la huitième ligne, on doit lire "September 6th" au lieu de September 5th.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 avril 1946. 13797-o

Avis d'aprobation de règlements

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 639 du 21 février 1946, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1323 du 18 avril 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 avril 1946. 13798-o

Avis de modification de règlements

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3867 du 20 septembre 1945, amendés par l'arrêté numéro 4223 du 4 octobre 1945, ont été de nouveau modifiés par l'arrêté en conseil numéro 1322 du 18 avril 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 avril 1946. 13794-o

Department of Labour

ERRATUM

The notice of approval of by-laws, published in the issue of April 6th, 1946, of the *Quebec Official Gazette*, page 1033, concerning the Joint Committee of the Barbers for the District of St. Francis, is corrected as follows:

In the French version, in the tenth line, the figure 4864 should read "4684".

In the English version, in the eighth line, 'September 5th" should read "September 6th".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 27th, 1946. 13797-o

Notice of Approval of By-Laws

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the constitution and the by-law of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, formed under decree number 639, of February 21st, 1946, and whose corporate seat is located in the City of Montreal, have been approved by Order in Council number 1323, of April 18th, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour,.

Department of Labour.
Quebec, April 27th, 1946. 13798-o

Notice of Amendment of By-Laws

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, approved by Order in Council number 3867, of September 20th, 1945, amended by Order number 4223, of October 4th, 1945, has again been amended by Order in Council number 1322 of April 18th, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 27th, 1946. 13794-o

Avis de prolongation de prélèvement

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industire de la fourrure, section du gros, de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil N° 3942 du 19 octobre 1944, a été prolongé pour une période de deux mois, c'est-à-dire jusqu'au 1er juillet 1946, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1324 du 18 avril 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 avril 1946. 13795-o

Notice of Extension of Levy

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 3942, of October 19th, 1944, has been extended for a period of two months, i. e. until July 1st, 1946, with the same rate and conditions, by Order in Council number 1324, of April 18th, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Dputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 27th, 1946. 13795-o

Avis de modification de règlements

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile, district de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1490 du 20 août 1938, modifiés par les arrêtés numéros 3366 du 12 décembre 1941 et 485 du 2 mars 1943, ont été de nouveau modifiés par l'arrêté en conseil numéro 1321 du 18 avril 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 avril 1946. 13796-o

Notice of Amendment of By-Laws

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and the by-laws of the Parity Committee of the Automobile Industry, district of Quebec, approved by Order in Council number 1490, of August 20th, 1938, amended by Orders numbers 3366, of December 12th, 1941, and 485, of March 2nd, 1943, have again been amended by Order in Council number 1321, of April 18th, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 27th, 1946. 13796-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 968, du 3 juin 1938 et amendements, et chargé par l'arrêté ministériel numéro 1276, du 30 juin 1939, de la mise à exécution du décret numéro 939, du 26 mars 1936 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1325, du 18 avril, 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1946 au 1er mai 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis auxdits décrets numéros 968, du 3 juin 1938, et amendements, et 939, du 26 mars 1936, et amendements, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des métiers régis par lesdits décrets.

b) Les artisans assujettis auxdits décrets ci-haut mentionnés, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

c) Les salariés régis par lesdits décrets ci-haut mentionnés, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Building Trades of Hull, formed under decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, and entrusted, by Order number 1276, of June 30, 1939, with the administration of decree number 939, of March 26, 1936, and amendments, hss been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1325, of April 18th, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decrees, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1st, 1946, to May 1st, 1947; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decrees, No. 968, of June 3, 1938, and amendments, and 939, of March 26, 1936, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their employees in the trades governed by the said decrees.

b) The artisans governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established for journeymen, according to their trade.

c) The employees governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and their percentages.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1946 et 31 mars 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint des métiers de la Construction du district de Hull, pour l'administration des décrets numéros 968, du 3 juin 1938, et amendements, et 939, du 26 mars 1936 et amendements, pour la période comprise entre le 1er mai 1946 et le 1er mai 1947.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL

197-A, rue Principale, Hull, Québec.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1946 et le 1er mai 1947.

Comprenant l'administration du décret numéro 968, du 3 juin 1938 et amendements, ainsi que du décret numéro 939, du 26 mars 1936, et amendements.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels	$3,440.00
Cotisations des salariés	3,440.00
Cotisations des artisans	530.00
Honoraires d'examens	200.00
Intérêts et dommages-liquidés sur réclamations	1,000.00
	$8,610.00

Déboursés:

Salaires: — inspecteur et secrétaire-correspondant	$2,400.00
Frais de déplacement du président et des membres	1,000.00
Loyer et assurances	570.00
Frais légaux	720.00
Vérification	60.00
Entretien de l'auto	600.00
Poste, téléphone et télégrammes	260.00

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following will be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, and send same to the said committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which the said report is exigible.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1946, and March 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Building Trades of Hull, for the administration of decrees No. 968 of June 3, 1938, and amendments, and 939 of March 26, 1936, and amendments, for the period between May 1st, 1946, and May 1st, 1947.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BULIDING TRADES OF HULL

197-A, Main street, Hull, Que.

Estimate of the receipts and disbursments for the period between May 1st, 1946, and May 1st, 1947.

Respecting the administration of decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, and decree number 939, of March 26, 1936, and amendments.

Receipts:

Assessments from the professional employers	$3,440.00
Assessments from the employees	3,440.00
Assessments from the artisans	530.00
Examination fees	200.00
Liquidated damages re: claims	1,000.00
	$8,610.00

Disbursements:

Salaries: — Inspector and secretary	$2,400.00
Travelling expenses of the chairman and members	1,000.00
Rent and insurance	570.00
Legal fees	720.00
Audition	60.00
Automobile upkeep	600.00
Stamps, telephone and telegrams	260.00

Honoraires des examinateurs	180.00
Frais de voyage-inspections	550.00
Entretien du bureau	210.00
Papeterie, articles du bureaux	200.00
Divers	300.00
Jetons de présence	1,560.00
	$8,610.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 avril 1946. 13785-o

Examiners' fees	180.00
Travelling expenses re: inspections	550.00
Office maintenance	210.00
Stationery, office equipment	200.00
Miscellaneous	300.00
Meeting expenses	1,560.00
	$8,610.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, April 27th, 1946. 13785-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 639, du 21 février 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1327, du 18 avril 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 2 mars 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé, assermenté et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946 et 31 mars 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec pour la période comprise entre le 2 mars 1946 et le 2 mars 1947.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, established under decree number 639, of February 21st 1946, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1327, of April 18th, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of assessments extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 2nd of March 1947, and is laid in the following manner:

a) All the professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 (one-eighth) of 1% of the list of wages, bonuses, remunerations given to their employees governed by the said decree.

b) All the employees governed by the decree are required to pay to the Parity Committee an assessment equivalent to 1/8 (one eighth) of 1% of their wages, commissions, bonuses or remunerations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which must be filled out according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see to it that these reports be transmitted to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sworn in before it is sent to the Parity Committee within a delay of fifteen (15) days after the expiration of the period for which it is exigible.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour, on the following dates: June 30th, September 30th and December 31st 1946, and March 31st 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec for the period between March 2nd, 1946, and March 2nd, 1947.

Prévisions budgétaires du Comité Paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, du 2 mars 1946 au 2 mars 1947.

Revenus probables:	
Cotisations (1/8 de 1%):	
Employeurs professionnels	$2,500.00
Salariés	2,500.00
Rapport d'une partie du surplus des exercices précédents	1,530.00
	$6,530.00
Dépenses probables:	
Salaires, administration, secrétaire, inspecteur et sténographe	$3,964.00
Frais de déplacement des membres du Comité	600.00
Frais de déplacement des inspecteurs du Comité	600.00
Loyer et éclairage	508.00
Téléphone	88.00
Frais légaux	280.00
Vérification des livres	80.00
Impressions et papeterie	125.00
Timbres poste, téléphone L. D. et télégrammes	125.00
Taxes d'affaires et d'eau	60.00
Dépenses imprévues	100.00
	$6,530.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 avril 1946. 13820-o

Budget of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, March 2nd 1946 to March 2nd 1947.

Probable receipts:	
Assessments (1/8 of 1%):	
Professional employers	$2,500.00
Employees	2,500.00
Part of the surplus of the preceding periods of operation	1,530.00
	$6,530.00
Probable expenses:	
Salaries: administration — secretary, inspector, stenographer	$3,964.00
Travelling expenses of the members of the committee	600.00
Travelling expenses of the inspectors of the committee	600.00
Rent and lighting	508.00
Telephone	88.00
Legal fees	280.00
Auditing of books	80.00
Printing and stationery	125.00
Stamps, telephone (L. D. calls) and telegrams	125.00
Business and water taxes	60.00
Various expenses	100.00
	$6,530.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 27th, 1946. 13820-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1653, du 28 juin 1941, et amendements, et chargé aussi de surveiller l'application du décret numéro 102, du 11 janvier 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'ordre-en-conseil numéro 1326, du 18 avril 1946, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés :

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1946 au 1er mai 1947 ; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné :

a Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction assujettis au décret numéro 1653, du 28 juin 1941 et tous les employeurs professionnels du commerce et de l'industrie du bois ouvré, assujettis au décret numéro 102, du 11 janvier 1945, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations, qu'ils versent à leurs salariés régis par lesdits décrets, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

b) Tous les salariés régis par lesdits décrets, sauf les gérants, les surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à ¼ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocation.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, established under decree number 1653, of June 28, 1941, and its amendments, and entrusted also with the administration of decree number 102, of January, 11, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1326, of April 18, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decrees according to the method and rate hereinafter mentioned :

1. *Assessments*

The period of levy shall extends from May 1st 1946 to May 1st, 1947 ; such levy is laid in the following manner :

a) All professional employers of the construction industry and of the wood-working industry and trade governed by the decrees Nos. 1653, of June 28, 1941, and 102, of January 11, 1945, shall pay to the Parity Committee a sum equal to ¼ of 1% of the wages, bonuses and allowances which they pay to their employees governed by the said decrees, excepting managers, superintendents and office employees.

b) All employees governed by the said decrees, excepting managers, superintendents and office employees, shall pay to the Parity Committee an assessment equal to ¼ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. *Mode de préparation*

Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction et tous les employeurs professionnels du commerce et de l'industrie du bois ouvré régis par lesdits décrets, doivent percevoir pour le Comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés, à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets doivent transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés ; ce rapport doit être transmis au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

Conséquemment, les cotisations de mai sont payables le 10 juin et ainsi de suite, de mois en mois.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes : 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1946, et 31 mars 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'industrie de la Construction de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1946 et le 1er mai 1947.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables, en rapport avec l'application des décrets numéros 1653, du 28 juin 1941 et amendements, et 102, du 11 janvier 1945, pour la période comprise entre le 1er mai 1946 et le 1er mai 1947.

Recettes

Cotisations des employeurs professionnels :		
¼ de 1% sur $3 500,000.00 gages payés aux salariés qui tombent sous la Loi.	$8,750.00	
Cotisations des salariés :		
¼ de 1% sur $3,500,000.00 gages payés aux salariés qui tombent sous la Loi.	$8,750.00	
		$17 500.00

Déboursés :

Salaire du Secrétaire	$2,340.00
Salaire : assistant-secrétaire	2,184.00
Salaire : Commis Vérificateur	1,768.00
Salaire : Dactylographe	884.00
Salaire des Inspecteurs (3)	6,084.00
Dépenses de bureau	1,200.00
Inspection, voyages	2,400.00
Jetons de présence	2,400.00
Frais de déplacement	4,375.00
Bureaux d'examinateurs	1,800.00
Divers, procédures	600.00
Vérification	100.00
	26,135.00

NOTE : L'excédent des déboursés sur les recettes au montant de $8,635.00 sera comblé à même la réserve de fonds du Comité Conjoint.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 avril 1946. 13819-o

2. *Mode of collection*

All professional employers of the construction and woodworking industry and trade governed by the said decrees shall collect for the Parity Committee the assessments owed by the employees, from the wages payable to them.

The professional employers governed by the decree shall forward to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the sums collected from the employees ; such report shall be sent to the Parity Committee not later than the 10th of the month following the month for which it is exigible. For instance, the assessments for the month of May are payable on June 10, and so forth, from month to month.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates : June 30, September 30 and December 31, 1946, and March 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec during the period between May 1, 1946, and May 1, 1947.

JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements with respect to the administration of the decrees Nos. 1653, of June 28, 1941, and amendments, and 102, of January 11, 1945, for the period between May 1st, 1946, and May 1, 1947.

Receipts :

Assessments of the professional employers :		
¼ of 1% on $3,500,000.00, wages paid to the employees governed by the Act	8,750.00	
Assessments of the employees:		
¼ of 1% on $,200,000,00, wages paid to the employees governed by the Act	$ 8,750. 00	
		$17,500.0

Disbursements :

Salaries :	
Secretary	$2,340.00
Assistant-Secretary	2,184.00
Clerk and checker	1,768.00
Typist	884.00
Inspectors (3)	6,084.40
Office expenses	1,200.00
Inspection and travelling	2,400.00
Meeting expenses	2,400.00
Travelling expenses	4,375.00
Board of Examiners	1,800.00
Miscellaneous and procedures	600.00
Audition	100.00
	$26,135.00

NOTA.— The excess of disbursements over receipts, amounting to $8,635.00, will be covered with the reserve funds of the Joint Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 27th, 1946. 13819-o

Département du Trésor
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la Aviation & General Insurance Company Limited, enregistrée sous le numéro 469, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2375 qui l'autorise à compter du 12 décembre 1945 à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Accident; Aviation.

Le siège social de la compagnie est situé à Londres, Angleterre.

La compagnie a nommé Monsieur J.-A. Mann, C.R., 507 Place d'Armes, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné ce 24ième jour d'avril 1946 au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
13807-17-2-o Surintendant des Assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la Service Fire Insurance Company of New York, enregistrée sous le numéro 468, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2374 qui l'autorise à compter du 11 janvier 1946 à effectuer dans la Province des contrats relatifs au genre d'assurance suivant: Automobile, à l'exclusion de la responsabilité pour dommages à la personne à raison de blessures ou de mort accidentelle par la garde ou l'usage d'une automobile.

Le siège social de la compagnie est situé à New York, état de New York, E.-U.

La compagnie a nommé Monsieur G.-A. Monty, 1440 rue Ste-Catherine Ouest, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné, ce 24ième jour d'avril 1946, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
13808-17-2-o Surintendant des Assurances.

Treasury Department
Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the Aviation & General Insurance Company Limited, registered under number 469, has obtained the license and certificate of registration number 2375, authorizing it as from the 12th of December 1945 to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Aviation.

The head-office of the company is situate at London, England.

The company has appointed Mr. J.-A. Mann, K.C., 507 Place d'Armes, Montreal, its attorney in the Province.

Given this 24th day of April 1946 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
13807-17-2-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the Service Fire Insurance Company of New York, registered under number 468, has obtained the license and certificate of registration number 2374, authorizing it as from the 11th of January 1946 to undertake in the Province contracts of insurance of the following class: Automobile, excluding liability for loss or damage to persons caused by an automobile or the use or operation thereof.

The head-office of the company is situate at New York, state of New York, U.S.A.

The company has appointed Mr. G. A. Monty, 1440 St. Catherine Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given this 24th day of April 1946 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
13808-17-2-o Superintendent of Insurance.

Liquidation, avis de :

Avis est donné qu'à une assemnlée des membres du syndicat coopératif " La Salle Paroissiale ", dont le siège social est situé à Saint-Bernard, comté de Dorchester, tenue le 12 mars 1946, il a été dûment proposé et résolu à l'unanimité que les affaires du dit syndicat coopératif soient liquidées volontairement et que celui-ci soit dissout, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. l'abbé Aimé Grenier, curé, et secrétaire-trésorier du dit syndicat coopératif, en a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13768-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice :

Notice is given that, at a meeting of the members of the cooperative syndicate "La Salle Paroissiale", the head office whereof is situate at Saint-Bernard, county of Dorchester, held on March 12, 1946, it was duly moved and unanimously resolved that the affairs of the said cooperative syndicate be voluntarily wound-up and that the same be dissolved, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, and that Rev. abbé Aimé Grenier, parish priest, and secretary treasurer of the said cooperative syndicate, be appointed Liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 16, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13768 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que la liquidation volontaire et la dissolution du "Syndicat d'Aqueduc de la Paroisse de St-Césaire", dont le siège social est à Saint-Césaire, comté de Rouville, ont été décidées par les actionnaires du dit syndicat, à une assemblée tenue le 18 mars 1946, et que trois liquidateurs ont été nommés, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

Saint-Césaire, le 25 mars 1946.

Le Secrétaire de l'assemblée des actionnaires,
13769-o FLORIMOND DUCHARME.

Notice is hereby given that the voluntary winding-up and dissolution of "Syndicat d'Aqueduc de la Paroisse de St-Césaire", whereof the head office is at Saint-Césaire, county of Rouville, have been decided by the shareholders of the said syndicate, at a meeting held on March 18, 1946, and that three liquidators have been appointed, the whole in conformity with the provisions of the Winding-up Act.

Saint-Césaire, March 25, 1946.

Secretary of the Shareholders' Meeting.
13769 FLORIMOND DUCHARME,

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 14 décembre 1945.

M. J.-P.-Raymond Colson, de Montréal: professeur de coiffure à l'École Octave-Cassegrain, à compter du 16 novembre 1945.

Québec, 21 mars 1946.

MM. Raoul Serre, directeur de funérailles, et Paul-Émile Landry, marchand, tous deux de Saint-Bernard-de-Lacolle: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Iberville; Ernest Girard, "roll master, C.N.R." 167, 1ère avenue, Jack Linklater, "store keeper" à Noranda Mine, 248, 2ème avenue, tous deux de Noranda, et Bruno Denis, employé civil, 338 ouest, rue Perreault, Rouyn: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda.

MM. Jules Perron, secrétaire général de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien, des Trois-Rivières, Charlemagne Lalonde, secrétaire général du Comité exécutif conjoint des hôtels et restaurants de Montréal, 4064 rue Bordeaux (appt 4), Montréal, et L.-Clovis Sasseville, inspecteur-vérificateur du Ministère des affaires municipales, 28 rue Lockwell, Québec: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Albert Sabourin, gérant de banque à Sainte-Justine-de-Newton, Cté Vaudreuil, et Henri-Anselme Marcotte, pharmacien, 3031 rue Wellington, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; A.-A. Dionne, assistant-surintendant au Bureau de placement de Joliette, 618 rue Saint-Louis, Joliette: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; Paul Leclerc, inspecteur de la Commission des passions de vieillesse, 544 ouest, rue King, et Antonio Pinard, contremaître, 23 rue Courcelette, tous deux de Sherbrooke: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-François; J.-Camille Lévesque, chef des réclamations, Commission des pensions de vieillesse, 78, rue Saint-Patrice, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Octave Perron, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de Nédelec, Cté Témiscamingue: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Rouyn-Noranda ut Témiscamingue, et Calixte Rhéaume, inspecteer de la Commission des pensions de vieillessx, de Saint-Georges Est, Cté Beauce: juge de paie avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce. — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, December 14, 1945.

Mr. J.-P.-Raymond Colson, of Montreal: to be professor of hairdressing at the Octave-Cassegrain School, from and after November 16, 1945.

Quebec, March 21, 1946.

Messrs. Raoul Serre, funeral director, and Paul-Émile Landry, merchant, both of Saint-Bernard-de-Lacolle: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Iberville; Ernest Girard, roll master, C.N.R. 167 1st Avenue, Jack Linklater, store keeper, at Noranda Mine, 248 2nd Avenue, both of Noranda, and Bruno Denis, civil employee, 338 Perreault street West, Rouyn: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda.

Messrs. Jules Perron, general secretary of "L'Assistance à l'Enfant sans soutien", of Trois-Rivières, Charlemagne Lalonde, general secretary of the joint executive committee of hotels and restaurants of Montreal, 4064 Bordeaux street (apt. 4), Montreal, and L. Clovis Sasseville, inspector, auditor, of the Department of Municipal Affairs, 28 Lockwell street, Quebec; to be Justices of the Peace, with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec; Albert Sabourin, bank manager at Sainte-Justine-de-Newton, Co. of Vaudreuil, and Henri-Anselme Marcotte, druggist, 3031 Wellington street, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; A. A. Dionne, assistant superintendent in the Employment Office of Joliette, 618 Saint Louis street, Joliette: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Joliette; Paul Leclerc, inspector of the Old Age Pensions Commission, 544 King street West, and Antonio Pinard, foreman, 23 Courcelette street, both of Sherbrooke: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saint Francis; J. Camille Levesque, chief of claims, Old Age Pensions Commission, 78, Saint Patrick street, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Octave Perron, inspector of the Old Age Pensions Commission, of Nédelec, Co. of Temiscamingue: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Rouyn-Noranda and Temiscamingue, and Calixte Rhéaume, inspector of the Old Age Pensions Commission, Saint-Georges-Est, Co. of Beauce: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the

seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 4 avril 1946.

MM. J.-Rosaire Tétrault, facteur à Granby: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; J.-T. Payeur, 66, 7ième rue, J.-A.-Wilfrid Baron, 115, rue Sainte-Hélène, tous deux de Québec, et Benoît Bédard, de Boischatel, Cté Montmorency, tous trois employés de la Commission d'assurance-côomage juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, et J.-Edmour Lefebvre, évaluateur de dommages en incendie, 7028, rue Garnier, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal. — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

MM. Évariste Cusson, Adélard Gendron et Edgar Gauthier, bourgeois, tous trois de Roxton Falls: nommés pour agir, avec MM. Alphonse Thibault et W. Dutilly, comme commissaires pour tenir la Cour des commissaires du canton de Roxton, dans le district de Bedford.

judicial district of Beauce.

The Justices of the Peace, named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, April 4, 1946.

Messrs. J.-Rosaire Tétrault, postman, at Granby: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford; J.-T. Payeur, 66, 7th street, J.-A.-Wilfrid Baron, 115 Sainte-Hélène street, both of Quebec, and Benoît Bédard, of Boischatel, Co. of Montmorency, all three employees of the Unemployment Insurance Commission: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, and J.-Edmour Lefebvre, valuator of damages by fire, 7028 Garnier street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Evariste Cusson, Adélard Gendron, and Edgar Gauthier, bourgeois, all three of Roxton Falls: appointed to act with Messrs. Alphonse Thibault and W. Dutilly, as Commissioners for the holding of the Commissioners' Court of the township of Roxton, in the district of Bedford.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

EUG FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant procureur général suppléant, P. FRENETTE.

ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts refondus de Québec 1941, article 2, chapitre 320), un plan du canton de Caire, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre Province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du ministère des Terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plans et livres de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 14 décembre 1945,

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

Assistant Deputy Attorney General, P. FRENETTE.

WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests, of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendance, pursuant to the provisions of the Cadastre Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320) a plan of the township Caire, in the registration division of Témiscamingue;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests.

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Témiscamingue;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated December 14, 1945.

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue;

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*, le jour où les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre Province de Québec seront en vigueur, relativement aux lots compris dans le canton de Caire;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre Province de Québec, à renouveler dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le canton de Caire.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dixième jour d'avril en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

13749-o JEAN BRUCHÉSI.

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division of Témiscamingue;

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting the lots comprised within the township Caire.

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to renew, within the tow years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the Township Caire.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Goverament House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TENTH day of APRIL in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

13749 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Province de Québec, District de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie English Transcontinental (Canada) Limited, un corps incorporé, constitué en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du treizième jour de mars 1946, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son siège social à 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce premier jour d'avril, mil neuf cent quarante-six.

(Sceau) Le Secrétaire,

13756 RALPH C. TEES.

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Donnacona Paper Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 12ème jour de janvier 1928 et ayant son bureau principal dans la ville de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 44 rue St-Louis l'a transporté à 25 rue St-Louis, Québec.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme etant son bureau principal.

Donné à Québec ce 20ème jour d'avril 1946.

Le Secrétaire,

13806-o LOUIS W. MICHAEL.

Head offices

Province of Quebec, District of Montreal

Notice is hereby given that English Transcontinental (Canada) Limited, a body corporate, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the Thirteenth day of March, 1946, and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 276 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this First day of April, Nineteen hundred and forty-six.

(Seal) RALPH C. TEES,

13756-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that the Donnacona Paper Co. Ltd, incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 12th day of January 1928 and having its head-office in the City of Quebec where its head-office was situated up to today at 44 St. Louis St., has moved it to 25 St. Louis St., Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head-Office of the company.

Dated at Quebec this 20th day of April 1946.

LOUIS W. MICHAEL,

13806-o Secretary.

M. & M. Auto Parts Inc.

Avis est donné que la Compagnie M & M. Auto Parts Inc," constituée en corporation, en vertu de lettres patentes, émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, 1ère partie, en date du vingt-six mars mil neuf cent quarante-six, ayant son bureau principal dans la ville d'Amos, a établi son bureau au N° 5 rue Principale, en la ville d'Amos.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Amos, Qué., ce quinzième jour du mois d'avril 1946.

Le président,
ALFRED ROY,
Le secrétaire,
13757-0 JEAN-PAUL ROY.

M. & M. Auto Parts Inc.

Notice is given that the company "M. & M. Auto Parts Inc.", incorporated by letters patent, issued under Part I of the Quebec Companies Act, bearing date the twenty-sixth day of March, one thousand nine hundred and forty-six, having its head office in the Town of Amos, has established its office at No. 5 Principale Street in the Town of Amos.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Amos, this fifteenth day of the month of April, 1946.

ALFRED ROY,
President,
JEAN-PAUL ROY,
13757 Secretary.

Avis est donné que la compagnie Hampstead Annex Company Limited a établi son bureau au N° 10 rue St-Jacques-Est, à Montréal, P.Q. Suite 2. A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 23 avril 1946.

Le Président,
13781-o E. VAILLANCOURT.

Notice is hereby given that the company Hampstead Annex Company Limited has established its office at No. 10 St. James Street East, Montreal, P.Q., Suite 2. From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, April 23, 1946.

E. VAILLANCOURT,
13781 President.

Avis est donné que la compagnie dite "La Compagnie de Construction Senneville & St-André Ltée." a établi son bureau au N° 1768 rue Ste-Hélène, Côteau-Rouge, P.Q. A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Côteau-Rouge, P.Q. le 23 avril 1946.

Le Président,
13782-o NAPOLÉON ST-ANDRÉ, fils,

Notice is hereby given that the company "La Compagnie de Construction Senneville & St-André Ltée.", has established its office at No. 1768 Ste-Hélène street, Côteau-Rouge, P.Q. From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Côteau-Rouge, P.Q., April 23, 1946.

NAPOLÉON ST-ANDRÉ, Jr.,
13782 President.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE HUNTINGDON

Avis public est, par les présentes, donné que le conseil de la ville de Huntingdon recevra jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mardi, le 14 mai 1946, au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", pour l'achat d'obligations de la ville de Huntingdon au montant de $30,000. Cette émission complète de $30,000 est en vertu du règlement N° 258.

Ces obligations échéant en séries à compter du premier jour de février 1953 au premier jour de février 1971 sont datées du 1er février 1946 et porteront intérêt au taux de 3% par année payable semi-annuellement le premier jour de février et le premier jour d'août de chaque année à la Banque Canadienne de Commerce, à Huntingdon, Montréal ou Québec.

Lesdites obligations seront sujettes au droit de rachat par anticipation après dix ans à compter de la date de leur émission au pair sur avis de pas moins de trente jours et pas plus que soixante jours de la date de rachat et ledit rachat sera fait par tirage au sort si seulement il est partiel.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque visé payable à l'ordre de la ville de Hun-

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF HUNTINGDON

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Huntingdon will receive until four of the clock in the afternoon, Tuesday, May 14th, 1946, at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tender for Bonds", for the purchase of the Town of Huntingdon bonds amounting to $30,000.00. This total issue of $30,000.00 is in virtue of By-law No. 258.

These bonds maturing in series from the first day of February 1953 to the first day of February, 1971, are dated February 1st, 1946, and will bear interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the first day of February and the first day of August of each year at the Canadian Bank of Commerce, at Huntingdon, Montreal or Quebec.

The said bonds will be subject to the right of redemption by anticipation after ten years from the date of issue of same, at par value upon notice of not less thant thirty days nor more than sixty days from the date of redemption and said redemption will be done by drawing at random, if only partial.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Town

tingdon au montant de 1% de ladite émission et devra être fait pour comprendre l'intérêt accru.

Lesdites soumissions seront considérées à une assemblée ajournée du conseil de ville qui sera tenue mardi, le 14 mai 1946, à huit heures de l'après-midi, à l'édifice du comté, Huntingdon, Qué.

La livraison de ces obligations sera faite lors de l'impression et sera en coupures de $1000 et $500.

Le conseil se réserve le droit d'accepter ni la plus haute ni la plus basse soumission.

Donné à Huntingdon, Qué., ce 17ième jour d'avril 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
13758 E. C. MARTIN.

of Huntingdon in the amount of 1% of the said issue, and should be made to cover accrued interest.

The said tenders will be considered at an adjourned meeting of the town Council to be held on Tuesday, May 14th, 1946, at eight of the clock in the afternoon at the County Building, Huntingdon, Que.

The delivery of these bonds will be made when printed and will be in denominations of $1000.00 and $500.00.

The Council reserves the right to accept neither the highest nor the lowest tender.

Given at Huntingdon, Que., this 17th day of April, 1946.

E. C. MARTIN,
13758-o Secretary-Treasurer.

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1945 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits dans les provinces de Québec, de Nouveau Brunswick et de la Nouvelle Ecosse, seront vendus aux enchères par Frank Waddington, successeur de D. M. Henderson, encanteurs, 128 King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin le neuf mai 1946, en conformité de la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 14 mars 1946.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
Le Surintendant,
13119-12-6-o H. L. ATTO.

Sales of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1945, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson and Co., auctionneers at 128 King St. East, Toronto, Ont. at eleven o'clock in the forenoon, on the ninth day of May 1946, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
March 14th, 1946, Montréal, Que.
H. L. ATTO,
13119-12-6-o Superintendent.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, — District de Chicoutimi

PAROISSE DE LAROUCHE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du douze avril 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arréages de taxes dues à la corporation de la paroisse de Larouche, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil de la paroisse de Larouche, à Larouche, le QUINZE MAI 1946, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées de l'année 1945 et des années antérieures auront été payés avant le moment de la vente.

1.— Henri Tremblay — Les lots 1 et 2, rang 1, sauf à distraire :

a) Les droits de baignage sur ces lots, en faveur de Aluminum Power Company, décrits dans l'acte enregistré sous le numéro 77,440.

b) Le chemin concédé par actes dûment enregistrés.

c) Du lot numéro 1, toute cette partie d'une superficie de 13.38 acres, bornée au nord par la rivière Saguenay, à l'est par le cordon divisant les cantons de Jon-

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec, — District of Chicoutimi

PARISH OF LAROUCHE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twelfth of April, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinbelow described, in payment of arrears of taxes due the corporation of the parish of Larouche, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public, auction, in the council hall of the parish of Larouche, at Larouche, on the FIFTEENTH day of MAY, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time.)

However, there shall be excluded from the sale, those immovables upon which all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes for the year 1945 and previous years, shall have been paid before the sale.

1.— Henri Tremblay — Lots 1 and 2, range 1, save to be deducted:

a) Flooding rights on the said lots, in favour of the Aluminum Power Company, described in the deed registered under number 77,440.

b) The road conceded by deeds duly registered.

c) From lot number 1, all that part of an area of 13.38 acres, bounded on the north by the Saguenay river, on the east by the "cordon" dividing the town-

quière et Kénogami, à l'ouest par cette partie du lot numéro 2 ci-après décrite (paragraphe d) et au sud par le résidu dudit lot dont elle forme partie et dont elle est séparée par une ligne de contour tirée horizontalement sur le sol, à un niveau de 160 pieds au-dessus d'un boulon de fer scellé dans le roc, sur le lot "J" du rang 1 du cadastre du canton de Jonquière, lequel boulon se trouve près de la rivière Saguenay, au bas de la chute à Caron et à 65 pieds à l'est du milieu d'un puits de mine creusé dans le roc.

d) Du lot numéro 2, toute cette partie d'une superficie de 28 acres, bornée au nord par la dite rivière Saguenay, à l'est par cette partie du lot numéro 1 décrite au paragraphe c) ci-dessus, à l'ouest par le lot numéro 3 du même rang et au sud par le résidu dudit lot numéro 2 dont elle forme partie et dont elle est séparée par la susdite ligne de contour de niveau.

2.— Antonio Villeneuve: — Le lot 24, rang 1, sauf à distraire, en faveur de Aluminum Power Company, la partie de ce lot décrite à l'acte enregistré sous le numéro 77, 440 et les droits de baignage sur le résidu dudit lot, décrits dans le même acte.

3.— Isidore Corneau — Les trois quarts sud-est du lot numéro 27, rang 1, sauf à distraire:

a) Un emplacement vendu à la Commission scolaire de St-Gérard-Magella (Larouche) suivant acte enregistré sous le numéro 53,995.

b) Une lisière de terrain vendue à la municipalité de Larouche, suivant acte enregistré sous le numéro 58,404.

c) La partie de ce lot appartenant à Aluminum Power Company, telle que décrite à l'acte enregistré sous le numéro 77,440 et les droits de baignage sur le résidu dudit lot, décrits dans le même acte.

4.— Arthur Morin — Le lot 40, rang 1, sous billet de location, sauf à distraire, en faveur de Aluminum Power Company, la partie de ce lot décrite à l'acte enregistré sous le numéro 77,440 et les droits de baignage sur le résidu dudit lot, décrits dans le même acte.

5.— Jos. Morin "Jean" — a) Le lot 41, rang 1, sous billet de location.

b) Le lot 41b, rang A nord, sauf à distraire la partie de ce lot appartenant à Aluminum Power Company, telle que décrite dans l'acte enregistré sous le numéro 77,440, et les droits de baignage sur le résidu du même lot décrits dans le même acte.

6.— Philias Lefebvre — a) Le lot 42, rang 1, sous billet de location.

b) Les lots 42 et 43, rang A nord, sauf à distraire la partie de ces lots appartenant à Aluminum Power Company, telle que décrite à l'acte enregistré sous le numéro 77,440, et les droits de baignage sur la balance du même lot, décrits dans le même acte.

7.— William Dechesnes — a) La demie indivise du lot 25, rang 2, sous billet de location.

b) La demie est du lot 27, rang 2, sous billet de location.

c) Les lots 28, 29 et 30, rang 3, à titre très précaire.

8.— Leblanc & Frère — La demie ouest du lot 27, rang 2, sous billet de location.

9.— Georges Laberge — Le lot 36, rang 2.

10.— Magloire Gagnon — Le lot 37, rang 2, sous billet de location.

11.— Eugène Laberge — Les lots 38 et 39, rang 2, à titre très précaire.

12.— Charles Laberge — Le lot 40, rang 2 à titre très précaire.

13.— Charles Larouche — Les lots 54, 55 et 56, rang 3.

14.— Arthur Desjardins — Un terrain faisant partie du lot 56, rang 4, mesurant 50 pieds de largeur, du sud au nord, sur une profondeur de 125 pieds, de l'est à l'ouest, borné au nord par le terrain de Maurice Brodeur, au sud par le terrain de Adrien Gagnon, d'un côté, vers l'est, par le chemin public et, de l'autre côté, vers l'ouest, par le terrain de Joseph Larouche.

15.— Henri Gauthier — Un terrain mesurant 125 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, sur environ 80 pieds de profondeur, du sud au nord faisant partie du lot 54, rang 4, borné en front, vers le sud, par la route régionale de Jonquière à St-Bruno; en profondeur, vers le nord, par le terrain de Philias Bezeau; vers l'ouest, par le terrain de Pierre Bédard et vers l'est par le terrain de Thomas-Louis Turcotte.

16.— Chs-Ed. Simard — Un terrain faisant partie du lot 56, rang 4, mesurant 60 pieds de largeur sur 200 pieds de profondeur, borné au sud à Léon Lavoie, au nord à Trefflé Gagnon, à l'est à la route régionale et à l'ouest au terrain de Joseph Larouche ou représentants

17.— Arthur Larouche — Un terrain formant partie du lot 56, rang 4, de figure irrégulière, borné au sud par le chemin public, à l'est par les terrains de Joseph Larouche, au nord par le terrain de Antoine Bérubé et à l'ouest par le terrain de Joseph Larouche.

18.— Philippe Harvey — Un terrain formant partie du lot 9, rang 4, mesurant 75 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, sur une profondeur d'environ 100 pieds, du sud au nord, borné au nord par le lac des Chasseurs et

ships of Jonquière and Kénogami, on the west by that part of lot number 2 hereinafter described (paragraph d) and on the south by the residue of said lot of which it forms a part and from which it is separated by an outline drawn horizontally on the ground, at a level of 160 feet above a steel bolt driven into the rock on lot "J" of range 1 of the cadastre for the township Jonquière, the said bolt to be found near the Saguenay river, at the foot of Chute à Caron and at 65 feet east of the middle of a mine shaft sunken into the rock.

d) From lot number 2, all that part of an area of 28 acres, bounded on the north by the said Saguenay river, on th east by that part of lot number 1 described in paragraph (c) above, on the west by lot number 3 of the same range and on the south by the residue of said lot number 2 of which it forms a part and from which it is separated by the aforesaid level outline.

2.— Antonio Villeneuve — Lot 24, range 1, save to be deducted, in favour of the Aluminum Power Company, that part of said lot described in the deed registered under number 77, 440 and the flooding rights on the residue of said lot, described in the same deed.

3.— Isidore Corneau — The southeast three quarters of lot number 27, range 1, save to be deducted:

a) An emplacement sold to the School Commission of St-Gérard-Magella (Larouche) according to deed registered under number 53,995.

b) A strip of land sold to the municipality of Larouche, according to deed registered under number 58,404.

c) The part of said lot belonging to the Aluminum Power Company, as described in the deed registered under number 77,440 and the flooding rights on the residue of said lot, described in the same deed.

4.— Arthur Morin — Lot 40, range 1, under location ticket, save to be deducted, in favour of the Aluminum Power Company, the part of said lot described in the deed registered under number 77, 440 and the flooding rights on the residue of said lot, described in the same deed.

5.— Jos Morin "Jean" — a) Lot 41, range 1, under location ticket.

b) Lot 41b, North range "A", save to be deducted the part of said lot belonging to the Aluminum Power Company, as described in the deed registered under number 77,440, and the flooding rights on the residue of the same lot described in the said deed.

6.— Philias Lefebvre — a) Lot 42, range 1, under location ticket.

b) Lots 42 and 43, North range "A", save to be deducted the part of said lots belonging to the Aluminum Power Company, as described in the deed registered under number 77,440, and the flooding rights on the residue of the same lot, described in the same deed.

7.— William Dechesnes: a) The undivided half of lot 25, range 2, under location ticket.

b) The east half of lot 27, range 2, under location ticket.

c) Lots 28, 29 and 30 of range 3, of uncertain title.

8.— Leblanc & Frère — The west half of lot 27, range 2, under location ticket.

9.— Georges Laberge: Lot 36, range 2.

10.— Magloire Gagnon: Lot 37, range 2, under location ticket.

11.— Eugène Laberge — Lots 38 and 39, range 2, uncertain title.

12.— Charles Laberge — Lot 40, range 2, of uncertain title.

13.— Charles Larouche — Lots 54, 55 and 56, range 3.

14.— Arthur Desjardins — A lot of land forming part of lot 56, range 4, measuring 50 feet in width, from south to north, by a depth of 125 feet, from east to west, bounded on the north by the land of Maurice Brodeur, on the south by the land of Adrien Gagnon, on one side, to the east, by the public road and, on the other side, to the west, by the land of Joseph Larouche.

15.— Henri Gauthier — A lot of land measuring 125 feet in width, from east to west, by about 80 feet in depth, from south to north, forming part of lot 54, range 4, bounded in front, on the south, by the regional highway from Jonquière to St-Bruno; in depth, on the north, by the land of Philias Bezeau; on the west, by the land of Pierre Bédard and on the east by the land of Thomas-Louis Turcotte.

16.— Chs. Ed. Simard: A lot of land forming part of lot 56, range 4, measuring 60 feet in width by 200 feet in depth, bounded on the south by Léon Lavoie, on the north by Trefflé Gagnon, on the east by the regional highway and on the west by the land of Joseph Larouche or representatives.

17. Arthur Larouche — A lot of land forming part of lot 56, range 4, of irregular figure, bounded on the south by the public road, on the east by the land of Joseph Larouche, on the north by the land of Antoine Bérubé and on the west by the land of Joseph Larouche.

18.— Philippe Harvey — A lot of land forming part of lot 9, range 4, measuring 75 feet, in width, from east to west, by a depth of about 100 feet, from south to north, bounded on the north by "Lac des Chasseurs"

de tous les autres côtés par le terrain de Hercule Gagné ou représentants.

Tous les lots ou parties de lots ci-dessus numéros d'ordre, 1 à 18 inclusivement, sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Kénogami.

19.— Azarie Truchon — Le lot 31, rang 9.

20.— Emile Bergeron — Le lot 22, rang 10.

21.— Jos. et René Lessard — Le lot 34, rang 10, sous billet de location.

Les lots ci-dessus numéros d'ordre 19 à 21 inclusivement, sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Labarre.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Larouche, ce treizième jour d'avril 1941.

Le Secrétaire-trésorier,
13651-16-2-o EDDY DUBOIS.

and on all the other sides by the land of Hercule Gagné or representatives.

All the lots or parts of lots above in numerical order 1 to 18 inclusively, are known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township Kénogami.

19.— Azarie Truchon: Lot 31, range 9.

20.— Emile Bergeron — Lot 22, range 10.

21.— Jos. et René Lessard — Lot 34, range 10, under location ticket.

The lots above in numerical order from 19 to 21 inclusively, are known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township Labarre.

The said immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price for each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Larouche, this thirteenth day of April, 1946.

EDDY DUBOIS,
13651-16-2 Secretary Treasurer.

Canada, Province de Québec
District de Chicoutimi

CITÉ D'ARVIDA

Avis public est, par les présentes, donné que le Conseil Municipal de la Cité d'Arvida, par une résolution en date du 10 avril 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux Articles 550 et suivants de la loi des Cités et Villes (S.R.Q. 1941, Ch. 233), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages des taxes dues à la Corporation Municipale de la Cité d'Arvida, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public au Bureau du soussigné, dans la Cité d'Arvida, le 21 mai 1946, à 10.00 de l'avant-midi.

Toutefois, les dits immeubles ne seront pas mis en vente, si les versements échus des taxes municipales et scolaires consolidées et toutes les taxes municipales et scolaires de l'année financière 1945-46, sont payés avant le moment de la vente.

Désignation des immeubles:

Lots numéros 7971 et 7972 du cadastre officiel de la Cité d'Arvida.

Louis de Gonzague Tremblay et J.-Augustin Tremblay, propriétaires apparents au rôle d'évaluation.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisse et dépendances et toutes servitudes passives et actives apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

Les versements non-échus des taxes municipales et scolaires consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et autres dispositions de la loi des Cités et Villes de Québec.

Donné à Arvida, P. C., ce 23ième jour d'avril 1946.

Le Secretaire-trésorier,
13776-17-2-o J.-A. FRÉCHETTE.

Canada, Province of Québec,
District of Chicoutimi

CITY OF ARVIDA

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the City of Arvida, by a resolution dated 10th of April 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of Section 550 and following of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, Chap. 233), to sell the immoveables herein below described, to recover the payment of arrears of taxes due to the Municipal Corporation of the City of Arvida, with interest and costs, and that consequently the said immoveables will be sold by public auction, in the Office of the undersigned, in the City of Arvida, on the 21st day of May 1946, at 10.00 in the forenoon.

However, the said immoveables will not be sold, if the payments due on consolidated municipal and school taxes and all municipal and school taxes for the fiscal year 1945-46, are paid before the sale.

Description of the immoveables:

Lots Nos. 7971 and 7972 of the official cadastre of the City of Arvida.

Louis de Gonzague Tremblay and J.-Augustin Tremblay, proprietors appearing on the valuation roll.

These immoveables will be sold with building and dependencies and all active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect same.

The purchase price of these immoveables will be payable immediately.

Payments not due on consolidated municipal and school taxes, will be charge to the purchaser.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Cites and Towns Act of Quebec.

Given at Arvida, Que., this 23rd day of April 1946.

J.-A. FRÉCHETTE,
13776-17-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

CHICOUTIMI

Fieri facias de bonis et de terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, N° 11721 — DAME MARIE - LOUISE DESBIENS, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jos. Tremblay "Alexis", entrepreneur de la cité de Chicoutimi, district de Chicoutimi, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs SYLVIO OUELLET, autrefois menuisier de Ste-Anne, district de Chicoutimi, et maintenant absent de la province de Québec, et de lieu inconnu, défendeur.

Contre le défendeur:

Trois terrains portant les numéros deux-treize, deux-quatorze et deux-quinze (2-13, 2-14 et 2-15) de la subdivision du lot numéro 2, du rang un (1) est, au cadastre officiel du village de Sainte-Anne, avec toutes les bâtisses construites sur lesdits terrains, circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de Chicoutimi, JEUDI, le NEUVIEME jour du mois de MAI 1946, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 2 avril 1946. 13431-14-2-o
[Première insertion, 6 avril 1946]

HULL

Cour Supérieure — District de Hull

N° 8914 — DAME JEMINA LINK NANKIN, épouse séparée de biens suivant les lois d'Ontario de William P. Devlin, bourgeois, de la cité d'Ottawa, dûment autorisée par son époux aux fins des présentes, demanderesse, vs STANLEY SPOLLIN du canton de Wakefield, défendeur.

Toute cette propriété connue et décrite conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wakefield comme étant le lot numéro trois "A" dans le huitième rang (8ième) et la demi-sud du lot numéro treize "A" (½S 13-A) dans le sixième rang, tous deux dudit canton de Wakefield, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue en bloc, le DIX MAI prochain à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'Eglise paroissiale de St-Camille de Farelton.

Le Shérif,
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.
Hull le 1er avril, 1946. 13428-14-2
[Première insertion, 6 avril 1946]

Cour Supérieure

District de Hull: N° 8927 — PERCY, J. BORBRIDGE, gérant, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, demandeur, vs OTTAWA SILICA & SANDSTONE LTD, un corps politique incorporé ayant sa principale place d'affaires à l'endroit appelé East Templeton, district de Hull, défenderesse.

1. Toute cette propriété étant composée d'une partie de la partie ouest du lot numéro quatorze

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Chicoutimi, No. 11721 — DAME MARIE - LOUISE DESBIENS, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Jos. Tremblay "Alexis", contractor of the city of Chicoutimi, district of Chicoutimi, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs SYLVIO OUELLET, heretofore joiner, of Ste-Anne, district of Chicoutimi, and now away from the Province and in parts unknown, defendant.

Against the defendant:

Three lots of land bearing numbers two-thirteen, two-fourteen and two-fifteen (2-13, 2-14 and 2-15) of the subdivision of lot number 2, of East range one (1), on the official cadastre for the village of Sainte-Anne, with all the buildings erected on the said lots of land, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Anne de Chicoutimi, on THURSDAY the NINTH day of the month of MAY, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, April 2, 1946. 13431-14-2
[First insertion, April 6th, 1946)

HULL

Superior Court — District of Hull

No. 8914 — DAME JEMINA LINK NANKIN, wife separate as to property according to the laws of Ontario, of William P. Devlin, gentleman, of the city of Ottawa, duly authorized by her husband to these presents, plaintiff. vs STANLEY SPOLLIN, of the Township of Wakefield — defendant.

All that property known and described according to the official Plan and Book of Reference for the Township of Wakefield, as lot number three "A" in the eighth range (8th) and the south half of lot number thirteen "A" (S.½ 13-A) in the sixth range both of said Township of Wakefield with all the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" on the TENTH of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon, at the parochial church door of St-Camille de Farelton.

I. ST PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, April 1, 1946. 13428-14-2-o
[First insertion, April 6, 1946']

Superior Court

District of Hull: No. 8927 — PERCY J. BORBRIDGE, Manager, of the City of Ottawa, Province of Ontario, plaintiff, vs OTTAWA SILICIA & SANDSTONE Ltd body politic corporate, having its principal place of business at the place called East Templeton, District of Hull, defendant.

1. All that property being composed of part of the west part of lot number fourteen "A" in

"A" dans le premier rang du canton de Templeton, comté de Hull, province de Québec et ayant deux cent huit pieds et dix pouces et demi en front et bornée comme suit: vers le nord par la limite sud du droit de passage de Canadian Pacific Railway; vers l'est par le résidu dudit lot numéro quatorze "A", vers l'ouest par le lot numéro quatorze "B" dans ledit premier rang et vers le sud par une ligne traversant ladite partie dudit lot numéro quatorze "A" de l'est à l'ouest, ladite ligne devant être tirée où la roche sablonneuse cesse d'être visible à la surface du sol et comprenant environ douze acres de terrain en superficie, plus ou moins. Cette parcelle de terrain est plus amplement décrite dans un acte de vente par David M. Bilsky à George Frederick Pese et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Hull, Lib. B. vol. 51, N° 51779.

Avec ensemble tous les droits, titres, réclamations et intérêts dudit débiteur dans certains droits de passage transférés par ledit David M. Bilsky audit George Frederick Pese sur le lot numéro quatorze "B" dans le premier rang du canton de Templeton en vertu des termes de l'acte ci-dessus mentionné dûment enregistré sous le numéro 51779.

2. Toute cette propriété connue et désignée suivant les plan et livre de renvoi officiels du canton de Templeton, dans le comté de Hull, province de Québec, étant composée d'une certaine portion du lot numéro quinze dans le premier rang dudit canton de Templeton, contenant trente-neuf acres de terrain en superficie, plus ou moins et comprenant toute cette montagne ou colline allant de l'est à l'ouest et bornée comme suit: à l'est par le lot quatorze "A" dans ledit premier rang dudit canton, au nord par le pied de la montagne et le lac, au sud et à l'ouest aussi par le pied de la montagne, avec toutes les mines, minéraux et droits miniers se trouvant dans ou sur ladite partie du lot numéro quinze dans ledit premier rang du canton de Templeton, laquelle dite parcelle de terrain peut être plus amplement décrite comme suit: partant où un boulon de fer a été planté sur la ligne de côté entre les lots quatorze "B" et quinze dans ledit premier rang du canton de Templeton à un point distant de 1920 pieds, plus ou moins, mesuré vers le sud le long de ladite ligne de côté de la limite sud du droit de passage de Canadian Pacific Railway; de là vers le nord 79°10′ ouest 274.2 pieds; de là vers le sud 63°09′ ouest 327.7 pieds; de là vers le nord 68°32′ ouest 188.8 pieds; de là vers le sud 87°37′ ouest 134 pieds; de là vers le sud 63°37′ ouest 100.3 pieds; de là vers le sud 85°16′ ouest 152 pieds; de là vers le nord 82°04′ ouest 110.6 pieds; de là vers le sud 82°36′ ouest 84.7 pieds; de là vers le nord 80°03′ ouest 234.6 pieds; de là vers le sud 82°38′ ouest 168.8 pieds; de là vers le sud 16°15′ ouest 89.6 pieds; de là vers le sud 6°11′ est 177.2 pieds; de là vers le sud 40°31′ est 311 pieds; de là vers le sud 7°02′ est 391.5 pieds; de là vers le sud 21°11′ est 429 pieds; de là vers le sud 67°10′ est 633.5 pieds; de là vers le sud 81°39′ est 147.7 pieds; de là vers le nord 70°25′ est 382 pieds, plus ou moins jusqu'à la ligne de côté entre les lots 14-B et 15; de là dans une direction nord et suivant ladite ligne de côté une distance de 1242 pieds plus ou moins jusqu'au point de départ.

Il est entendu que le pied de la montagne sera pris comme la ligne de division longeant ladite montagne où la roche sablonneuse disparait sous le sol.

3. Tout ce morceau ou parcelle de terrain étant composé d'une partie du lot numéro quinze du

the first range of the township of Templeton county of Hull, and province of Quebec, and having a frontage of two hundred and eight feet ten and one half inches and bounded as follows; towards the North by the southerly boundary of the right of way of the Canadian Pacific Railway; towards the East by the balance of the said lot number fourteen "A", towards the West by lot number fourteen "B" in the said first range and towards the South by a line crossing said part of said lot number fourteen "A" from East to West, said line to be drawn where the sand rock ceases to be visible on the surface of the ground, and containing about twelve acres of land in superficies more or less. This parcel of land more fully described in a deed of sale by David M. Bilsky to George Frederick Pese and duly registered in the registry office of the county of Hull, lib. B. vol. 51 No. 51779.

Together with all the rights, titles claims and interests of the said debtor in certain rights of way transferred by the said David M. Bilsky to the said George F. Pese, on lot number fourteen "B" in the first range of the township of Templeton, under the terms of the above mentioned deed duly registered under number 51779.

2. All that property known and designated according to the official plan and book of reference for the township of Templeton, in the county of Hull, province of Quebec, as being composed of a certain portion of lot number fifteen in the first range of said township of Templeton, containing thirty nine acres of land in superficies more or less, and comprising all that mountain or hill running from East to West and bounded as follows; East by lot fourteen "A" in the said first range of said township to the North by the foot of the mountain and the lake, to the South and West also by the foot of the mouutain, with all the mines, minerals, and mining rights in, on upon and out of the said portion of lot number fifteen in the said first range of the township of Templeton, which said parcel of land may be more fully described as follows; commencing where an iron bolt has been planted on the side line between lots fourteen "B" and fifteen in the said first range of the township of Templeton at a point distant 1920 feet more or less measured southerly along said side line from the south limit of the right of way of the Canadian Pacific Railway; thence North 79°10′ west 274.2 feet; thence South 63°09′ west 327.7 feet; thence North 68°32′ west 188.8 feet; thence South 87°37′ west 134 feet; thence South 63°37′ west 100.3 feet; thence South 85°16′ west 152 feet; thence North 82°04′ west 110.6 feet; thence South 82°36′ west 84.7 feet; thence North 80°03′ west 234.6 feet; thence South 82°38′ west 168.8 feet; thence South 16°15′ west 89.6 feet; thence South 6°11′ east 177.2 feet; thence South, 40°31′ east 311 feet; thence South 7°02′ east 391.5 feet; thence South 21°11′ east 429 feet; thence South 67°10′ east 633.5 feet; thence South 81°39′ east 147.7 feet; thence North 70°25′ east 382 feet more or less to the side line between lots 14-b and 15; thence northerly and following the said side line 1242 feet more or less to the place of beginning.

It is understood that the foot of the mountain is to be taken as the dividing line running along the said mountain where the sand stone disappears under the ground.

3. All that piece or parcel of land being composed of part of lot number fifteen in the first

premier rang du canton de Templeton, dans le comté de Hull, province de Québec, contenant vingt-deux acres de terre en superficie, plus ou moins, borné vers le nord par la ligne de chemin de fer Canadian Pacific; vers l'est par le lot quatorze "B" et un lac dans le premier rang dudit canton; vers le sud par un lac et le résidu dudit lot quinze; vers l'ouest par le résidu du lot quinze, le tout comme démontré sur un plan annexé à l'acte par Enox Scharf, et autres à la Canada Glass Products Limited enregistré le 11 février 1926, sou le numéro 49035.

Et avec ensemble aucun et tous droits de passage, servitudes et autres droits acquis en vertu dudit acte ci-dessus mentionné, sans aucune réserve ou restriction quelconque.

4. Toute la coupe de bois de charpente et de bois sis et situé sur ce morceau ou parcelle de terre cmposé d'une partie du lot quinze dans le premier rang du canton de Templeton dans le comté de Hull, province de Québec, contenant environ vingt-deux acres de terre en superficie, plus ou moins, et plus amplement décrite ci-dessus et dans l'acte de vente de ladite parcelle de terre enregistré le 11 février 1926, sous le numéro 49035 ci-dessus.

Le présent hypothèque comprend en général tout l'actif de ladite comparante dans le canton de Templeton, comprenant tous les terrains, droits miniers, bâtisses, outillage, usine, bois debout, bois de charpente, bois de constuction, modèles, machinerie, installation et tout autre outillage avec ensemble toute la pierre silicate soit manufacturée en sable ou autrement et les chemins joignant lesdites propriétés entre elles et la route de la rive nord, avec aussi lesdroits que ladite comparante a, avait ou peut avoir avec la compagnie Canadian Pacific Railway relativement à l'évaluation ou la taxation de la propriété de l'ancienne compagnie Canada Glass Products Limited, dans ledit canton de Templeton, avec toute substitution et subrogation dans lesdits droits.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'Église paroissiale de Ste-Rose-de-Lima de East-Templeton le 31 MAI prochain à DEUX heures (heure solaire) de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.
Hull, 17 avril 1946. 13777-17-2
[Première insertion, 27 avril 1946]

range of the township of Templeton, in the county of Hull, and province of Quebec, containing twenty-two acres of land in superficies more or less bounded towards the north by the Canadian Pacific Railway; towards the east by lot fourteen "B" and a lake in the first range of the said township. towards the south by a lake and remaining portion of said lot fifteen; towards the west by the remaining portion of lot fifteen, the whole as shown on a plan annexed to the deed, by Enox Scharf, and other to the Canada Glass Products Limited registered on the 11th February, 1926, under number 49035.

And together with all and every right of way and servitudes and other rights, acquired by virtue of the said deed above referred to without any reserve nor restriction whatsoever.

4. All the cut of timber and wood lying and being and situated on that piece or parcel of land composed of part of lot fifteen in the first range of the township of Templeton, in the county of Hull, and province of Quebec, containing about twenty two acres of land in superficies more or less and more fully described above and in the deed of sale of said parcel of land registered on the 11th February,1926, under number 49035 hereinabove.

The present mortgage includes generally all the assets of the said appearer in the township of Templeton, comprising all the lands, mineral rights, buildings, equipment, plant, standing timber, lumber, timber, patterns, machinery, plant and all other equipment together with all the silica rock whether manufactured into sand or otherwise, and roads connecting the above described properties between themselves and to the north shore highway with also the rights which the said appearer has, had or may have with the Canadian Pacific Railway Company or in connection with assessment or taxation of the property of the late Canada Glass Products Limited, in the said township of Templeton, with all substitution and subrogation in the said rights.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Rose-de-Lima of East Templeton, on the THIRTY-FIRST of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

I. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, April 17, 1946. 13777-17-2-o
[First insertion, April 27th, 1946)

KAMOURASKA

Cour de Magistrat — District de Kamouraska

No. 16071 { L.-P. OUELLET, marchand, de Notre-Dame du Lac, demandeur; vs XAVIER CORBIN, de les Étroits. (Légaré Office) défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro trente et un (31) du rang deux (2) du canton Packington, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI 1946, à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Marc du Lac Long, Comté de Témiscouata.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, E.-A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 23 avril 1946. 13813-17-2-o
[Première insertion, 27 avril 1946]

KAMOURASKA

Magistrate's Court — District of Kamouraska

No. 16071 { L.-P. OUELLET, merchant, of Notre-Dame du Lac, plaintiff; vs XAVIER CORBIN, of "les Étroits" (Légaré Office), defendant.

A lot of land known and designated under number thirty-one (31) of range two (2) of the township of Packington with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1946, at TWO o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of St-Marc du Lac Long, county of Temiscouata.

E.-A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 23, 1946. 13813-17-2
[First insertion, April 27, 1946)

Cour Supérieure — District de Kamouraska

No. 16129 { L.-P. OUELLET, marchand, de Notre-Dame du Lac, demandeur vs ALFRED LÉVESQUE, de la paroisse de St-Eleuthère, défendeur.

Superior Court — District of Kamouraska

No. 16129 { L.-P. OUELLET, merchant, of Notre-Dame du Lac, plaintiff; vs ALFRED LEVESQUE, of the parish of St-Eleuthère, defendant.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro six (6) du rang sept (7) canton Pohénégamooke, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI 1946, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Eleuthère.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, E.-A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 23 avril 1946. 13814-17-2-o
[Première insertion, 27 avril 1946]

Cour Supérieure — District de Kamouraska

No. 12580 } ERNEST SOUCY, commerçant, de St-Pascal, demandeur, vs ARTHUR PINET, de la paroisse de St-Louis du Ha!Ha! défendeur.

Les lots de terre numéros cent soixante-cinq et cent soixante-six (165 et 166) du premier rang de la Seigneurie dans la paroisse de St-Louis du Ha! Ha! avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI 1946, à la porte de l'église de la paroisse de St-Louis du Ha! Ha!

Le Shériff,
Bureau du Shériff, E.-A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 23 avril 1946. 13815-17-2-o
[Première insertion, 27 avril 1946]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC
N° 1889-40 } contre Dame JOSEPH SIMARD, de Montréal, veuve de feu Joseph Simard, en son vivant employé civil, à savoir:

1° La subdivision N° 149 (cent quarante-neuf) du lot N° 2344 (deux mille trois cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé à l'endroit appelé "Bijouville", sur l'avenue Lesage, mesurant 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

2° La subdivision N° 150 (cent cinquante) du lot N° 2344 (deux mille trois cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé à l'endroit appelé "Bijouville", sur l'avenue Lesage, mesurant 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

Pour être vendues "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTE ET UNIEME jour de MAI prochain, à DIX HEURES du matin.

Le Sbérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 24 avril 1946. 13778-17 2-o
Première insertion, 27 avril 1946[]
[Seconde insertion, 11 mai 1946]

A lot of land known and designated under number six (6) of range seven (7) township Pohenegamooke — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1946, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of St-Eleuthère.

E.-A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 23, 1946. 13814-17-2
[First insertion, April 27, 1946]

Superior Court — District of Kamouraska

No. 12580 } ERNEST SOUCY, trader, of St-Pascal, plaintiff; vs ARTHUR PINET, of the parish of St-Louis du Ha! Ha! defendant.

The lots of land numbers one hundred and sixty-five and one hundred and sixty-six (165 et 166) in the first range of the Seigniory, in the parish of St-Louis du Ha! Ha! — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY, 1946, at the church door of the parish of St-Louis du Ha! Ha!

E.-A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 23, 1946. 13815-17-2
[First insertion, April 27, 1946]

QUEBEC

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC
No. 1889-40 } against Dame JOSEPH SIMARD, of Montreal, widow of the late Joseph Simard, in his lifetime a civil employee, to wit:

1. Subidivision No. 149 (one hundred and forty-nine) of lot No. 2344 (two thousand three hundred and forty-four) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate at the place called "Bijouville", on Lesage avenue measuring 25 feet in front by 100 feet in depth, circumstances and dependencies.

2. Subdivision No. 150 (one hundred and fifty) of lot No. 2344 (two thousand three hundred and forty-four) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate at the place called "Bijouville", on Lesage avenue, measuring 25 feet in front by 100 feet in depth, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 24, 1946. 13778-17-2-o
[First insertion, April 27, 1946]
Second insertion, May 11, 1946]

Arrêtés en Conseil

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1337

Québec, 18 avril 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1337

Quebec, April 18, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT les personnes, sociétés ou corporations qui reçoivent et logent des touristes ou voyageurs pour fins de pêche ou de chasse.

ATTENDU que le moment est venu, dans l'intérêt du tourisme, d'exercer un certain contrôle sur les personnes, sociétés ou corporations qui reçoivent et logent des touristes ou voyageurs pour fins de pêche ou de chasse;

VU l'article 28 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941, tel qu'amendé par 9 Georges VI, chapitre 40, lequel oblige à se munir d'un permis annuel, les personnes, sociétés ou corporations qui, dans un but pécunaire, reçoivent, logent, amènent ou envoient, par elles-mêmes ou par des agents, dans un lieu de pêche ou de chasse, des touristes ou des voyageurs, pour fins de chasse ou de pêche:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE, si ces personnes, sociétés ou corporations sont déjà locataires de territoires de chasse ou de pêche à même le domaine de la Couronne, le permis annuel soit de cinq dollars ($5.00). Mais si ces personnes, sociétés ou corporations ne sont pas locataires de territoires de chasse ou de pêche, mais font chasser ou pêcher sur les domaines de la Couronne, le permis annuel soit de cinquante dollars ($50.00) et que ces personnes, sociétés ou corporations soient assujetties à l'obligation de faire chaque année au département les rapports que tous les locataires sont tenus indistinctement de faire. Le présent arrêté en conseil ne s'applique pas aux personnes, sociétés ou corporations qui détiennent déjà des permis d'hôtellerie, d'auberge et d'hôtel.

A. MORISSET,
13823-o Greffier du Conseil Exécutif.

CONCERNING persons, associations or corporations who receive or lodge tourists or travellers for fishing or hunting purposes.

WHEREAS, the moment has come, in the interest of tourist traffic, to exercise a certain ontrol over persons, associations or corporations who receive and lodge tourists or travellers for fishing or hunting purposes;

Seeing section 28 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, as amended by 9 George VI, chapter 40, which obliges any person, association or corporation, who or which, for purposes of gain, receives, lodges, brings or sends by himself or itself or through an agent, in any hunting or fishing locality, tourists or travellers for the purpose of hunting or fishing, to hold an annuel license:

IT IS ORDAINED, therfore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT, if such persons, associations or corporations, are already lessees of hunting or fishing territories, from out of the Crown domains, the annual license be five dollars ($5.00). But if such persons, associations or corporations are not lessees of hunting or fishing territories, but carry on hunting or fishing on the Crown domains, the annual license be fifty dollars ($50.00) and that such persons, associations or corporations be subject to the obligation, every year, to send in reports to the Department such as all tenants, without distinction, are obliged to do.

The present Order in Council does not apply to those persons, associations or corporations, already holding a hostelry, inn or hotel license.

A. MORISSET,
13823 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1338

Québec, le 18 avril 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT le prix des permis pour la chasse, l'achat et la vente des animaux à fourrure ou toutes parties de ces animaux pour les fins du commerce.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 31 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec (1941), il est loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer le prix des permis pour la chasse, l'achat et la vente des animaux à fourrure ou toutes parties de ces animaux pour les fins du commerce;

ATTENDU qu'il importe de fixer les prix de ces permis de façon qu'ils soient en rapport avec l'importance de ce commerce et afin d'en assurer un meilleur contrôle sous les conditions actuelles;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QU'À partir du 1er juillet 1946, les arrêtés ministériels numéro 786, du 30 avril 1920, numéro 1289, du 30 juillet 1927 et numéro 354, du 2 février 1944 soient abrogés et que les prix des permis pour toute personne qui désire faire le commerce des fourrures dans cette province soient comme suit:

1° *Permis de commerçant* pour toute personne résidente faisant le commerce des fourrures repassées..... $ 25.00

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXEUCITVE COUNCIL

Number 1338

Quebec, April 18, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the price of licenses for hunting, the buying and selling of fur-bearing animals or any parts of the said animals for purposes of trade.

WHEREAS in virtue of section 31 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec (1941), the Lieutenant-Governor in Council may fix the price of licenses for hunting, buying or selling fur-bearing animals or any part thereof for purposes of trade;

WHEREAS it is expedient to fix the prices for the said licenses be in keeping with the importance of this trade and so as to assure a better control thereof under present conditions;

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT from and after the first of July, 1946, Orders in Council No. 786, of April 30, 1920, No. 1289, of July 30, 1927 and No. 354, of February 2, 1944 be revoked and that the prices for licenses for any one desiring to carry on the fur trade in this Province be as follows:

1. *Dealer's license* for any resident dealing in dressed furs..... $ 25.00

2° *Permis de magasin* pour toute personne résidente faisant le commerce des fourrures dans un local fixe et déterminé dans cette partie de la province située au sud du fleuve et du golfe Saint-Laurent	30.00
3° *Permis de magasin* pour toute personne résidente faisant le commerce des fourrures dans un local fixe et déterminé dans cette partie de la province située au nord du fleuve et du golfe St-Laurent	50.00
4° *Permis d'apprêteur* pour toute personne résidente qui fait uniquement, l'écharnage, le repassage et le tannage des peaux de fourrure	50.00
5° *Permis de teinturier* pour toute personne résidente qui fait uniquement le rasage et la teinture des peaux de fourrure	50.00
6° *Permis d'apprêteur et de teinturier* pour toute personne résidente faisant ces deux opérations	300.00
7° *Permis de commerçant de fourrure ambulant* pour toute personne qui achète ou vend, pour elle-même ou pour d'autres comme agent ou mandataire, avec salaire, à commission ou autrement, lorsqu'elle est résidente dans la province	150.00
8° *Permis de commerçants de fourrure non-résidents* à l'exception de ceux qui achètent pour l'exportation seulement des fourrures brutes aux enchères publiques	300.00
9° *Permis de vente des fourrures aux enchères publiques*	500.00

A. MORISSET,
13828-o Greffier du Conseil Exécutif.

2. *Store license* for any resident carrying on the fur trade in a fixed and designated domicile in that part of the Province situate south of the Gulf and River St. Lawrence	30.00
3. *Store license* for any resident carrying on the fur trade in a fixed and designated domicile in that part of the Province situate north of the Gulf and River St. Lawrence	50.00
4. *Dresser's license* for any resident who is engaged only in scraping, dressing and tanning fur pelt	50.00
5. *Dyer's lizense* for any resident who only shears and dyes fur pelts	50.00
6. *Dresser and dyer's license* for any resident performing these two operations	300.00
7. *Travelling fur traders license* for any person who buys or sells, for himself or for others, as principal or as agent, with salary, on commission or otherwise, when a resident in the Province	150.00
8. *Non-resident fur trader's license* with the exception of those who buy raw pelts at the public auction for export only	300.00
9. *License for sale of furs at public auctions*	500.00

A. MORISSET,
13828 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1339

Québec, le 18 avril 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche Chibougamau.

ATTENDU que la route conduisant au lac Chibougamau et au delà dans le comté de Roberval, sera partiellement ouverte au commencement de la saison et éventuellement terminée à brève échéance;

ATTENDU que cette route traverse un territoire où le gibier abonde, et parsemé de lacs et de rivières peuplés de poissons de toutes espèces;

ATTENDU que le nombre de pêcheurs et de chasseurs ne pourra manquer d'y être considérable et qu'il y a lieu de prendre les mesures immédiates pour protéger le poisson et le gibier contre les abus, afin que cette région puisse répondre aux fins du tourisme.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE la route connue sous le nom de Route de Chibougamau ainsi que tout le territoire borné au nord-est et sud-ouest par des lignes parallèles à la route et à dix milles de distance de chaque côté de ladite route; au nord-ouest, par une ligne perpendiculaire à ladite route et passant à l'extrémité nord-ouest du pont situé sur le détroit ou rivière entre les lacs Malo et Charron (autrement nommés Poisson Blanc et La Blanche) jus-

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1339

Quebec, April 18, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Chibougamau Hunting and Fishing Reserve.

WHEREAS the highway leading to lake Chibougamau and beyond it, in the county of Roberval, will be partially opened at the beginning of the season and eventually finished in a short time;

WHEREAS the said highway passes through a territory abounding in game and studded with lakes and rivers containing fish of every species;

WHEREAS the number of anglers and huntsmen cannot fail to be considerable and it is therefore expedient to take immediate steps to protect the fish and game from abuses, so that the said region may answer to the requirements of the tourists;

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

That the highway known as the Cnibougamau Highway and also all the territory bounded on the northeast and southwest by lines parallel ot the highway and at ten miles distance on each side from the said highway; on the northwest by a line perpendicular to the said highway and passing at the northwest extremity of the bridge situate on the strait or river between lakes Malo and Charron (otherwise called

qu'à sa rencontre avec les lignes nord-est et sud-ouest; au sud-est par une ligne nord-sud passant à l'extrémité sud-est du pont de la rivière du Cran et allant jusqu'à la rencontre des lignes sud-ouest et nord-est, soit créé en réserve de chasse et de pêche sous le nom de Réserve de Chibougamau et que la pêche y soit assujettie, pour en assurer la permanence, à certaines conditions semblables à celles qui existent dans le Parc des Laurentides, et plus spécialement aux conditions suivantes, indépendamment de celles fixées par la loi et les règlements généraux:

1° Personne ne doit prendre, pendant une journée de pêche, plus de 10 dorés, ou brochets, ou 5 touladis ou truites grises, ou encore 40 truites mouchetées ou 15 livres plus un poisson;

2° Personne n'aura le droit d'apporter avec lui hors du territoire ci-dessus mentionné plus que la prise légale de deux jours;

3° Le personnel des barrières ainsi que les gardiens et les gardes-chasse sont autorisés à perquisitionner les voitures quand la chose semblera nécessaire, et à confisquer le poisson, le gibier ou les agrès de pêche ou de chasse de toute personne qui n'aura pas observé les présents règlements ou tous autres qui pourront être adoptés par la suite;

4° Les chefs d'exploitation de bois, les contremaîtres, les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs d'opérations forestières, les exploitants de mines, ainsi que leurs employés, ne pourront pêcher ou faire pêcher dans les limites de cette réserve sans avoir préalablement obtenu un permis;

5° Il est strictement défendu:

a) de pénétrer dans la réserve sans s'enregistrer à l'une des barrières et sans y déclarer l'endroit et la durée de son séjour;

b) de stationner, camper ou s'établir ailleurs qu'aux endroits établis à cette fin;

c) de poser des affiches quelconques, dans aucun endroit de la réserve, sans une permission écrite du département;

d) de chasser dans les limites de la réserve, ou d'y avoir des armes à feu ou des pièces en sa possession;

e) de pêcher dans la réserve sans être muni du permis de pêche général de résident ou de non-résident, et sans avoir obtenu le permis spécial d'un dollar ($1.00) par jour de pêche;

6° Les lois générales relatives à la pêche et à la protection contre le feu s'appliquent à la réserve, indépendamment des présents règlements;

7° Les gardes-chasse, gardes-feu et gardes-pêche ont le devoir d'exiger la production des permis de toute personne séjournant ou de passage dans ladite réserve;

8° Toute personne de passage ou séjournant dans la réserve sera tenue responsable de tout dommage qu'elle aura pu causer par le feu ou autrement;

9° Personne n'a le droit de s'établir sans titre dans la réserve, pour quelque raison que ce soit, et les gardes-chasse, gardes-pêche et gardes-feu sont autorisés à détruire les campements érigés sans permis;

10° Personne n'est autorisé à servir comme guide dans la réserve sans avoir été préalablement assermenté comme garde-pêche, garde-chasse ou garde-feu;

11° Toute contravention aux présents règlements est punissable sommairement d'une amende, en sus des frais, de pas moins de cinq dollars et de pas plus de cinquante dollars, ou à défaut de paiement, d'un emprisonnement de quinze jours au moins et trois mois au plus, tel que

Poisson Blanc and La Blanche) up to its junction with the northeast and southwest lines; on the southeast by a north-south line passing at the southeast extremity of the bridge on the Cran river and running as far as the junction of the southwest and northeast lines, be constituted into a hunting and fishing reserve under the name of Chibougamau Reserve, and that fishing be subject, in order to assure its survival, to certain conditions similar to those which exist in the Laurentide Park, and more particularly to the following conditions, irrespective of those fixed by the Law and general regulations:

1. No one shall take, during one day's fishing, more than 10 dorés, or pike, or 5 Touladis or grey trout, or 40 speckled trout or 15 pounds plus one fish;

2. No person shall be entitled to bring with him, outside the territory above mentioned, more than the legal two days' catch;

3. The staff at the gates as well as the guardians and game wardens are authorized to search vehicles when deemed necessary, and to confiscate fish, game or the fishing tackle and hunting gear of anyone who has not complied with the present regulations or with any other regulations which may hereafter be adopted;

4. Heads of lumbering establishments, foremen, contractors or sub-contractors of lumbering operations, mine workers, as well as their employees, shall not be permitted to fish nor have fishing done for them within the limits of the said territory without having previously obtained a permit;

5. It is strictly prohibited:—

a) to enter the reserve without registering at one of the gates and without declaring the place and length of their stay;

b) to park, camp or settle elsewhere than at the sites established for such purpose;

c) to affix posters whatsoever, anywhere within the reserve ,without written permission from the Department;

d) to hunt within the limits of the reserve or have firearms or trap in their possession;

e) to fish within the reserve without the general resident or non-resident fishing license and without the special permit of one dollar ($1) per day's fishing;

6. The general laws respecting fishing and fire protection apply to the reserve, regardless of the present regulations;

7. The game-wardens, fire-rangers and fishery overseer are duty bound to exact every person sejourning in or passing through the reserve to show their permit;

8. Any person passing through or remaining within the reserve shall be held responsible for any damage caused by them whether by fire or otherwise;

9. No one has the right to settle within the reserve without a title, for any reason whatsoever, and the game-wardens, fishery-overseers and fire-rangers are authorized to destroy any camp sites erected without permit;

10. No person is authorized to act as guide within the reserve without having been previsouly sworn in asa fishery overseer game-warden or fire-ranger;

11. Any infrigement of the presert regulations shall be punishable summarily by a fine, over and above costs, of not less than five dollars and more than fifty dollars, or failing payment of same, to imprisonment of not less thant fifteen days nor more than three months, as provided

pourvu à l'article 76 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

A. MORISSET,
13829-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1333

Québec, le 18 avril 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de St-Hyacinthe.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 491, du 10 février 1945, à l'effet d'apporter des modifications audit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *gazette officielle de Québec*, édition du 16 février 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 491, soit modifié de la façon suivante:

1° L'alinéa "vii" du paragraphe "c" de l'article II est radié et remplacé par le suivant:

"vii.— Les salariés des métiers de la construction, autres que les préposés à l'entretien et les salariés permanents, lorsque ces salariés sont régis par un autre décret, tant qu'ils le sont."

2° A l'article VII, chapitre 3, *Employés réguliers du sexe masculin*, les paragraphes 10 et 12 sont remplacés par les suivants:

	Zones		
"10) *Infirmiers*	*I*	*II*	*III*
Premier semestre	$18.50	$18.50	$18.50
Deuxième semestre. . .	20.00	20.00	20.00
Après 1 an.	22.00	22.00	22.00
Après 2 ans	24.00	24.00	24.00
Après 4 ans	28.00	28.00	28.00
Après 6 ans	30.00	30.00	30.00
"12) *Hommes de service*			
Premier semestre	16.00	14.50	13.00
Deuxième semestre. . .	17.50	16.00	14.50
Après 1 an.	19.00	17.00	16.00
Après 2 ans	21.00	18.00	17.00
Après 3 ans	22.00	19.00	17.00
Après 4 ans	24.00	20.00	18.00

3° A l'article VIII, chapitre 3, *Employées régulières*, les paragraphes 1 à 6 inclusivement sont remplacés par les suivants:

	Zones		
"1) *Infirmières*	*I*	*II*	*III*
Premier semestre	$21.00	$21.00	$21.00
Deuxième semestre. .	22.50	22.50	22.50
Après 1 an.	24.00	24.00	24.00
2) Surveillante en charge d'un département ou d'un service:			
Premier semestre	15.00	15.00	15.00
Deuxième semestre. . .	17.00	17.00	17.00

for in section 76 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

A. MORISSET,
13829 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1333

Quebec, April 18th, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 491, of February 10th, 1945, for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the issue of February 16th, 1946, of the *Quebec Official Gazette*,

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 491, be amended as follows:

1. Paragraph "vii" of subsection "c" of section II is striken off and replaced by the following:

"*vii.*— employees of the construction trades, other than maintenance men and permanent employees, when such employees are already governed by another decree, as long as they are so governed."

2.— In section VII, chapter 3, *regular male employees*, subsections 10 and 12 are replaced by the following:

	Zones		
"10) *Orderly:*	*I*	*II*	*III*
First six (6) months . .	$18.50	$18.50	$18.50
Second six (6) months.	20.00	20.00	20.00
After one (1) year . . .	22.00	22.00	22.00
After two (2) years . .	24.00	24.00	24.00
After four (4) years. . .	28.00	28.00	28.00
After six (6) years . . .	30.00	30.00	30.00
"12) *Service man:*			
First six (6) months . .	16.00	14.50	13.00
Second six (6) months.	17.50	16.00	14.50
After one (1) year . . .	19.00	17.00	16.00
After two (2) years . .	21.00	18.00	17.00
After three (3) years .	22.00	19.00	17.00
After four (4) years. . .	24.00	20.00	18.00

3.— In section VIII, chapter 3, *female regular employees*, subsections 1 to 6 inclusively are replaced by the following:

	Zones		
1) *Nurse:*	*I*	*II*	*III*
First six (6) months . .	$21.00	$21.00	$21.00
Second six (6) months	22.50	22.50	22.50
After one (1) year . . .	24.00	24.00	24.00
2) Supervisor in charge of a department or service:			
First six (6) months . .	15.00	15.00	15.00
Second six (6) months.	17.00	17.00	17.00

Après 1 an.	19.00	19.00	19.00
3) Institutrice, employée de bureau, employée spécialisée, cuisinière:			
Premier semestre	10.00	9.00	8.00
Deuxième semestre. . .	12.00	11.00	10.00
Après 1 an.	13.50	12.50	11.50
Après 2 ans	15.00	14.00	13.00
4) Couturière:			
Premier semestre	14.00	13.00	13.00
Deuxième semestre. . .	14.50	13.50	13.50
Après 1 an.	16.00	14.00	14.00
5) Employée junior.	9.00	9.00	9.00
6) Salariées non comprises dans les catégories précédentes:			
Premier semestre	10.00	9.00	8.00
Deuxième semestre. . .	11.00	10.00	9.00
Après 1 an.	12.00	11.00	10.00
Après 2 ans	13.00	12.00	11.00"

4° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "*l*" de l'article XXX:

"*c*) Toutefois, le salarié qui a travaillé au moins six mois à la date des vacances a droit à trois jours de vacances payées."

A. MORISSET,
13818-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1320

Québec, le 18 avril 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CONCERNANT la constitution en corporation, sous la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, de la Commission d'apprentissage conjointe des professions de coiffeurs pour dames et de barbiers-coiffeurs de Montréal et l'approbation des règlements qui la régissent.

ATTENDU QUE la cité de Montréal a été reconnue comme centre d'apprentissage pour la coiffure pour dames dans l'Ile de Montréal par l'arrêté en conseil 3496, du 1er septembre 1945, pris en exécution de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage;

ATTENDU QUE la cité de Montréal a également été reconnue comme centre d'apprentissage pour le métier de barbier-coiffeur dans l'Ile de Montréal par l'arrêté en conseil 763, du 28 février 1946, pris en exécution de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage ;

ATTENDU QUE les seize (16) signataires de la requête annexée à la proposition de l'honorable ministre du Travail demandent au lieutenant-gouverneur en conseil d'être constitués en corporation sous le nom français de " Commission d'apprentisage conjointe des professions de coiffeurs pour dames et de barbiers-coiffeurs de Montréal " et sous le nom anglais de " The Joint Apprenticeship Commission for the Professions of Ladies Hairdressing and Barbers and Men's Hairdressers of Montreal " ;

ATTENDU QUE ladite requête est conforme aux dispositions de l'article 6 de ladite Loi ;

ATTENDU QUE les requérants soumettent en même temps que ladite requête, les règlements qui doivent régir la Commission et que lesdits règlements sont conformes aux dispositions de la Loi ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail :

Que la requête desdites personnes d'être constituées en corporation pour aider à l'apprentissage

After one (1) year . . .	19.00	19.00	19.00
3) Teacher ; office employee ; skilled employee; cook:			
First six (6) months . .	10.00	9.00	8.00
Second six (6) months.	12.00	11.00	10.00
After one (1) year . . .	13.50	12.50	11.50
After two (2) years . .	15.00	14.00	13.00
4) Seamstress:			
First six (6) months . .	14.00	13.00	13.00
Second six (6) months.	14.50	13.50	13.50
After one (1) year . . .	16.00	14.00	14.00
5) Junior employee . . .	9.00	9.00	9.00
6) Employees not included in the preceding categories:			
First six (6) months . .	10.00	9.00	8.00
Second six (6) months.	11.00	10.00	9.00
After one (1) year . . .	12.00	11.00	10.00
After two (2) years . .	13.00	12.00	11.00"

4.— The following paragraph is added to subsection "1" of section XXX:

"*c*) However, the employee who has worked at least six months at the date of the holidays is entitled to three days of paid holidays."

A. MORISSET,
13818-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1320

Quebec, April 18th, 1946.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the incorporation, under the Apprenticeship Assistance Act, of the Joint Apprenticeship Commission for the Professions of Ladies Hairdressing and Barbers and Men's Hairdressers of Montreal and the approval of the by-laws which govern same.

WHEREAS the City of Montreal has been recognized as the apprenticeship centre for the trade of ladies hairdressing in the Island of Montreal by Order in Council number 3496, of September 1st, 1945, passed under the Apprenticeship Assistance Act ;

WHEREAS the City of Montreal has also been recognized as the apprenticeship centre for the trade of barber-hairdresser in the Island of Montreal by Order in Council 763, of February 28th, 1946, passed under the Apprenticeship Assistance Act ;

WHEREAS the sixteen (16) persons who have signed the petition annexed to the recommendation of the Honourable Minister of Labour beg the Lieutenant-Governor in Council to incorporate them under the French name of "Commission d'apprentissage conjointe des professions de coiffeurs pour dames et de barbiers-coiffeurs de Montréal " and under the English name of "The Joint Apprenticeship Commission for the Professions of Ladies Hairdressing and Barbers and Men's Hairdressers of Montreal" ;

WHEREAS the said request is in conformity with the provisions of section 6 of the said Act ;

WHEREAS the petitioners are submitting, together with the said request, the by-laws which shall govern the Commission and whereas the said by-laws are in conformity with the provisions of the Act ;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the petition of the said persons to be incorporated to give assistance in the apprentice-

des ouvriers, à l'adaptation et à la réadaptation des infirmes, des accidentés du travail et des blessés de guerre dans l'Ile de Montréal, soit agréée;

Que lesdits réglements de la Commission, conformes aux dispositions de l'article 8 de la Loi, soient approuvés ;

Qu'enfin les requérants soient constitués en corporation avec tous les pouvoirs inhérents à cette qualité sous le nom français de " Commission d'apprentisage conjointe des professions de coiffeurs pour dames et de barbiers-coiffeurs de Montréal " et sous le nom anglais de " The Joint Apprenticeship Commission for the Professions of Ladies Hairdressing and Barbers and Men's Hairdressers of Montreal " et que les réglements qui régissent la dite Commission deviennent en vigueur conformément à l'article 9 de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage à compter de la date de la publication du présent arrêté dans la *Gazette officielle de Québec*.

A. MORISSET,
13816-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1331

Québec, le 18 avril 1946.
Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la Chapellerie pour dames et enfants dans l'Ile de Montréal et un rayon de cinquante (50) milles de ses limites.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le Comité conjoint de la Chapellerie pour Dames et Enfants dans la province de Québec, à l'effet de modifier le décret numéro 2025 du 24 juillet 1935 et amendements, relatif à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans l'Ile de Montréal et un rayon de cinquante (50) milles de ses limites ;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 26 janvier 1946 ;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

QUE ledit décret, numéro 2025, soit modifié de la façon suivante :

1o. La désignation des parties contractantes à la convention est modifiée pour se lire comme suit :

D'UNE PART :

"The United Matters, Cap & Millenery Workers International Union", une association bona fide non incorporée, et dont le siège social est situé dans la cité et le district de Montréal, ainsi que le local numéro 49 de ladite association,

Et, D'AUTRE PART :

"The Association of Millenery Manufacturers" (ci-après appelée "L'Association"), un corps politique et incorporé dont le siège social pour la province de Québec est situé dans la cité et le district de Montréal, agissant aux présentes pour elle-même comme agent dûment autorisé pour tous ses membres, présents et futurs,"

ship of workers, in the adaptation and readaptation of the infirm, of the inhured through industrial accidents, and of the wounded in war, in the Island of Montreal, be granted ;

THAT the said by-laws of the Commission, in conformity with the provisions of section 8 of the Act, be approved ;

THAT the petitioners be incorporated with all the powers inherent in such quality under the French name of "Commission d'apprentisage conjointe des professions de coiffeurs pour dames et de barbiers-coiffeurs de Montréal" and under the English name of "The Joint Apprenticeship Commission for the Professions of Ladies Hairdressing and Barbers and Men's Hairdressers of Montreal" and that the by-laws which govern the said Commission come into force pursuant to section 9 of the Apprenticeship Assistance Act, as and from the date of the publication of the present Order-in-Council in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,
13816-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1331

Quebec, April 18th, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the women's and children's millinery industry in the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry of the Province of Quebec to amend the decree number 2025, of July 24th, 1935, and amendments, relating to the women's and children's millinery industry in the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles from its limits;

WHEREAS the said request has been published in the issue of January 26th, 1946;

WHEREAS objections have been made against the said request and they were submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2025, be amended as follows:

1. The designation of the contracting parties to the agreement is modified to read as follows:

"ON THE ONE PART:

The United Hatters, Cap & Millinery Workers International Union, a voluntary unincorporated association, having its office and place of business in the city and district of Montreal, and the Local Union No. 49 of the said Union,

And, ON THE OTHER PART:

The Association of Millinery Manufacturers, (hereinafter referred to as the "Association"), a body politic and corporate, having its head office for the Province of Quebec in the city and district of Montreal, hereinacting for itself, as duly authorized agent for all its members, present and future."

2o. Le paragraphe "h" de l'article I (Définitions) est modifié en y ajoutant ce qui suit :

"Ce terme comprend toute salariée préposée à la fabrication des rubans et des nœuds ainsi que des autres garnitures ou ornements de tissus différents utilisés dans l'industrie de la Chapellerie en vue de garnir ou d'ornementer les chapeaux mentionnés ci-dessus."

3o. Le nouveau paragraphe "i" suivant est ajouté après le paragraphe "h" de l'article I :

"*i) Employés généraux :* — Ce terme désigne toute salariée préposée :

1. à la couture des étiquettes sur les chapeaux ;
2. au taillage des rubans et des voiles ;
3. à l'estampillage des ornements en tissu à la verge utilisé dans l'industrie de la chapellerie ;
4. au pressage des rubans, des pièces de feutre et des voiles ainsi qu'à l'opération qui consiste à les passer à la vapeur ;
5. à l'examen et au nettoyage des chapeaux déjà garnis ;
6. au replaçage des chapeaux garnis sur des formes en vue de les reformer."

4° Les nouveaux paragraphes "j" et "k" suivants sont ajoutés après le paragraphe "i" de l'article I :

j) Définition spéciale : Employeurs et salariés: — Sans limiter d'aucune façon les définitions ci-dessus, tout sous-traitant, détaillant ou autre personne faisant manufacturer de la marchandise est considéré comme employeur et tout entrepreneur est considéré comme employeur et salarié; tout travailleur à domicile est considéré comme salarié et tout employeur, contremaître, contremaîtresse ou dessinateur exécutant personnellement du travail fait ordinairement par un salarié de l'industrie définie dans ce décret est considéré comme salarié pour les fins dudit décret et assujetti aux dispositions de ladite loi et dudit décret."

k) Exécution de travail par l'employeur : — Excepté dans le cas prévu ci-après, aucun employeur n'a le droit, dans sa fabrique, de travailler dans un des métiers décrits dans ce décret pendant la morte-saison ou celle où l'on fabrique des échantillons ; en d'autres temps, il peut exécuter ce travail à condition qu'il observe les heures de travail établies pour ses salariés dans ce décret."

5° Le paragraphe "b" de l'article II est remplacé par le suivant :

b) La juridiction industrielle déterminée par le présent décret comprend l'industrie de la fabrication de modes et de chapeaux pour dames et enfants, et, sans limiter la portée de ce qui précède, le travail fait par tout salarié dans chacun des métiers définis ci-dessus.

Sans limiter la portée des dispositions précédentes, ce décret s'applique à tous les manufacturiers, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, grossistes, manufacturiers détaillants et autres personnes qui fabriquent ou manufacturent des articles et chapeaux pour dames et enfants, soit dans leurs propres établissements ou ailleurs, ou qui confient l'exécution de contrats pour la fabrication de ces articles à des sous-traitants.

Le présent décret ne s'applique pas aux établissements de détail qui s'occupent exclusivement, et sur les lieux de la fabrication sur commande ou de la réfection ou réparation d'articles ou chapeaux pour des clients particuliers, suivant des mesures, grandeurs ou détails individuels, pourvu qu'il n'y ait pas plus que cinq personnes engagées à cette fin dans un tel établissement de détail et pourvu que lesdits chapeaux soient vendus et livrés auxdits clients particuliers et ne soient pas offerts en vente à un autre établisse-

2. In Section I, Definitions, subsection "h" is amended by adding thereto the following:

"This term shall include any female employee who makes bands and bows and other trimmings or ornaments of any material used in the millinery industry for the purposes of garnishing or ornamenting the aforesaid hats."

3. The following new subsection "i" is added after subsection "h", of section I:

"*i.— General Hands:*— This term means any female employee who is engaged in:

1. sewing tickets or labels on hats,
2. cutting ribbons and veiling.
3. stamping of ornaments from various yard goods used in the millinery industry,
4. steaming and pressing of ribbons, felt pieces and veiling.
5. examining and cleaning hats already trimmed,
6. reshaping trimmed hats on hat blocks prior to shipping them."

4. The following new subsections "j" and "k" are added after subsection "i" of section I;

"*Special definition:* — Employers and employees:

j.— Without in any way limiting the definitions as herein contained, every jobber, retailer or other person having goods manufactured for him shall be deemed to be an employer and every contractor shall be deemed to be both an employer and an employee and every home-worker shall be deemed to be an employee, and every employer, foreman, forelady, and/or designer, personally engaged in doing any work ordinarily done by an employee in the industry as defined shall be deemed to be an employee for the purposes of this decree and shall be bound by the provisions of the said Act and of this Decree."

"*k.— Working by employer:* — Save as hereinafter set out, no employer shall work in any of the designated crafts in his factory during the slack or sample season; at other times, such persons may do such work, but only during the hours of work prescribed for his employees by the terms of this decree."

5. In Section II, subsection "n" is replaced by the following:

"*b.*— The industrial jurisdiction determined by the present decree comprises the industry of manufacturing and making of millinery and women's and/or children's headwear, and/or without limiting the generality of the foregoing the work done by any employee in each of the crafts as hereinabove more fully defined."

Without restrictng the generality of the foregoing, this decree applies to all manufacturers, contractors, sub-contractors, wholesalers and manufacturing retailers and other persons who manufacture and make or let contracts for the manufacturing and making either on their own premises or elsewhere of millinery and women's and children's headwear.

This decree does not apply to retail establishments which on their premises, exclusively make to order or remodel or repair millinery or headwear for identified consumers, according to individual sizes, measurements or specifications provided that not more than five persons are employed for this purpose in any one retail establishment, and provided, moreover, that the aforesaid hats are sold and delivered to the said identified consumers and are not for resale to any other manufacturing, wholesale, or retail

ment manufacturier de gros ou détail ou au public, par l'entremise d'un tel établissement.

6° L'article III est modifié en y ajoutant le nouveau paragraphe "f" suivant :

"*f.*— Nonobstant toute dispositions de ce décret, tout salarié doit recevoir les taux minima prévus pour sa classification à moins que le comité paritaire n'émette un permis spécial autorisant le paiement d'un taux inférieur à certains salariés."

7° L'article VI suivant est ajouté à la suite de l'article V-A :

"VI.— Aucun travail ne peut être donné aux salariés ou à toute autre personne pour être effectué à domicile et aucun salarié ou autre personne ne peut exécuter du travail à domicile si ce travail est assujetti aux dispositions du présent décret."

8° Les nouveaux articles VIIa et VIIb suivants sont ajoutés :

"VIIa.— *Horloge enregistreuse:*— Tout employeur doit garder dans son établissement une horloge enregistreuse au moyen de laquelle il oblige tous ses salariés à enregistrer leurs heures de travail et tous les salariés sont individuellement tenus de remplir cette formalité, en autant qu'il est possible à l'employeur de se procurer ladite horloge."

"VIIb.— *Etats des services des salariés:*— Tous les employeurs doivent soumettre au Comité conjoint de la Chapellerie pour Dames et Enfants dans la province de Québec un état de service pour chaque salarié assujetti au présent décret sur des formules fournies par ledit comité, indiquant l'expérience et tout autre renseignement concernant ledit salarié, tel que requis par la loi, le tout devant être certifié par la signature conjointe de l'employeur et du salarié. Ces états de services pour chaque salarié doivent être adressés au comité dans les trois jours suivant la date de l'embauchage dudit salarié."

A. MORISSET,
13817-o Greffier du Conseil Exécutif.

establishment or through them in the open market."

6. Section III is amended by adding a new subsection "f" to wit:

"f.— Notwithstanding any provisions herein contained, all workers shall receive the minimum wages provided in his or her classification, unless the Joint Committee issues a special permit authorizing a lower wage to be paid to any worker."

The following section VI is added after section V-A:—

"VI.— No work shall be given to employees or any other person to be manufactured or worked upon at home and no employee or other person shall perform any work at home upon any of the productions coming within the jurisdiction of this Decree."

8. The following new Sections VIIa and VIIb are added;

"VIIa.— *Punch Clocks:*— Every employer shall maintain a time clock in his factory, if such a clock is available, on which he shall oblige all employees to record their working hours, and on which all employees must record their working hours."

"VIIb.— *Employee Record Cards:*— All employers must furnish the Joint Committee of Millinery & Women's and Children's Headwear Industry of the Province of Quebec, with an employee record for each employee governed by the present decree, on forms to be provided by the said Committee, giving thereon the experience and other information concerning the said employee as required by the Act, the whole to be certified by the signature of both the employer and employee. These records for each employee must be led in the office of the said Committee no later than three days following date of the engagement of the said employee."

A. MORISSET,
13817-o Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 17

ARRETÉS EN CONSEIL:

1320 — Commission d'apprentissage conjointe des professions de coiffeurs pour dames et de barbiers-coiffeurs de Montréal 1232
1328 — Industrie du meuble dans la province de Québec 1196
1329 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec .. 1195
1330 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe 1195
1331 — Industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans l'Ile de Montréal 1233
1333 — Institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de St-Hyacinthe 1231
1334 — Tanneries et corroieries dans la province de Québec 1196
1335 — Travailleurs en fourrure, commerce de gros, de la région de Montréal 1196

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

ORDER IN COUNCIL:

1320 — The Joint Apprenticeship Commission for the Professions of Ladies Hairdressing and Barbers and Men's Hairdressers of Montreal 1232
1328 — Furniture industry in the Province of Quebec 1196
1329 — Barber and hairdresser trades in the district of Quebec 1195
1330 — Barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe 1195
1331 — Women's and children's millinery industry in the Island of Montreal 1233
1333 — Religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe 1231
1334 — Tanning and currying industry in the Province of Quebec 1196
1335 — Fur workers, wholesale trade, of the district of Montréal 1196

1336 — Employés d'épiceries, de boucheries et de restaurants-épiciers dans la cité de Joliette 1189
1337 — Concernant les personnes, sociétés ou corporations qui reçoivent et logent des touristes ou voyageurs pour fins de pêche ou de chasse..... 1227
1338 — Concerant le prix des permis pour la chasse, l'achat et la vente des animaux à fourrure ou toutes parties de ces animaux pour les fins du commerce 1228
1339 — Concernant la réserve de chasse et de pêche Chibougamau..... 1229

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1153

AVIS DIVERS:

Association des Employés de la National Hosiery Mill (Formation).... 1200
Bills sanctionnés..... 1204
Canadian Downhill Ski Runs Association (Règlements) 1203
Coopérative d'Électricité de Saint-Sixte (Fondation)..... 1199
Discours du Trône (Prorogation)..... 1206
Indemnity Insurance Company of North America (Caution en justice)..... 1204
La Conception, munic. de (Nom changé) 1197
L'Association Canadienne des Constructeurs de Navires, Local N° 1 (Formation)..... 1198
L'Association des Propriétaires de Kénogami (Règlements)..... 1199
L'Association des Propriétaires de Taxis de Régie de Valleyfield (Formation). 1203
Laurentide Inn Incorporated (Directeurs) 1202
Les Propriétaires de Bateaux à moteur du St-Laurent (Fondation)..... 1201
Le Syndicat de l'U. C. C. de Katevale (Formation)..... 1203
Le Syndicat de l'U.C.C. de Manseau (Formation)..... 1198
Le Syndicat de l'U.C.C. de N.-D.-d'Hébertville (Formation)..... 1199
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Ursule (Formation) 1199
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sayabec (Formation)..... 1198
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Gertrude (Formation) 1201
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Hélène-de-Chester (Formation)..... 1200
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Monique (Formation)..... 1201
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Épiphane (Formation)..... 1201
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Félix-de-Dalquier (Formation) 1202
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ludger (Formation)..... 1201
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Vianney (Formation)..... 1202
Le Syndicat National du Textile de Chicoutimi (Nom changé)..... 1204
L'Étincelle (Fondation)..... 1198
L'Union Canadienne des Ouvriers du Textile, Local N° 1 (Formation).... 1202
St-Ambroise, paroisse de (Tirage d'obligations) 1200
Syndicat Coopératif de la Fabrique du Village de Notre-Dame-de-Ham (Fondation)..... 1202
Syndicat de Téléphone de Roquemaure (Fondation)..... 1198

1336 — Grocery, butcher shop and restaurant-grocery employees in the city of Joliette..... 1189
1337 — Concerning persons, associations or corporations who receive or lodge tourists or travellers for fishing or hunting purposes 1227
1338 — Concerning the price of licenses for hunting, the buying and selling of fur-bearing animals or any parts of the said animals for purposes of trade... 1228
1339 — Concerning the Chibougamau hunting and fishing reserve..... 1229

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1153

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de la National Hosiery Mill (Formation).... 1200
Bills sanctioned..... 1204
Canadian Downhill Ski Runs Association (By-laws) 1203
Coopérative d'Électricité de Saint-Sixte (Foundation)..... 1199
Speech from the Throne (Prorogation). 1206
Indemnity Insurance Company of North America (Judicial surety)..... 1204
La Conception, mun'c. of (Name changed)..... 1197
L'Association Canadienne des Constructeurs de Navires, Local N° 1 (Formation)..... 1198
L'Association des Propriétaires de Kénogami (By-laws)..... 1199
L'Association des Propriétaires de Taxis de Régie de Valleyfield (Formation). 1203
Laurentide Inn Incorporated (Directors) 1202
Les Propriétaires de Bateaux à moteur du St-Laurent (Foundation)..... 1201
Le Syndicat de l'U.C.C. de Katevale (Formation)..... 1203
Le Syndicat de l'U.C.C. de Manseau (Formation)..... 1198
Le Syndicat de l'U.C.C. de N.-D.-d'Hébertville (Formation)..... 1199
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Ursule (Formation) 1199
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sayabec (Formation)..... 1198
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Gertrude (Formation) 1201
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Hélène-de-Chester (Formation)..... 1200
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Monique (Formation)..... 1201
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Epiphane (Formation)..... 1201
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Félix-de-Dalquier (Formation) 1202
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ludger (Formation)..... 1201
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Vianney (Formation)..... 1202
Le Syndicat National du Textile de Chicoutimi (Name changed)..... 1204
L'Étincelle (Foundation) 1198
L'Union Canadienne des Ouvriers du Textile, Local N° 1 (Formation).... 1202
St-Ambroise, parish of (Drawing of bonds)..... 1200
Syndicat Coopératif de la Fabrique du Village de Notre-Dame-de-Ham (Foundation)..... 1202
Syndicat de Téléphone de Roquemaure (Foundation)..... 1198

Syndicat Jacques-Cartier (Fondation). 1200
Taché, canton de (Tirage d'obligations) 1200
The Aircraft Builders' Association (Formation) 1199
The Quebec Yacht Club (Règlements). 1203

CHARTES — ABANDON DE:

Les Industries Pont-Rouge, Limitée — Pont-Rouge Industries, Limited 1207
Payore Consolidated Mines Limited 1207

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole du Comté de Châteauguay 1207

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Inverness, munic. scolaire de 1209
Mann, munic. scolaire protestante de. 1209
Ste-Rose-de-Watford, munic. scolaire de 1209
St-Philippe, munic. scolaire de 1208

TERRES ET FORETS:

Examens des aspirants à la pratique du mesurage des bois. 1209

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Prélèvement) 1214
Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull (Prélèvement) 1211
Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec (Modification de règlements) 1210
Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal (Prolongation de prélèvement). 1211
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile, district de Québec (Modification de règlements) 1211
Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec (Approbation de règlements) 1210
Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec (Prélèvement) 1213
Comité paritaire des barbiers du district de St-François (Erratum) 1210

TRÉSOR:
Assurances

Aviation & General Insurance Company Limited 1216
Service Fire Insurance Company of New York 1216

LETTRES PATENTES:

A. P. Côté Ltée 1154
Blue Bird Shoe Company. 1155
Cameron & Johl Inc. 1155
Canabel Limitée — Canabel Limited. 1156
Centrale Indépendante Catholique. 1156
Club du Fer-à-Cheval Inc.— Horseshoe Club Inc. 1157
Comex Inc. 1157
Commercial Enterprises Inc. 1158
Compagnie de Construction de S.-Guillaume, Ltée 1158
Compagnie Immobilière de Montcalm Nord Ltée 1159
Construction Probec Construction Inc. 1159

Syndicat Jacques-Cartier (Foundation) 1200
Taché, township of (Drawing of bonds) 1200
The Aircraft Builders' Association (Formation) 1199
The Quebec Yacht Club (By-laws) 1203

CHARTERS — SURRENDER OF:

Pont-Rouge Industries, Limited — Les Industries Pont-Rouge, Limitée. 1207
Payore Consolidated Mines Limited. 1207

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole du Comté de Châteauguay 1207

EDUCATION:

Inverness, school munic. of. 1209
Mann, protestant school munic. of. 1209
Ste-Rose-de-Watford, school munic. of. 1209
St-Philippe, school munic. of 1208

LANDS AND FORESTS:

Examinations of candidates for the scaling of timber. 1209

LABOUR:

Joint committee of the construction industry of Quebec (Levy). 1214
Parity committee of the building trades of Hull (Levy) 1211
Joint committee of the paper box industry of the Province of Quebec (Amendment of by-laws). 1210
Fur industry parity committee, wholesale section, of Montreal (Extension of levy). 1211
Parity committee of the automobile industry, district of Quebec (Amendment of by-laws) 1211
Joint committee of the furniture industry of Quebec (Approval of by-laws). 1210
Joint committee of the furniture industry of Quebec (Levy) 1213
Joint committee of the barbers for the district of St. Francis (Erratum) 1210

TREASURY:
Insurance:

Aviation & General Insurance Company Limited. 1216
Service Fire Insurance Company of New York 1216

LETTERS PATENT:

A. P. Côté Ltée 1154
Blue Bird Shoe Company. 1155
Cameron & Johl Inc. 1155
Canabel Limited — Canabel Limitée. 1156
Centrale Indépendante Catholique. 1156
Horseshoe Club Inc.— Club du Fer-à-Cheval Inc. 1157
Comex Inc. 1157
Commercial Enterprises Inc. 1158
Compagnie de Construction de S.-Guillaume, Ltée 1158
Compagnie Immobilière de Montcalm Nord Ltée 1159
Construction Probec Construction Inc. 1159

Coronet Robes Inc. 1160
Dansereau & Poirier Ltée. 1160
Delorimier, Limitée 1161
D. & L. Frosted Foods, Limited. 1161
Edward Smith Typewriters Inc. 1162
English Transcontinental (Canada) Limited 1162
Fort Construction Limited. 1163
Freeman Eggertson Brushes Limited . . 1163
Georgana Dress Inc. 1164
Hi-Test Cement Blocks Company Limited 1164
I. & M. Holdings Inc.. 1165
Labrie Automobile Limitée. 1165
La Cie de Bois Lafayette Limitée — Lafayette Lumber Company Limited 1166
La Compagnie des Immeubles Charlebois Limitée — (Charlebois Real Estate Company Limited) 1166
Laprairie Gold Mines Limited. 1167
La Sarre Air Services Ltd. 1167
L'Association Athlétique de la Jeunesse de Thurso — The Thurso Youth Athletic Association. 1168
L'Association Sociale & Sportive du Nord Inc.— Northern Social & Sportive Association Inc. 1168
La Voix Populaire, Limitée. 1169
Le Comité du Bien-Etre Social de Saint-Rémi de Napierville. 1169
Lepine Drive Yourself Limited 1170
Les Ateliers Mécaniques Inc.. 1170
Les Camps de l'Anse St-Jean, Limitée — (Anse St. Jean Camps Limited).. 1171
Les Développements du Nord-Est, Ltée — Northeastern Development, Ltd.. 1171
Les Entreprises Modernes, Limitée — (Modern Enterprises Limited). 1172
Les Produits d'Aluminium de Chicoutimi Limitée. 1172
Les Variétés du Nord Inc. 1173
L'Oeuvre Sacerdotale des Vocations de Beauce 1173
Mademoiselle Inc. 1173
Marché Dallaire Limitée. 1174
Morrie Heft Inc.. 1174
Mt. Royal People's Market Inc.. 1175
M. & M. Auto Parts Inc.. 1175
Nadelle Handbags Inc. 1176
Omicron Jewellery Inc.. 1176
Paramount Club Incorporated. 1177
Red Rock Cola (Quebec) Limited. 1177
Rigaud-Construction, Limitée 1178
Ross-Garrison Incorporated 1178
Royaume du Camera Inc.— Camera Kingdom Inc. 1179
Saguenay Mining & Smelting Company Limited. 1179
Sanguinet Express Ltd 1180
Second Gaspé Oil Ventures Limited. . . . 1181
Sloppy Joe's Steak House Inc.. 1181
Terminus Central Ltée — Central Terminus Ltd 1182
Théâtre Bellevue Inc. 1182
(Thompson Lumber Limitée)—Thompson Lumber Limited 1182
Trans-Continental Films Limited 1183
United Continental Engines Ltd. 1183
Universal Distributors Inc.. 1184
Weir's Garage Limited 1184
Westmount Grocery Company. 1185

Coronet Robes Inc. 1160
Dansereau & Poirier Ltée. 1160
Delorimier, Limitée 1161
D. & L. Frosted Foods, Limited. 1161
Edward Smith Typewriters Inc. 1162
English Transcontinental (Canada) Limited 1162
Fort Construction Limited. 1163
Freeman Eggertson Brushes Limited . . 1163
Georgana Dress Inc. 1164
Hi-Test Cement Blocks Company Limited 1164
I. & M. Holdings Inc.. 1165
Labrie Automobile Limitée. 1165
Lafayette Lumber Company Limited — La Cie de Bois Lafayette Limitée. . . 1166
(Charlebois Real Estate Company Limited) — La Compagnie des Immeubles Charlebois Limitée. 1166
Laprairie Gold Mines Limited. 1167
La Sarre Air Services Ltd. 1167
The Thurso Youth Athletic Association — L'Association Athlétique de la Jeunesse de Thurso 1168
Northern Social & Sportive Association Inc.— L'Association Sociale & Sportive du Nord Inc.. 1168
La Voix Populaire, Limitée. 1169
Le Comité du Bien-Etre Social de Saint-Rémi de Napierville. 1169
Lepine Drive Yourself Limited 1170
Les Ateliers Mécaniques Inc.. 1170
(Anse St. Jean Camps Limited) — Les Camps de l'Anse St-Jean, Limitée. . . 1171
Northeastern Development, Ltd.— Les Développements du Nord-Est, Ltée. 1171
(Modern Enterprises Limited) — Les Entreprises Modernes, Limitée 1172
Les Produits d'Aluminium de Chicoutimi Limitée. 1172
Les Variétés du Nord Inc. 1173
L'Oeuvre Sacerdotale des Vocations de Beauce 1173
Mademoiselle Inc. 1173
Marché Dallaire Limitée. 1174
Morrie Heft Inc.. 1174
Mt. Royal People's Market Inc.. 1175
M. & M. Auto Parts Inc.. 1175
Nadelle Handbags Inc. 1176
Omicron Jewellery Inc.. 1176
Paramount Club Incorporated. 1177
Red Rock Cola (Quebec) Limited. 1177
Rigaud-Construction, Limitée 1178
Ross-Garrison Incorporated. 1178
Camera Kingdom Inc.— Royaume du Camera Inc.. 1179
Saguenay Mining & Smelting Company Limited. 1179
Sanguinet Express Ltd 1180
Second Gaspé Oil Ventures Limited. . . . 1181
Sloppy Joe's Steak House Inc.. 1181
Central Terminus Ltd.— Terminus Central Ltée. 1182
Théâtre Bellevue Inc. 1182
Thompson Lumber Limited — (Thompson Lumber Limitée). 1182
Trans-Continental Films Limited 1183
United Continental Engines Ltd. 1183
Universal Distributors Inc.. 1184
Weir's Garage Limited 1184
Westmount Grocery Company. 1185

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Arpin Gendron Ltée. 1186
Choquette & Compagnie Limitée 1186
Congress Import & Novelty Inc.. 1186
Dominion Transport Company, Limited 1186

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Arpin Gendron Ltée. 1186
Choquette & Compagnie Limitée 1186
Congress Import & Novelty Inc.. 1186
Dominion Transport Company, Limited 1186

La Ligue des Propriétaires de Montréal — The Property Owners' League of Montreal. 1187
LeBel Construction Limited. 1187
Lumiray Manufacturing Inc.. 1187
Mafco Corporation Ltd. 1188
Mica Company of Canada Ltd 1187
Mountain Realties Limited. 1188
Patricia Silkwear Inc. 1188
Spécialités Lasalle Specialties Inc. 1188
Wimpy's Limited. 1188
Young Men's Section of the Montreal Board of Trade. 1189

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Salle Paroissiale de St-Bernard 1216
Syndicat d'Aqueduc de la Paroisse de St-Césaire. 1217

NOMINATIONS:

Diverses. 1217

PROCLAMATION:

Concernant la mise en vigueur du cadastre du canton Caire 1218

SIÈGES SOCIAUX:

Donnacona Paper Co. Ltd 1219
English Transcontinental (Canada) Limited 1219
Hampstead Annex Company Limited. . 1220
La Compagnie de Construction Senneville & St-André Ltée 1220
M. & M. Auto Parts Inc.. 1220

SOUMISSIONS:

Huntingdon, ville de 1220

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company . .. 1221

VENTES POUR TAXES:

Arvida, cité de 1223
Larouche, paroisse de. 1221

VENTES PAR SHÉRIFS:

CHICOUTIMI:

Desbiens *et vir* vs Ouellet 1224

HULL:

Borbridge vs Ottawa Silica & Sandstone Ltd. 1224
Nankin *et vir* vs Spollin. 1224

KAMOURASKA:

Ouellet vs Corbin. 1226
Ouellet vs Lévesque. 1226
Soucy vs Pinet 1227

QUÉBEC:

Cité de Québec vs Simard. 1227

13827-o

The Property Owners' League of Montreal — La Ligue des Propriétaires de Montréal 1187
LeBel Construction Limited. 1187
Lumiray Manufacturing Inc.. 1187
Mafco Corporation Ltd. 1188
Mica Company of Canada Ltd 1187
Mountain Realties Limited. 1188
Patricia Silkwear Inc. 1188
Spécialités Lasalle Specialties Inc. 1188
Wimpy's Limited. 1188
Young Men's Section of the Montreal Board of Trade. 1189

WINDING UP NOTICE:

La Salle Paroissiale de St-Bernard. 1216
Syndicat d'Aqueduc de la Paroisse de St-Césaire. 1217

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 1217

PROCLAMATION:

Concerning the coming into force of the cadastre for the Township Caire. 1218

HEAD OFFICES:

Donnacona Paper Co. Ltd. 1219
English Transcontinental (Canada) Limited 1219
Hampstead Annex Company Limited. . 1220
La Compagnie de Construction Senneville & St-André Ltée 1220
M. & M. Auto Parts Inc.. 1220

TENDERS:

Huntingdon, town of. 1220

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company ... 1221

SALES FOR TAXES:

Arvida, city of. 1223
Larouche, parish of. 1221

SHERIFFS' SALES:

CHICOUTIMI:

Desbiens *et vir* vs Ouellet 1224

HULL:

Borbridge vs Ottawa Silica & Sandstone Ltd. 1224
Nankin *et vir* vs Spollin. 1224

KAMOURASKA:

Ouellet vs Corbin. 1226
Ouellet vs Lévesque. 1226
Soucy vs Pinet 1227

QUEBEC:

Cité de Québec vs Simard. 1227

13827-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.